



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DGCL**

**Direction générale  
des collectivités locales**

# **Les Finances des Groupements de communes à fiscalité propre en 2021**

Collection

**Statistiques et finances locales (tableaux)**

Département des études et des statistiques locales



Les tableaux « **Les finances des groupements de communes à fiscalité propre en 2021** »  
ont été élaborés au Département des études et des statistiques locales (DESL)  
de la Direction générale des collectivités locales (DGCL)  
par Guillaume LEFORESTIER

**Mars 2023**

Directrice de la publication : **Cécile Raquin**

## Les finances des établissements publics intercommunaux (EPCI) à fiscalité propre en 2021

Mise en ligne : Mars 2023

Département des Etudes et Statistiques Locales - DGCL

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales>

<a href="#">T.1.1</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021	2
<a href="#">T.1.2</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre et de leur population par région et strate de population en 2021	3
<a href="#">T.1.3</a>	: Répartition des groupements à fiscalité propre selon le type de groupement et strate de population en 2021	6
<a href="#">T.2.1</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021	8
<a href="#">T.2.2</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021	11
<a href="#">T.2.3</a>	: Evolution 2021/2020 des résultats comptables des groupements par strate de population	13
<a href="#">T.2.4</a>	: Comptes des métropoles et communautés urbaines (CU) par strate de population en 2021	15
<a href="#">T.2.5</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des métropoles et CU par strate de population en 2021	18
<a href="#">T.2.6</a>	: Comptes des communautés d'agglomération (CA) par strate de population en 2021	20
<a href="#">T.2.7</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des communautés d'agglomération par strate de population en 2021	23
<a href="#">T.2.8</a>	: Comptes des communautés de communes (CC) par strate de population en 2021	25
<a href="#">T.2.9</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des communautés de communes par strate de population en 2021	28
<a href="#">T.3.1</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre de « montagne » par strate de population en 2021	30
<a href="#">T.3.1.c</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements de « montagne » par strate de population en 2021	33
<a href="#">T.3.2</a>	: Comptes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » par strate de population en 2021	35
<a href="#">T.3.2.c</a>	: Les dépenses et recettes par habitant des groupements n'étant pas de « montagne » par strate de population en 2021	38
<a href="#">T.4.1</a>	: Ratios financiers 2021 : Dépenses et recettes totales du budget intercommunal par région, type du groupement et strate de population	40
<a href="#">T.4.2</a>	: Ratios financiers 2021 : Dépenses de fonctionnement par région, type du groupement et strate de population	44
<a href="#">T.4.3</a>	: Ratios financiers 2021 : Recettes de fonctionnement et capacité d'épargne par région, type du groupement et strate de population	51
<a href="#">T.4.4</a>	: Ratios financiers 2021 : Dépenses d'investissement par région, type du groupement et strate de population	59
<a href="#">T.4.5</a>	: Ratios financiers 2021 : Recettes d'investissement par région, type du groupement et strate de population	66
<a href="#">T.4.6</a>	: Ratios financiers 2021 : Charge de la dette et marge de manœuvre par région, type du groupement et strate de population	71
<a href="#">T.5.1</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	77
<a href="#">T.5.2</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	80
<a href="#">T.5.3</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles et communautés urbaines par strate de population des groupements : dépenses totales	83
<a href="#">T.5.4</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	86
<a href="#">T.5.5</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	89
<a href="#">T.5.6</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses totales	92
<a href="#">T.5.7</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes de 10 000 hab. et plus par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement	95
<a href="#">T.5.8</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes de 10 000 hab. et plus par strate de population des groupements : dépenses d'investissement	98
<a href="#">T.5.9</a>	: Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes de 10 000 hab. et plus par strate de population des groupements : dépenses totales	101
<a href="#">Annexe 1</a>	: Sources et définitions des grandeurs comptables utilisées	104
<a href="#">Annexe 2</a>	: Zonages et classifications utilisés	106
<a href="#">Annexe 3</a>	: Définitions des ratios financiers obligatoires	107

**Abréviations** - M€ : millions d'€  
 - n.s. : non-significatif  
 - n.d. : non-disponible

**Symbole** : - : néant

**T 1.1.a - Répartition en nombre de groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par strate de population intercommunale en 2021**

Strate par taille de population de groupement (Strate intercommunale)	Outre-Mer <sup>(b)</sup>			France métropolitaine			France entière <sup>(c)</sup>		
	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Population des groupements en milliers d'habitants	Population moyenne d'un groupement
Moins de 15 000 habitants	2	18	9 066	344	3 199	9 301	346	3 218	9 299
De 15 000 à moins de 30 000 habitants	-	-	-	430	9 397	21 853	430	9 397	21 853
De 30 000 à moins de 50 000 habitants	3	92	30 714	191	7 359	38 527	194	7 451	38 406
De 50 000 à moins de 100 000 habitants	8	578	72 246	147	10 047	68 348	155	10 625	68 549
de 100 000 à moins de 300 000 habitants	10	1 486	148 580	94	15 015	159 738	104	16 501	158 665
300 000 habitants et plus	-	-	-	25	21 038	841 534	25	21 038	841 534
<b>Groupements de moins de 100 000 habitants</b>	<b>13</b>	<b>688</b>	<b>52 942</b>	<b>1 112</b>	<b>30 002</b>	<b>26 980</b>	<b>1 125</b>	<b>30 690</b>	<b>27 280</b>
<b>Groupements de 100 000 habitants et plus (y c. la métropole de Lyon)</b>	<b>10</b>	<b>1 486</b>	<b>148 580</b>	<b>119</b>	<b>36 054</b>	<b>302 972</b>	<b>129</b>	<b>37 539</b>	<b>291 004</b>
<b>Ensemble des groupements (y compris la métropole de Lyon)</b>	<b>23</b>	<b>2 174</b>	<b>94 523</b>	<b>1 231</b>	<b>66 056</b>	<b>53 660</b>	<b>1 254</b>	<b>68 230</b>	<b>54 410</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre présents dans le fichier des comptes de gestion. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI puisqu'elle est une collectivité territoriale à part entière avec un statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCIFP).

(b) Il s'agit des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(c) Ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

Lecture : en France métropolitaine, il y a 344 groupements à fiscalité propre dans la strate de taille de population des groupements de moins de 15 000 habitants, qui regroupent 3 199 414 habitants pour une taille moyenne de 9 301 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.

**T 1.1.b - Répartition en nombre de communes des groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par strate de population intercommunale en 2021**

Strate par taille de population de groupement (Strate intercommunale)	Outre-Mer <sup>(b)</sup>			France métropolitaine			France entière <sup>(c)</sup>		
	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement	Nombre de budgets intercommunaux	Nombre de communes par strate de groupement	Nombre moyen de communes par groupement
Moins de 15 000 habitants	2	7	3,5	344	7 351	21,4	346	7 358	21,3
De 15 000 à moins de 30 000 habitants	-	-	-	430	11 535	26,8	430	11 535	26,8
De 30 000 à moins de 50 000 habitants	3	10	3,3	191	5 996	31,4	194	6 006	31,0
De 50 000 à moins de 100 000 habitants	8	45	5,6	147	4 997	34,0	155	5 042	32,5
de 100 000 à moins de 300 000 habitants	10	67	6,7	94	3 589	38,2	104	3 656	35,2
300 000 habitants et plus	-	-	-	25	1 364	54,6	25	1 364	54,6
<b>Groupements de moins de 100 000 habitants</b>	<b>13</b>	<b>62</b>	<b>4,8</b>	<b>1 112</b>	<b>29 879</b>	<b>26,9</b>	<b>1 125</b>	<b>29 941</b>	<b>26,6</b>
<b>Groupements de 100 000 habitants et plus (y c. la métropole de Lyon)</b>	<b>10</b>	<b>67</b>	<b>6,7</b>	<b>119</b>	<b>4 953</b>	<b>41,6</b>	<b>129</b>	<b>5 020</b>	<b>38,9</b>
<b>Ensemble des groupements (y compris la métropole de Lyon)</b>	<b>23</b>	<b>129</b>	<b>5,6</b>	<b>1 231</b>	<b>34 832</b>	<b>28,3</b>	<b>1 254</b>	<b>34 961</b>	<b>27,9</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre présents dans le fichier des comptes de gestion. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI puisqu'elle est une collectivité territoriale à part entière avec un statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCIFP).

(b) Il s'agit des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(c) Ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

Lecture : en France métropolitaine, il y a 7 351 communes dans la strate de taille de population des groupements de moins de 15 000 habitants, pour un nombre moyen de 21,4 communes par EPCI à fiscalité propre.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.

**T 1.2.a - Répartition du nombre de groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> par région et strate intercommunale en 2021**Nombre de groupements <sup>(a)</sup>

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Nombre de groupements de moins de 100 000 hab.	Nombre de groupements de 100 000 hab. et plus	Nombre total de groupements
Auvergne-Rhône-Alpes	53	46	26	27	8	4	152	12	164
Bourgogne-Franche-Comté	52	43	6	7	5	-	108	5	113
Bretagne	2	22	15	12	7	1	51	8	59
Centre-Val de Loire	30	29	9	5	5	1	73	6	79
Corse	15	2	-	2	-	-	19	-	19
Grand Est	42	61	23	14	7	2	140	9	149
Hauts-de-France	4	35	21	14	15	1	74	16	90
Normandie	11	28	14	10	5	1	63	6	69
Nouvelle-Aquitaine	51	55	21	18	8	2	145	10	155
Occitanie	69	48	22	11	9	2	150	11	161
Pays de la Loire	2	30	18	10	7	2	60	9	69
Provence-Alpes-Côte d'Azur	13	13	6	10	7	3	42	10	52
Île-de-France	-	18	10	7	11	6	35	17	52
<b>France métropolitaine</b>	<b>344</b>	<b>430</b>	<b>191</b>	<b>147</b>	<b>94</b>	<b>25</b>	<b>1 112</b>	<b>119</b>	<b>1 231</b>
<b>Outre-Mer <sup>(b)</sup> :</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>3</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>23</b>
- dont Guadeloupe	1	-	-	4	1	-	5	1	6
- dont Martinique	-	-	-	-	3	-	-	3	3
- dont Guyane	1	-	1	1	1	-	3	1	4
- dont Réunion	-	-	-	-	5	-	-	5	5
- dont Mayotte	-	-	2	3	-	-	5	-	5
<b>France entière</b>	<b>346</b>	<b>430</b>	<b>194</b>	<b>155</b>	<b>104</b>	<b>25</b>	<b>1 125</b>	<b>129</b>	<b>1 254</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre. Bien qu'elle ne soit pas « stricto sensu » un EPCI, la métropole de Lyon est comptabilisée comme un budget intercommunal à fiscalité propre.

(b) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

Lecture : il y a 53 budgets principaux de groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants en région Auvergne - Rhône-Alpes

Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.

**T 1.2.b - Répartition de la population des groupements à fiscalité propre par région et strate intercommunale en 2021***Habitants décomptés selon la population totale de l'Insee*

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Population des groupements de moins de 100 000 hab.	Population des groupements de 100 000 hab. et plus	Population totale des groupements
<i>En milliers d'habitants</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	489	986	1 029	1 929	1 144	2 576	4 433	3 721	8 154
Bourgogne-Franche-Comté	479	885	214	483	824	-	2 060	824	2 885
Bretagne	14	505	588	809	1 062	461	1 915	1 524	3 439
Centre-Val de Loire	264	627	381	302	764	300	1 574	1 064	2 638
Corse	147	46	-	152	-	-	344	-	344
Grand Est	398	1 279	907	972	1 297	807	3 555	2 104	5 659
Hauts-de-France	33	782	782	981	2 315	1 185	2 578	3 500	6 078
Normandie	112	639	532	685	948	500	1 968	1 448	3 416
Nouvelle-Aquitaine	523	1 182	783	1 259	1 239	1 132	3 747	2 372	6 119
Occitanie	599	1 050	838	776	1 423	1 281	3 264	2 703	5 967
Pays de la Loire	24	676	677	602	890	974	1 979	1 865	3 844
Provence-Alpes-Côte d'Azur	118	310	250	635	967	2 902	1 313	3 869	5 182
Île-de-France	-	431	377	463	2 142	8 919	1 272	11 061	12 333
<b>France métropolitaine</b>	<b>3 199</b>	<b>9 397</b>	<b>7 359</b>	<b>10 047</b>	<b>15 015</b>	<b>21 038</b>	<b>30 002</b>	<b>36 054</b>	<b>66 056</b>
<b>Outre-Mer <sup>(a)</sup> :</b>	<b>18</b>	<b>-</b>	<b>92</b>	<b>578</b>	<b>1 486</b>	<b>-</b>	<b>688</b>	<b>1 486</b>	<b>2 174</b>
- dont Guadeloupe	11	-	-	282	101	-	293	101	393
- dont Martinique	-	-	-	-	374	-	-	374	374
- dont Guyane	7	-	30	95	146	-	133	146	278
- dont Réunion	-	-	-	-	866	-	-	866	866
- dont Mayotte	-	-	62	201	-	-	263	-	263
<b>France entière</b>	<b>3 218</b>	<b>9 397</b>	<b>7 451</b>	<b>10 625</b>	<b>16 501</b>	<b>21 038</b>	<b>30 690</b>	<b>37 539</b>	<b>68 230</b>

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**Lecture : les EPCI à fiscalité propre de 300 000 habitants et plus de la région Auvergne - Rhône-Alpes regroupent 2 576 milliers habitants.**Source : INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.*

**T 1.2.c - Taille moyenne des groupements à fiscalité propre par région et strate intercommunale en 2021***Habitants comptés selon la population totale de l'Insee*

REGIONS	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Taille moyenne des groupements de moins de 100 000 hab.	Taille moyenne des groupements de 100 000 hab. et plus	Taille moyenne des groupements
<i>Nombre d'habitants par groupement</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	9 229	21 433	39 585	71 439	143 045	644 092	29 165	310 060	49 718
Bourgogne-Franche-Comté	9 209	20 578	35 656	68 946	164 848	-	19 077	164 848	25 527
Bretagne	6 752	22 938	39 187	67 454	151 771	461 166	37 557	190 446	58 287
Centre-Val de Loire	8 804	21 637	42 316	60 330	152 800	300 045	21 563	177 341	33 394
Corse	9 770	22 785	-	75 805	-	-	18 091	-	18 091
Grand Est	9 473	20 966	39 419	69 413	185 241	403 411	25 395	233 723	37 978
Hauts-de-France	8 289	22 330	37 248	70 049	154 303	1 185 377	34 832	218 746	67 528
Normandie	10 190	22 805	38 026	68 502	189 665	499 830	31 238	241 359	49 510
Nouvelle-Aquitaine	10 253	21 492	37 296	69 946	154 920	566 070	25 843	237 150	39 476
Occitanie	8 688	21 867	38 099	70 574	158 075	640 381	21 757	245 767	37 062
Pays de la Loire	11 859	22 544	37 630	60 159	127 170	487 210	32 983	207 179	55 704
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 076	23 860	41 628	63 526	138 108	967 405	31 267	386 897	99 657
Île-de-France	-	23 954	37 716	66 189	194 707	1 486 536	36 333	650 647	237 166
<b>France métropolitaine</b>	9 301	21 853	38 527	68 348	159 738	841 534	26 980	302 972	53 660
<b>Outre-Mer <sup>(a)</sup> :</b>	9 066	-	30 714	72 246	148 580	-	52 942	148 580	94 523
- dont Guadeloupe	10 886	-	-	70 429	100 801	-	58 520	100 801	65 567
- dont Martinique	-	-	-	-	124 587	-	-	124 587	124 587
- dont Guyane	7 246	-	30 159	95 341	145 726	-	44 249	145 726	69 618
- dont Réunion	-	-	-	-	173 101	-	-	173 101	173 101
- dont Mayotte	-	-	30 992	66 970	-	-	52 579	-	52 579
<b>France entière</b>	9 299	21 853	38 406	68 549	158 665	841 534	27 280	291 004	54 410

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**Lecture : la taille moyenne d'un EPCI à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants en région Auvergne - Rhône-Alpes est de 9 229 habitants.**Source : DGFIP, comptes de gestion ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.*

**T 1.3.a - Répartition des groupements à fiscalité propre <sup>(a)</sup> selon le type de groupement par strate intercommunale en 2021**

Strate des groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Nombre de groupements de moins de 100 000 hab.	Nombre de groupements de 100 000 hab. et plus	Nombre total de groupements
<i>Nombre de groupements appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(b)</sup>	-	-	-	2	14	20	2	34	36
CA	-	2	17	111	88	5	130	93	223
CC à FPU	245	367	163	41	2	-	816	2	818
CC à FA	101	61	14	1	-	-	177	-	177
<b>Total <sup>(b)</sup></b>	<b>346</b>	<b>430</b>	<b>194</b>	<b>155</b>	<b>104</b>	<b>25</b>	<b>1 125</b>	<b>129</b>	<b>1 254</b>
<i>Pourcentage de groupements appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(b)</sup>	-	-	-	1,3%	13,5%	80,0%	0,2%	26,4%	2,9%
CA	-	0,5%	8,8%	71,6%	84,6%	20,0%	11,6%	72,1%	17,8%
CC à FPU	70,8%	85,3%	84,0%	26,5%	1,9%	-	72,5%	1,6%	65,2%
CC à FA	29,2%	14,2%	7,2%	0,6%	-	-	15,7%	-	14,1%
<b>Total <sup>(b)</sup></b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(a) Il s'agit, plus précisément, du nombre de budgets principaux d'EPCI à fiscalité propre.

(b) Y compris la métropole de Lyon.

CU: Communauté Urbaine ; CA: Communauté d'Agglomération; CC: Communauté de communes;

FA: Fiscalité Additionnelle ; FPU: Fiscalité Professionnelle Unique ;

Lecture : il y a 245 CC à FPU de moins de 15 000 habitants. Elles représentent 70,8 % des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.

**T 1.3.b - Répartition de la population des groupements à fiscalité propre par type de groupement et strate intercommunale en 2021**

Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

Strate des groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Population des groupements de moins de 100 000 hab.	Population des groupements de 100 000 hab. et plus	Population totale des groupements
<i>Nombre d'habitants appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(a)</sup>	-	-	-	152 538	3 199 606	19 345 854	152 538	22 545 460	22 697 998
CA	-	58 763	730 894	7 917 842	13 092 284	1 692 507	8 707 499	14 784 791	23 492 290
CC à FPU	2 374 494	8 055 190	6 185 969	2 484 810	209 233	-	19 100 463	209 233	19 309 696
CC à FA	843 052	1 282 866	533 943	69 941	-	-	2 729 802	-	2 729 802
<b>Total <sup>(a)</sup></b>	<b>3 217 546</b>	<b>9 396 819</b>	<b>7 450 806</b>	<b>10 625 131</b>	<b>16 501 123</b>	<b>21 038 361</b>	<b>30 690 302</b>	<b>37 539 484</b>	<b>68 229 786</b>
<i>Pourcentage d'habitants appartenant à :</i>									
CU ou métropoles <sup>(a)</sup>	-	-	-	1,4%	19,4%	92,0%	0,5%	60,1%	33,3%
CA	-	0,6%	9,8%	74,5%	79,3%	8,0%	28,4%	39,4%	34,4%
CC à FPU	73,8%	85,7%	83,0%	23,4%	1,3%	-	62,2%	0,6%	28,3%
CC à FA	26,2%	13,7%	7,2%	0,7%	-	-	8,9%	-	4,0%
<b>Total <sup>(a)</sup></b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

(a) Y compris la métropole de Lyon.

CU: Communauté Urbaine ; CA: Communauté d'Agglomération; CC: Communauté de Communes;

FA: Fiscalité Additionnelle ; FPU: Fiscalité Professionnelle Unique ;

Lecture : il y a 2 374 494 habitants dans la strate des CC à FPU de moins de 15 000 habitants qui représentent 73,8 % de la population des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants.

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018) ; calculs DGCL.

**Métropole :** Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2018, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2018. La loi n° 2018-257 du 28 février 2018 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon :** Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

**Communauté urbaine (CU) :** La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2018 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

**Communauté d'agglomération (CA) :** Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

**Communauté de communes (CC) :** Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

Le nouveau schéma de fiscalité locale issu de la loi de finances pour 2010 ne modifie pas l'esprit du régime fiscal des EPCI à fiscalité additionnelle (EPCI à FA) qui continuent à percevoir une part additionnelle de l'ensemble des taxes attribuées à la commune par la réforme. Les EPCI à FA peuvent toujours opter pour le régime à fiscalité de zone ou pour le régime de zone « éolienne » (EPCI à FPZ ou FPE). En revanche, les régimes fiscaux de taxe professionnelle unique (TPU) et de fiscalité mixte (totalité de la taxe professionnelle et une part additionnelle sur les taxes ménages) disparaissent au profit du régime fiscal à FPU. Ce régime s'apparente à celui des anciens EPCI à fiscalité mixte.

**Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes (FA) :** Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE à la place de l'ancien taux de TP. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

**Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU) :** Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti. Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts ménages qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut, dès 2011, voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul.

## T 2.1.a - Comptes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021

<i>En millions d'euros</i>									
Exercice 2021	Moins	De 15 000	De 30 000	De 50 000	De 100 000	300 000	Groupements	Groupements	Ensemble
Opérations réelles	de 15 000	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	habitants	de moins de	de 100 000 hab.	des
Hors gestion active de la dette	habitants	30 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	300 000 hab.	et plus	100 000 hab.	et plus	groupements
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>1 212</b>	<b>3 108</b>	<b>2 428</b>	<b>4 059</b>	<b>7 128</b>	<b>9 584</b>	<b>10 807</b>	<b>16 712</b>	<b>27 519</b>
Achats et charges externes	299	819	646	1 155	1 952	2 371	2 919	4 324	7 243
Frais de personnel	486	1 254	1 036	1 635	2 791	3 258	4 410	6 049	10 459
Charges financières	17	41	30	58	147	232	146	379	525
Dépenses d'intervention	325	817	561	982	1 816	3 427	2 685	5 243	7 929
Autres dépenses de fonctionnement	86	177	155	229	422	295	646	718	1 364
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>1 425</b>	<b>3 696</b>	<b>2 867</b>	<b>4 806</b>	<b>8 749</b>	<b>12 160</b>	<b>12 794</b>	<b>20 909</b>	<b>33 703</b>
Impôts et taxes	873	2 161	1 603	2 729	4 972	6 102	7 366	11 074	18 439
- Impôts locaux	367	664	405	681	1 390	1 868	2 117	3 258	5 375
- Autres impôts et taxes	505	1 497	1 199	2 048	3 582	4 234	5 248	7 816	13 064
Concours de l'État	257	788	659	1 200	2 398	4 252	2 904	6 650	9 554
- DGF	141	416	385	770	1 555	3 245	1 712	4 800	6 512
- Autres dotations	6	12	10	12	30	49	40	79	119
- Péréquation et compensations fiscales	110	360	264	418	813	958	1 152	1 771	2 923
Subventions reçues et participations	108	300	240	334	350	328	982	678	1 660
Ventes de biens et services	143	351	299	436	823	1 087	1 229	1 910	3 139
Autres recettes de fonctionnement	45	96	66	106	207	390	313	597	910
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>213</b>	<b>589</b>	<b>439</b>	<b>747</b>	<b>1 621</b>	<b>2 575</b>	<b>1 987</b>	<b>4 197</b>	<b>6 183</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>127</b>	<b>406</b>	<b>292</b>	<b>471</b>	<b>898</b>	<b>1 280</b>	<b>1 295</b>	<b>2 178</b>	<b>3 473</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>394</b>	<b>959</b>	<b>733</b>	<b>1 239</b>	<b>2 723</b>	<b>4 551</b>	<b>3 325</b>	<b>7 274</b>	<b>10 599</b>
Dépenses d'équipement	326	744	566	911	1 891	3 285	2 546	5 176	7 722
Subventions d'équipement versées	36	135	123	248	600	885	541	1 484	2 025
Autres dépenses d'investissement	33	80	44	81	232	382	237	614	851
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>220</b>	<b>464</b>	<b>319</b>	<b>496</b>	<b>1 079</b>	<b>1 925</b>	<b>1 499</b>	<b>3 005</b>	<b>4 503</b>
FCTVA	53	129	89	143	319	461	414	780	1 195
Dotations et Subventions d'équipement	132	250	174	257	490	1 005	812	1 495	2 307
Autres recettes d'investissement	35	85	56	96	270	459	272	729	1 002
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>1 606</b>	<b>4 066</b>	<b>3 161</b>	<b>5 299</b>	<b>9 851</b>	<b>14 135</b>	<b>14 132</b>	<b>23 986</b>	<b>38 118</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>1 646</b>	<b>4 160</b>	<b>3 185</b>	<b>5 301</b>	<b>9 828</b>	<b>14 085</b>	<b>14 293</b>	<b>23 913</b>	<b>38 206</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>39</b>	<b>94</b>	<b>25</b>	<b>3</b>	<b>-22</b>	<b>-50</b>	<b>161</b>	<b>-73</b>	<b>88</b>
Remboursements de dette (8)	86	183	147	276	724	1 295	691	2 019	2 710
Emprunts (9)	91	218	193	329	801	1 305	833	2 107	2 939
Flux net de dette = (9)-(8)	5	35	47	54	78	10	141	88	229
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1 692</b>	<b>4 249</b>	<b>3 308</b>	<b>5 574</b>	<b>10 574</b>	<b>15 430</b>	<b>14 823</b>	<b>26 005</b>	<b>40 828</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1 737</b>	<b>4 379</b>	<b>3 379</b>	<b>5 631</b>	<b>10 630</b>	<b>15 390</b>	<b>15 125</b>	<b>26 020</b>	<b>41 145</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	45	130	71	56	55	-40	302	15	317
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>761</b>	<b>1 956</b>	<b>1 467</b>	<b>2 845</b>	<b>7 832</b>	<b>13 296</b>	<b>7 028</b>	<b>21 128</b>	<b>28 157</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,9%	15,9%	15,3%	15,5%	18,5%	21,2%	15,5%	20,1%	18,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,9%	11,0%	10,2%	9,8%	10,3%	10,5%	10,1%	10,4%	10,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	53,4%	52,9%	51,2%	59,2%	89,5%	109,3%	54,9%	101,0%	83,5%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,6	3,3	3,3	3,8	4,8	5,2	3,5	5,0	4,6
R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	40,0%	40,3%	42,7%	40,3%	39,2%	34,0%	40,8%	36,2%	38,0%
R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	91,1%	89,0%	89,8%	90,2%	89,7%	89,5%	89,9%	89,6%	89,7%
R10 : Dépenses d'équipement «brutes»/ RRF (Taux d'équipement)	23,7%	20,7%	20,3%	19,5%	22,5%	27,8%	20,5%	25,6%	23,7%

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants se montent à 1212 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

## T 2.1.b - Structure des dépenses et recettes des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021

Exercice 2021 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	24,7%	26,4%	26,6%	28,5%	27,4%	24,7%	27,0%	25,9%	26,3%
Frais de personnel	40,0%	40,3%	42,7%	40,3%	39,2%	34,0%	40,8%	36,2%	38,0%
Charges financières	1,4%	1,3%	1,3%	1,4%	2,1%	2,4%	1,4%	2,3%	1,9%
Dépenses d'intervention	26,8%	26,3%	23,1%	24,2%	25,5%	35,8%	24,8%	31,4%	28,8%
Autres dépenses de fonctionnement	7,1%	5,7%	6,4%	5,6%	5,9%	3,1%	6,0%	4,3%	5,0%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,2%	58,5%	55,9%	56,8%	56,8%	50,2%	57,6%	53,0%	54,7%
- Impôts locaux	25,8%	18,0%	14,1%	14,2%	15,9%	15,4%	16,5%	15,6%	15,9%
- Autres impôts et taxes	35,4%	40,5%	41,8%	42,6%	40,9%	34,8%	41,0%	37,4%	38,8%
Concours de l'État	18,1%	21,3%	23,0%	25,0%	27,4%	35,0%	22,7%	31,8%	28,3%
- DGF	9,9%	11,3%	13,4%	16,0%	17,8%	26,7%	13,4%	23,0%	19,3%
- Autres dotations	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%
- Péréquation et compensations fiscales	7,7%	9,7%	9,2%	8,7%	9,3%	7,9%	9,0%	8,5%	8,7%
Subventions reçues et participations	7,6%	8,1%	8,4%	7,0%	4,0%	2,7%	7,7%	3,2%	4,9%
Ventes de biens et services	10,0%	9,5%	10,4%	9,1%	9,4%	8,9%	9,6%	9,1%	9,3%
Autres recettes de fonctionnement	3,1%	2,6%	2,3%	2,2%	2,4%	3,2%	2,4%	2,9%	2,7%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	82,7%	77,6%	77,3%	73,5%	69,4%	72,2%	76,6%	71,2%	72,9%
Subventions d'équipement versées	9,0%	14,1%	16,7%	20,0%	22,0%	19,4%	16,3%	20,4%	19,1%
Autres dépenses d'investissement	8,3%	8,3%	6,0%	6,5%	8,5%	8,4%	7,1%	8,4%	8,0%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	24,2%	27,8%	27,9%	28,9%	29,6%	24,0%	27,7%	26,0%	26,5%
Dotations et Subventions d'équipement	59,9%	53,8%	54,5%	51,8%	45,4%	52,2%	54,2%	49,7%	51,2%
Autres recettes d'investissement	15,9%	18,4%	17,6%	19,3%	25,0%	23,8%	18,2%	24,3%	22,2%

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants représentent 24,7 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.2 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des groupements à fiscalité propre par strate de population en 2021

Exercice 2021	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>377</b>	<b>331</b>	<b>326</b>	<b>382</b>	<b>432</b>	<b>456</b>	<b>352</b>	<b>445</b>	<b>403</b>
Achats et charges externes	93	87	87	109	118	113	95	115	106
Frais de personnel	151	133	139	154	169	155	144	161	153
Charges financières	5	4	4	5	9	11	5	10	8
Dépenses d'intervention	101	87	75	92	110	163	88	140	116
Autres dépenses de fonctionnement	27	19	21	22	26	14	21	19	20
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>443</b>	<b>393</b>	<b>385</b>	<b>452</b>	<b>530</b>	<b>578</b>	<b>417</b>	<b>557</b>	<b>494</b>
Impôts et taxes	271	230	215	257	301	290	240	295	270
- Impôts locaux	114	71	54	64	84	89	69	87	79
- Autres impôts et taxes	157	159	161	193	217	201	171	208	191
Concours de l'État	80	84	88	113	145	202	95	177	140
- DGF	44	44	52	72	94	154	56	128	95
- Autres dotations	2	1	1	1	2	2	1	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	34	38	35	39	49	46	38	47	43
Subventions reçues et participations	34	32	32	31	21	16	32	18	24
Ventes de biens et services	44	37	40	41	50	52	40	51	46
Autres recettes de fonctionnement	14	10	9	10	13	19	10	16	13
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>66</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>70</b>	<b>98</b>	<b>122</b>	<b>65</b>	<b>112</b>	<b>91</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>39</b>	<b>44</b>	<b>54</b>	<b>61</b>	<b>42</b>	<b>58</b>	<b>51</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>122</b>	<b>102</b>	<b>98</b>	<b>117</b>	<b>165</b>	<b>216</b>	<b>108</b>	<b>194</b>	<b>155</b>
Dépenses d'équipement	101	79	76	86	115	156	83	138	113
Subventions d'équipement versées	11	14	16	23	36	42	18	40	30
Autres dépenses d'investissement	10	8	6	8	14	18	8	16	12
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>69</b>	<b>49</b>	<b>43</b>	<b>47</b>	<b>65</b>	<b>92</b>	<b>49</b>	<b>80</b>	<b>66</b>
FCTVA	17	14	12	13	19	22	14	21	18
Dotations et Subventions d'équipement	41	27	23	24	30	48	26	40	34
Autres recettes d'investissement	11	9	8	9	16	22	9	19	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>499</b>	<b>433</b>	<b>424</b>	<b>499</b>	<b>597</b>	<b>672</b>	<b>460</b>	<b>639</b>	<b>559</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>511</b>	<b>443</b>	<b>428</b>	<b>499</b>	<b>596</b>	<b>669</b>	<b>466</b>	<b>637</b>	<b>560</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-2</b>	<b>5</b>	<b>-2</b>	<b>1</b>
Remboursements de dette (8)	27	19	20	26	44	62	23	54	40
Emprunts (9)	28	23	26	31	49	62	27	56	43
Flux net de dette = (9)-(8)	2	4	6	5	5	0	5	2	3
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>526</b>	<b>452</b>	<b>444</b>	<b>525</b>	<b>641</b>	<b>733</b>	<b>483</b>	<b>693</b>	<b>598</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>540</b>	<b>466</b>	<b>454</b>	<b>530</b>	<b>644</b>	<b>732</b>	<b>493</b>	<b>693</b>	<b>603</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	14	14	10	5	3	-2	10	0	5
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>236</b>	<b>208</b>	<b>197</b>	<b>268</b>	<b>475</b>	<b>632</b>	<b>229</b>	<b>563</b>	<b>413</b>
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	377	331	326	382	432	456	352	445	403
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	212	188	185	202	227	297	195	266	234
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	114	71	54	64	84	89	69	87	79
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	443	393	385	452	530	578	417	557	494
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	105	82	78	88	120	161	86	143	117
<b>R5</b> : Dette / habitant	236	208	197	268	475	632	229	563	413
<b>R6</b> : DGF / habitant	44	44	52	72	94	154	56	128	95

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

Champ : Groupements à fiscalité propre y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux; France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : les achats et charges externes des groupements à fiscalité propre de moins de 15 000 habitants sont de 93 € par habitant.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.3 - Évolution 2020-2021 à champ constant <sup>(a)</sup> des résultats comptables des groupements à fiscalité propre par strate de population des groupements

Evolutions en %, en € courants	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>+5,5</b>	<b>+5,3</b>	<b>+4,9</b>	<b>+4,8</b>	<b>+1,8</b>	<b>+2,4</b>	<b>+5,0</b>	<b>+2,1</b>	<b>+3,2</b>
Achats et charges externes	+7,0	+6,2	+6,2	+6,4	+3,8	+2,1	+6,4	+2,9	+4,2
Frais de personnel	+7,8	+5,8	+4,6	+5,4	+3,3	+3,1	+5,6	+3,2	+4,2
Charges financières	-11,2	-8,1	-8,5	-4,3	-6,0	-3,3	-7,1	-4,3	-5,1
Dépenses d'intervention	+2,7	+4,9	+5,1	+4,0	+0,9	+3,2	+4,3	+2,4	+3,0
Autres dépenses de fonctionnement	+2,7	+2,7	+3,6	-2,0	-8,8	-6,1	+1,2	-7,7	-3,7
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>+4,2</b>	<b>+4,4</b>	<b>+4,1</b>	<b>+4,1</b>	<b>+3,0</b>	<b>+5,1</b>	<b>+4,2</b>	<b>+4,2</b>	<b>+4,2</b>
Impôts et taxes	-3,8	-5,1	-4,4	-0,6	-1,2	+1,2	-3,2	+0,1	-1,2
- Impôts locaux	-45,6	-60,2	-67,6	-64,9	-61,6	-57,0	-61,7	-59,1	-60,2
- Autres impôts et taxes	+118,5	+145,7	+181,2	+153,4	+153,8	+151,3	+153,0	+152,4	+152,6
Concours de l'État	+33,6	+38,4	+28,2	+14,7	+12,3	+9,1	+25,1	+10,3	+14,4
- DGF	+1,1	+0,9	-0,7	-1,1	-1,2	-0,2	-0,4	-0,5	-0,5
- Autres dotations	+21,7	+19,9	+18,3	+10,7	+20,4	+15,2	+16,8	+17,1	+17,0
- Péréquation et compensations fiscales	+129,6	+145,5	+123,7	+63,1	+51,7	+59,1	+102,5	+55,6	+71,3
Subventions reçues et participations	+6,7	+2,9	+3,8	+0,1	+0,6	+13,0	+2,5	+6,2	+4,0
Ventes de biens et services	+15,0	+13,2	+11,5	+11,9	+6,8	+6,6	+12,5	+6,7	+8,9
Autres recettes de fonctionnement	+4,8	+6,9	+3,8	+4,9	-1,6	+16,0	+5,3	+9,3	+7,8
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>-2,5</b>	<b>+0,3</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,7</b>	<b>+8,8</b>	<b>+16,4</b>	<b>+0,1</b>	<b>+13,3</b>	<b>+8,7</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>-5,7</b>	<b>-0,9</b>	<b>-4,6</b>	<b>-4,8</b>	<b>+8,6</b>	<b>+12,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>+10,8</b>	<b>+4,9</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>+8,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>+7,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>+6,5</b>	<b>+2,8</b>	<b>+1,4</b>	<b>+4,2</b>	<b>+3,3</b>
Dépenses d'équipement	+12,4	-2,3	+9,1	+0,8	+7,5	+8,0	+3,0	+7,8	+6,2
Subventions d'équipement versées	-9	+2,1	-0,1	-10,1	+2,0	-11,7	-5,0	-6,6	-6,2
Autres dépenses d'investissement	-6,7	+3,7	+11,6	-5,1	+10,1	+0,2	+0,3	+3,7	+2,7
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>+7,4</b>	<b>+7,9</b>	<b>+12,3</b>	<b>-1,6</b>	<b>+15,3</b>	<b>+14,8</b>	<b>+5,4</b>	<b>+14,9</b>	<b>+11,6</b>
FCTVA	+16,0	+16,2	+19,5	+6,4	+40,3	+11,8	+13,2	+21,9	+18,8
Dotations et Subventions d'équipement	+7,6	+3,4	+8,8	-1,1	+12,3	+17,3	+3,7	+15,6	+11,1
Autres recettes d'investissement	-3,9	+10,0	+12,8	-12,6	-0,7	+12,4	-0,4	+7,1	+5,0
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>+6,2</b>	<b>+3,7</b>	<b>+5,5</b>	<b>+3,1</b>	<b>+3,1</b>	<b>+2,5</b>	<b>+4,1</b>	<b>+2,7</b>	<b>+3,3</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>+4,7</b>	<b>+4,8</b>	<b>+4,9</b>	<b>+3,5</b>	<b>+4,2</b>	<b>+6,3</b>	<b>+4,3</b>	<b>+5,4</b>	<b>+5,0</b>
Remboursements de dette (8)	+2,8	+3,1	+11,4	+11,5	+8,9	+20,6	+8,0	+16,1	+14,0
Emprunts (9)	+30,0	+24,8	+44,4	+9,9	-17,8	-30,1	+22,6	-25,9	-16,5
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>+6,0</b>	<b>+3,6</b>	<b>+5,8</b>	<b>+3,5</b>	<b>+3,4</b>	<b>+3,8</b>	<b>+4,3</b>	<b>+3,7</b>	<b>+3,9</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>+5,7</b>	<b>+5,7</b>	<b>+6,6</b>	<b>+3,9</b>	<b>+2,2</b>	<b>+1,8</b>	<b>+5,2</b>	<b>+2,0</b>	<b>+3,1</b>
<b>Dettes au 31 décembre (12)</b>	<b>+0,4</b>	<b>+2,3</b>	<b>+2,8</b>	<b>+3,8</b>	<b>+2,0</b>	<b>+4,4</b>	<b>+2,8</b>	<b>+3,5</b>	<b>+3,3</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute <sup>(b)</sup> = (3) / (2)	-1,0	-0,7	-0,6	-0,5	+1,0	+2,1	-0,6	+1,6	+0,8
Taux d'épargne nette <sup>(b)</sup> = [(3)-(8)] / (2)	-0,9	-0,6	-0,9	-0,9	+0,5	+0,7	-0,8	+0,6	+0,1
Taux d'endettement <sup>(b)</sup> = (12) / (2)	-2,1	-1,1	-0,7	-0,2	-0,9	-0,7	-0,8	-0,7	-0,7
Délai de désendettement <sup>(c)</sup> = (12) / (3)	+0,1	+0,1	+0,1	+0,1	-0,3	-0,6	+0,1	-0,5	-0,2
<b>R1 : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant</b>	<b>+5,7</b>	<b>+5,2</b>	<b>+4,7</b>	<b>+4,4</b>	<b>+1,5</b>	<b>+1,8</b>	<b>+4,8</b>	<b>+1,7</b>	<b>+2,9</b>
<b>R2 : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant</b>	<b>-30,8</b>	<b>-36,2</b>	<b>-37,9</b>	<b>-37,1</b>	<b>-37,7</b>	<b>-27,6</b>	<b>-36,4</b>	<b>-31,8</b>	<b>-33,5</b>
<b>R2 bis : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant</b>	<b>-45,5</b>	<b>-60,2</b>	<b>-67,7</b>	<b>-65,0</b>	<b>-61,7</b>	<b>-57,3</b>	<b>-61,8</b>	<b>-59,3</b>	<b>-60,3</b>
<b>R3 : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant</b>	<b>+4,5</b>	<b>+4,4</b>	<b>+3,9</b>	<b>+3,7</b>	<b>+2,8</b>	<b>+4,5</b>	<b>+4,1</b>	<b>+3,7</b>	<b>+3,9</b>
<b>R4 : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant</b>	<b>+11,3</b>	<b>-2,6</b>	<b>+9,3</b>	<b>+0,6</b>	<b>+6,7</b>	<b>+7,8</b>	<b>+2,7</b>	<b>+7,4</b>	<b>+5,8</b>
<b>R5 : Dette / habitant</b>	<b>+0,6</b>	<b>+2,2</b>	<b>+2,6</b>	<b>+3,4</b>	<b>+1,7</b>	<b>+3,8</b>	<b>+2,6</b>	<b>+3,0</b>	<b>+3,0</b>
<b>R6 : DGF / habitant</b>	<b>+1,3</b>	<b>+0,8</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,8</b>
<b>R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement <sup>(b)</sup></b>	<b>+0,9</b>	<b>+0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>+0,3</b>	<b>+0,6</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,2</b>	<b>+0,4</b>	<b>+0,3</b>
<b>R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF <sup>(b)</sup></b>	<b>+0,9</b>	<b>+0,6</b>	<b>+0,9</b>	<b>+0,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>+0,8</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>
<b>R10 : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement) <sup>(b)</sup></b>	<b>+1,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>+1,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>+0,8</b>	<b>+0,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>+0,9</b>	<b>+0,4</b>

Les EPCI concernés sont les groupements à fiscalité propre y compris la MGP de Paris et ses EPT et y compris la métropole de Lyon.

(a) à champ «constant», c'est-à-dire en ne conservant que les groupements à fiscalité propre inchangés entre les deux années 2020 et 2021. Les strates sont celles des groupements en 2021.

(b) écarts en point de pourcentage entre 2020 et 2019.

(c) écarts en nombre d'années.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 2.4.a - Comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> en 2021

<i>En millions d'euros</i>									
Exercice 2021	Moins	De 15 000	De 30 000	De 50 000	De 100 000	300 000	Groupements	Groupements	Ensemble
Opérations réelles	de 15 000	à moins de	à moins de	à moins de	à moins de	habitants	de moins de	de 100 000 hab.	des
Hors gestion active de la dette	habitants	30 000 hab.	50 000 hab.	100 000 hab.	300 000 hab.	et plus	100 000 hab.	et plus	groupements
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	93	1 764	9 046	93	10 810	10 903
Achats et charges externes	-	-	-	35	403	2 185	35	2 588	2 623
Frais de personnel	-	-	-	43	769	3 076	43	3 845	3 888
Charges financières	-	-	-	2	42	216	2	258	260
Dépenses d'intervention	-	-	-	11	445	3 293	11	3 738	3 749
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	2	104	276	2	381	382
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	112	2 258	11 477	112	13 735	13 847
Impôts et taxes	-	-	-	59	1 281	5 768	59	7 048	7 108
- Impôts locaux	-	-	-	25	594	1 859	25	2 453	2 478
- Autres impôts et taxes	-	-	-	34	686	3 909	34	4 595	4 629
Concours de l'État	-	-	-	31	600	3 995	31	4 594	4 625
- DGF	-	-	-	22	375	3 064	22	3 439	3 461
- Autres dotations	-	-	-	2	8	46	2	53	55
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	7	217	885	7	1 102	1 109
Subventions reçues et participations	-	-	-	4	59	312	4	370	375
Ventes de biens et services	-	-	-	13	255	1 029	13	1 285	1 298
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	4	63	374	4	437	441
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	-	-	19	494	2 431	19	2 925	2 944
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	-	-	12	262	1 212	12	1 474	1 486
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	36	838	4 340	36	5 178	5 214
Dépenses d'équipement	-	-	-	30	628	3 125	30	3 752	3 782
Subventions d'équipement versées	-	-	-	4	127	850	4	977	981
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	2	83	366	2	449	451
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	12	355	1 833	12	2 188	2 199
FCTVA	-	-	-	4	95	428	4	523	527
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	7	178	965	7	1 142	1 149
Autres recettes d'investissement	-	-	-	1	82	440	1	522	523
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	-	-	129	2 602	13 386	129	15 988	16 117
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	-	-	123	2 612	13 310	123	15 923	16 046
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-	-	-5	10	-76	-5	-65	-71
Remboursements de dette (8)	-	-	-	7	232	1 219	7	1 451	1 458
Emprunts (9)	-	-	-	12	247	1 216	12	1 463	1 475
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-	-	5	15	-3	5	12	17
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	-	-	136	2 833	14 605	136	17 439	17 575
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	-	-	136	2 859	14 526	136	17 385	17 521
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-	-	0	25	-79	0	-53	-54
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	-	-	102	2 459	12 411	102	14 870	14 972
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-	-	-	17,0%	21,9%	21,2%	17,0%	21,3%	21,3%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	-	-	10,6%	11,6%	10,6%	10,6%	10,7%	10,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	-	-	-	90,9%	108,9%	108,1%	90,9%	108,3%	108,1%
Délai de désendettement = (12) / (3)	-	-	-	5,4	5,0	5,1	5,4	5,1	5,1
R7 : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	-	-	-	46,3%	43,6%	34,0%	46,3%	35,6%	35,7%
R9 : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	-	-	-	89,4%	88,4%	89,4%	89,4%	89,3%	89,3%
R10 : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	-	-	-	26,8%	29,0%	28,0%	26,8%	28,2%	28,2%

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des métropoles et CU de 50 000 à 100 000 habitants sont de 35 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

T 2.4.b - Structure des dépenses et recettes des métropoles <sup>(a)</sup> et CU par strate de population de groupements <sup>(b)</sup> en 2021

Exercice 2021 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	-	-	-	37,9%	22,8%	24,2%	37,9%	23,9%	24,1%
Frais de personnel	-	-	-	46,3%	43,6%	34,0%	46,3%	35,6%	35,7%
Charges financières	-	-	-	2,5%	2,4%	2,4%	2,5%	2,4%	2,4%
Dépenses d'intervention	-	-	-	11,7%	25,2%	36,4%	11,7%	34,6%	34,4%
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	1,7%	5,9%	3,1%	1,7%	3,5%	3,5%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	-	-	-	53,0%	56,7%	50,3%	53,0%	51,3%	51,3%
- Impôts locaux	-	-	-	22,4%	26,3%	16,2%	22,4%	17,9%	17,9%
- Autres impôts et taxes	-	-	-	30,6%	30,4%	34,1%	30,6%	33,5%	33,4%
Concours de l'État	-	-	-	27,4%	26,6%	34,8%	27,4%	33,5%	33,4%
- DGF	-	-	-	19,5%	16,6%	26,7%	19,5%	25,0%	25,0%
- Autres dotations	-	-	-	1,3%	0,3%	0,4%	1,3%	0,4%	0,4%
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	6,6%	9,6%	7,7%	6,6%	8,0%	8,0%
Subventions reçues et participations	-	-	-	4,0%	2,6%	2,7%	4,0%	2,7%	2,7%
Ventes de biens et services	-	-	-	11,8%	11,3%	9,0%	11,8%	9,4%	9,4%
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	3,8%	2,8%	3,3%	3,8%	3,2%	3,2%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	-	-	-	83,2%	74,9%	72,0%	83,2%	72,5%	72,5%
Subventions d'équipement versées	-	-	-	11,9%	15,2%	19,6%	11,9%	18,9%	18,8%
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	4,9%	9,9%	8,4%	4,9%	8,7%	8,6%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	-	-	-	33,2%	26,9%	23,3%	33,2%	23,9%	24,0%
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	60,3%	50,1%	52,6%	60,3%	52,2%	52,3%
Autres recettes d'investissement	-	-	-	6,5%	23,1%	24,0%	6,5%	23,9%	23,8%

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des métropoles et CU de 50 000 à 100 000 habitants représentent 37,9 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Métropole : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2018, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2018. La loi n° 2018-257 du 28 février 2018 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

**Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

T 2.5 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des métropoles <sup>(b)</sup> et communautés urbaines par strate de groupement <sup>(c)</sup> en 2021

Exercice 2021							En €/habitant		
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	-	-	<b>609</b>	<b>551</b>	<b>468</b>	<b>609</b>	<b>479</b>	<b>480</b>
Achats et charges externes	-	-	-	230	126	113	230	115	116
Frais de personnel	-	-	-	282	240	159	282	171	171
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	11	11
Dépenses d'intervention	-	-	-	71	139	170	71	166	165
Autres dépenses de fonctionnement	-	-	-	10	33	14	10	17	17
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	-	-	<b>733</b>	<b>706</b>	<b>593</b>	<b>733</b>	<b>609</b>	<b>610</b>
Impôts et taxes	-	-	-	389	400	298	389	313	313
- Impôts locaux	-	-	-	164	186	96	164	109	109
- Autres impôts et taxes	-	-	-	225	214	202	225	204	204
Concours de l'État	-	-	-	201	187	206	201	204	204
- DGF	-	-	-	143	117	158	143	153	152
- Autres dotations	-	-	-	10	2	2	10	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	-	-	-	49	68	46	49	49	49
Subventions reçues et participations	-	-	-	29	18	16	29	16	17
Ventes de biens et services	-	-	-	87	80	53	87	57	57
Autres recettes de fonctionnement	-	-	-	28	20	19	28	19	19
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	-	-	<b>125</b>	<b>154</b>	<b>126</b>	<b>125</b>	<b>130</b>	<b>130</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	-	-	<b>78</b>	<b>82</b>	<b>63</b>	<b>78</b>	<b>65</b>	<b>65</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	-	-	<b>236</b>	<b>262</b>	<b>224</b>	<b>236</b>	<b>230</b>	<b>230</b>
Dépenses d'équipement	-	-	-	196	196	162	196	166	167
Subventions d'équipement versées	-	-	-	28	40	44	28	43	43
Autres dépenses d'investissement	-	-	-	12	26	19	12	20	20
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	-	-	<b>76</b>	<b>111</b>	<b>95</b>	<b>76</b>	<b>97</b>	<b>97</b>
FCTVA	-	-	-	25	30	22	25	23	23
Dotations et Subventions d'équipement	-	-	-	46	55	50	46	51	51
Autres recettes d'investissement	-	-	-	5	26	23	5	23	23
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	-	-	<b>845</b>	<b>813</b>	<b>692</b>	<b>845</b>	<b>709</b>	<b>710</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	-	-	<b>809</b>	<b>816</b>	<b>688</b>	<b>809</b>	<b>706</b>	<b>707</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	-	-	<b>-35</b>	<b>3</b>	<b>-4</b>	<b>-35</b>	<b>-3</b>	<b>-3</b>
Remboursements de dette (8)	-	-	-	47	72	63	47	64	64
Emprunts (9)	-	-	-	80	77	63	80	65	65
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-	-	33	5	0	33	1	1
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	-	-	<b>892</b>	<b>886</b>	<b>755</b>	<b>892</b>	<b>773</b>	<b>774</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	-	-	<b>889</b>	<b>894</b>	<b>751</b>	<b>889</b>	<b>771</b>	<b>772</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	-	-	-2	8	-4	-2	-2	-2
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	-	-	<b>667</b>	<b>768</b>	<b>642</b>	<b>667</b>	<b>660</b>	<b>660</b>
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	-	-	-	609	551	468	609	479	480
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	-	-	-	218	263	298	218	293	292
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	-	-	-	164	186	96	164	109	109
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	-	-	-	733	706	593	733	609	610
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	-	-	-	196	204	166	196	172	172
<b>R5</b> : Dette / habitant	-	-	-	667	768	642	667	660	660
<b>R6</b> : DGF / habitant	-	-	-	143	117	158	143	153	152

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(c) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1er janvier 2018, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2018. La loi n° 2018-257 du 28 février 2018 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

**Métropole de Lyon** : Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

**Communauté urbaine (CU)** : La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

T 2.6.a - Comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements <sup>(a)</sup> en 2021

Exercice 2021	En millions d'euros								
	Opérations réelles Hors gestion active de la dette	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	43	393	3 201	5 292	538	3 637	5 830	9 467
Achats et charges externes	-	11	85	880	1 537	186	976	1 723	2 698
Frais de personnel	-	19	192	1 306	1 993	183	1 518	2 175	3 693
Charges financières	-	1	6	45	104	16	52	120	172
Dépenses d'intervention	-	10	85	783	1 345	134	878	1 479	2 357
Autres dépenses de fonctionnement	-	2	24	188	314	19	214	333	547
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	50	442	3 762	6 397	682	4 254	7 079	11 333
Impôts et taxes	-	36	247	2 103	3 638	334	2 386	3 973	6 359
- Impôts locaux	-	17	98	524	781	9	639	790	1 430
- Autres impôts et taxes	-	19	149	1 579	2 857	325	1 747	3 182	4 929
Concours de l'État	-	7	89	953	1 766	257	1 048	2 023	3 072
- DGF	-	5	61	631	1 169	181	697	1 349	2 047
- Autres dotations	-	0	2	8	22	3	10	25	35
- Péréquation et compensations fiscales	-	1	26	313	576	73	341	649	990
Subventions reçues et participations	-	3	32	266	285	16	301	301	602
Ventes de biens et services	-	3	66	365	564	58	434	622	1 056
Autres recettes de fonctionnement	-	1	8	76	143	17	85	160	244
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	7	49	561	1 105	144	617	1 249	1 866
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	5	28	337	615	68	370	683	1 053
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	17	83	925	1 849	211	1 025	2 061	3 086
Dépenses d'équipement	-	15	70	671	1 241	160	756	1 401	2 157
Subventions d'équipement versées	-	1	11	191	460	35	203	495	698
Autres dépenses d'investissement	-	0	3	63	148	16	66	164	231
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	13	40	383	715	92	436	807	1 243
FCTVA	-	3	13	110	221	33	125	254	379
Dotations et Subventions d'équipement	-	10	26	200	308	40	236	348	584
Autres recettes d'investissement	-	1	1	73	186	19	75	205	280
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	59	477	4 126	7 141	750	4 662	7 891	12 553
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	63	482	4 145	7 111	775	4 691	7 886	12 577
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	4	6	19	-30	25	29	-5	24
Remboursements de dette (8)	-	2	22	224	490	76	248	566	813
Emprunts (9)	-	0	28	263	552	89	291	641	932
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-2	6	39	62	13	43	75	118
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	61	498	4 350	7 631	825	4 910	8 456	13 366
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	63	510	4 409	7 663	864	4 982	8 527	13 509
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	2	12	58	32	39	72	71	143
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	27	274	2 296	5 344	885	2 596	6 229	8 826
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	-	14,3%	11,1%	14,9%	17,3%	21,1%	14,5%	17,6%	16,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	-	10,2%	6,2%	9,0%	9,6%	10,0%	8,7%	9,7%	9,3%
Taux d'endettement = (12) / (2)	-	54,3%	61,9%	61,0%	83,5%	129,7%	61,0%	88,0%	77,9%
Délai de désendettement = (12) / (3)	-	3,8	5,6	4,1	4,8	6,1	4,2	5,0	4,7
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	-	45,2%	49,0%	40,8%	37,7%	33,9%	41,7%	37,3%	39,0%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	-	89,8%	93,8%	91,0%	90,4%	90,0%	91,3%	90,3%	90,7%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	-	30,9%	16,1%	18,4%	20,3%	24,1%	18,3%	20,6%	19,8%

(a) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des CA de 50 000 à 100 000 habitants sont de 880 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

T 2.6.b - Structure des dépenses et recettes des communautés d'agglomération par strate de population de groupements <sup>(a)</sup> en 2021

Exercice 2021 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Achats et charges externes	-	24,8%	21,7%	27,5%	29,0%	34,6%	26,8%	29,5%	28,5%
Frais de personnel	-	45,2%	49,0%	40,8%	37,7%	33,9%	41,7%	37,3%	39,0%
Charges financières	-	1,7%	1,6%	1,4%	2,0%	3,0%	1,4%	2,1%	1,8%
Dépenses d'intervention	-	24,3%	21,6%	24,5%	25,4%	24,9%	24,1%	25,4%	24,9%
Autres dépenses de fonctionnement	-	4,0%	6,1%	5,9%	5,9%	3,5%	5,9%	5,7%	5,8%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Impôts et taxes	-	72,2%	55,9%	55,9%	56,9%	49,0%	56,1%	56,1%	56,1%
- Impôts locaux	-	34,0%	22,2%	13,9%	12,2%	1,3%	15,0%	11,2%	12,6%
- Autres impôts et taxes	-	38,2%	33,7%	42,0%	44,7%	47,6%	41,1%	45,0%	43,5%
Concours de l'État	-	13,4%	20,1%	25,3%	27,6%	37,7%	24,6%	28,6%	27,1%
- DGF	-	10,4%	13,9%	16,8%	18,3%	26,5%	16,4%	19,1%	18,1%
- Autres dotations	-	0,2%	0,3%	0,2%	0,3%	-	0,2%	0,4%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	-	2,8%	5,9%	8,3%	9,0%	10,8%	8,0%	9,2%	8,7%
Subventions reçues et participations	-	5,8%	7,3%	7,1%	4,5%	2,4%	7,1%	4,3%	5,3%
Ventes de biens et services	-	6,5%	14,9%	9,7%	8,8%	8,4%	10,2%	8,8%	9,3%
Autres recettes de fonctionnement	-	2,0%	1,8%	2,0%	2,2%	2,5%	2,0%	2,3%	2,2%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Dépenses d'équipement	-	92,7%	83,3%	72,6%	67,1%	75,8%	73,8%	68,0%	69,9%
Subventions d'équipement versées	-	6,5%	12,7%	20,7%	24,9%	16,5%	19,8%	24,0%	22,6%
Autres dépenses d'investissement	-	0,8%	4,0%	6,8%	8,0%	7,8%	6,4%	8,0%	7,5%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
FCTVA	-	19,5%	31,5%	28,7%	30,9%	36,2%	28,6%	31,5%	30,5%
Dotations et Subventions d'équipement	-	73,4%	65,4%	52,2%	43,0%	43,5%	54,1%	43,1%	47,0%
Autres recettes d'investissement	-	7,1%	3,1%	19,1%	26,0%	20,3%	17,3%	25,4%	22,5%

(a) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des CA de 50 000 à 100 000 habitants représentent 27,5 % des dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

T 2.7 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des communautés d'agglomération par strate de groupement <sup>(b)</sup> en 2021

Exercice 2021	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	-	724	538	404	404	318	418	394	403
Achats et charges externes	-	179	117	111	117	110	112	117	115
Frais de personnel	-	327	263	165	152	108	174	147	157
Charges financières	-	13	9	6	8	10	6	8	7
Dépenses d'intervention	-	176	116	99	103	79	101	100	100
Autres dépenses de fonctionnement	-	29	33	24	24	11	25	23	23
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	-	846	605	475	489	403	489	479	482
Impôts et taxes	-	611	338	266	278	198	274	269	271
- Impôts locaux	-	288	134	66	60	5	73	53	61
- Autres impôts et taxes	-	323	204	199	218	192	201	215	210
Concours de l'État	-	113	121	120	135	152	120	137	131
- DGF	-	88	84	80	89	107	80	91	87
- Autres dotations	-	2	2	1	2	2	1	2	1
- Péréquation et compensations fiscales	-	24	35	40	44	43	39	44	42
Subventions reçues et participations	-	49	44	34	22	10	35	20	26
Ventes de biens et services	-	55	90	46	43	34	50	42	45
Autres recettes de fonctionnement	-	17	11	10	11	10	10	11	10
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	-	121	67	71	84	85	71	84	79
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	-	86	38	43	47	40	42	46	45
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	-	282	114	117	141	125	118	139	131
Dépenses d'équipement	-	261	95	85	95	95	87	95	92
Subventions d'équipement versées	-	18	15	24	35	21	23	33	30
Autres dépenses d'investissement	-	2	5	8	11	10	8	11	10
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	-	225	55	48	55	55	50	55	53
FCTVA	-	44	17	14	17	20	14	17	16
Dotations et Subventions d'équipement	-	165	36	25	23	24	27	24	25
Autres recettes d'investissement	-	16	2	9	14	11	9	14	12
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	-	1 006	652	521	545	443	535	534	534
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	-	1 071	660	524	543	458	539	533	535
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	-	65	8	2	-2	15	3	0	1
Remboursements de dette (8)	-	35	30	28	37	45	28	38	35
Emprunts (9)	-	0	38	33	42	53	33	43	40
Flux net de dette = (9)-(8)	-	-35	8	5	5	8	5	5	5
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	-	1 041	682	549	583	488	564	572	569
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	-	1 071	698	557	585	511	572	577	575
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	-	30	16	7	2	23	8	5	6
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	-	459	374	290	408	523	298	421	376
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	-	724	538	404	404	318	418	394	403
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	-	282	246	209	218	291	212	226	221
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	-	288	134	66	60	5	73	53	61
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	-	846	605	475	489	403	489	479	482
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	-	261	98	87	99	97	89	99	95
<b>R5</b> : Dette / habitant	-	459	374	290	408	523	298	421	376
<b>R6</b> : DGF / habitant	-	88	84	80	89	107	80	91	87

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) Il n'y a pas de communautés d'agglomération (CA) de moins de 15 000 habitants.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté d'agglomération (CA)** : Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

## T 2.8.a - Comptes des communautés de communes par strate de population des groupements en 2021

Exercice 2021	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(a)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(a)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
<b>Hors gestion active de la dette</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>1 212</b>	<b>3 065</b>	<b>2 035</b>	<b>765</b>	<b>72</b>	-	<b>4 277</b>	<b>2 872</b>	<b>7 150</b>
Achats et charges externes	299	809	560	240	13	-	1 108	814	1 921
Frais de personnel	486	1 234	844	286	29	-	1 720	1 159	2 879
Charges financières	17	40	24	11	1	-	57	35	92
Dépenses d'intervention	325	806	477	189	26	-	1 131	692	1 823
Autres dépenses de fonctionnement	86	175	130	39	3	-	262	173	435
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>1 425</b>	<b>3 646</b>	<b>2 425</b>	<b>932</b>	<b>95</b>	-	<b>5 072</b>	<b>3 451</b>	<b>8 523</b>
Impôts et taxes	873	2 125	1 356	567	52	-	2 997	1 976	4 973
- Impôts locaux	367	647	306	132	14	-	1 014	453	1 467
- Autres impôts et taxes	505	1 478	1 049	435	38	-	1 983	1 523	3 506
Concours de l'État	257	782	570	216	32	-	1 039	818	1 857
- DGF	141	411	323	117	12	-	553	452	1 005
- Autres dotations	6	12	8	2	0	-	18	11	29
- Péréquation et compensations fiscales	110	358	239	97	20	-	468	355	824
Subventions reçues et participations	108	297	208	64	7	-	405	278	683
Ventes de biens et services	143	348	232	58	3	-	491	294	785
Autres recettes de fonctionnement	45	95	58	26	1	-	140	85	225
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>213</b>	<b>581</b>	<b>389</b>	<b>167</b>	<b>23</b>	-	<b>794</b>	<b>579</b>	<b>1 373</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>127</b>	<b>400</b>	<b>264</b>	<b>122</b>	<b>20</b>	-	<b>527</b>	<b>407</b>	<b>934</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>394</b>	<b>942</b>	<b>649</b>	<b>279</b>	<b>35</b>	-	<b>1 336</b>	<b>963</b>	<b>2 299</b>
Dépenses d'équipement	326	728	497	210	22	-	1 054	728	1 782
Subventions d'équipement versées	36	134	112	52	12	-	170	177	346
Autres dépenses d'investissement	33	80	41	16	1	-	112	58	170
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>220</b>	<b>451</b>	<b>278</b>	<b>101</b>	<b>10</b>	-	<b>672</b>	<b>389</b>	<b>1 061</b>
FCTVA	53	127	76	30	3	-	180	108	288
Dotations et Subventions d'équipement	132	240	147	50	5	-	372	202	574
Autres recettes d'investissement	35	84	55	22	2	-	119	79	199
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>1 606</b>	<b>4 007</b>	<b>2 684</b>	<b>1 044</b>	<b>107</b>	-	<b>5 613</b>	<b>3 836</b>	<b>9 449</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>1 646</b>	<b>4 097</b>	<b>2 703</b>	<b>1 033</b>	<b>105</b>	-	<b>5 743</b>	<b>3 840</b>	<b>9 583</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>39</b>	<b>91</b>	<b>19</b>	<b>-11</b>	<b>-3</b>	-	<b>130</b>	<b>5</b>	<b>135</b>
Remboursements de dette (8)	86	181	125	44	2	-	267	172	439
Emprunts (9)	91	218	166	54	3	-	310	223	532
Flux net de dette = (9)-(8)	5	38	41	9	1	-	43	51	94
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>1 692</b>	<b>4 188</b>	<b>2 809</b>	<b>1 088</b>	<b>110</b>	-	<b>5 880</b>	<b>4 007</b>	<b>9 887</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>1 737</b>	<b>4 316</b>	<b>2 869</b>	<b>1 086</b>	<b>108</b>	-	<b>6 053</b>	<b>4 063</b>	<b>10 116</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	45	128	59	-2	-2	-	173	56	229
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>761</b>	<b>1 929</b>	<b>1 193</b>	<b>448</b>	<b>29</b>	-	<b>2 689</b>	<b>1 670</b>	<b>4 359</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,9%	15,9%	16,1%	17,9%	23,9%	-	15,7%	16,8%	16,1%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,9%	11,0%	10,9%	13,1%	21,4%	-	10,4%	11,8%	11,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	53,4%	52,9%	49,2%	48,1%	30,7%	-	53,0%	48,4%	51,2%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,6	3,3	3,1	2,7	1,3	-	3,4	2,9	3,2
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	40,0%	40,3%	41,5%	37,4%	40,1%	-	40,2%	40,3%	40,3%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	91,1%	89,0%	89,1%	86,9%	78,6%	-	89,6%	88,2%	89,0%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	23,7%	20,6%	21,1%	23,2%	23,6%	-	21,5%	21,7%	21,6%

(a) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des communautés de communes de 50 000 à 100 000 habitants sont de 240 M€.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

## T 2.8.b - Structure des dépenses et recettes des communautés de communes par strate de population de groupements en 2021

Exercice 2021 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(a)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(a)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	24,7%	26,4%	27,5%	31,4%	18,2%	-	25,9%	28,3%	26,9%
Frais de personnel	40,0%	40,3%	41,5%	37,4%	40,1%	-	40,2%	40,3%	40,3%
Charges financières	1,4%	1,3%	1,2%	1,4%	0,8%	-	1,3%	1,2%	1,3%
Dépenses d'intervention	26,8%	26,3%	23,4%	24,7%	36,2%	-	26,4%	24,1%	25,5%
Autres dépenses de fonctionnement	7,1%	5,7%	6,4%	5,1%	4,7%	-	6,1%	6,0%	6,1%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,2%	58,3%	55,9%	60,9%	55,3%	-	59,1%	57,2%	58,3%
- Impôts locaux	25,8%	17,7%	12,6%	14,2%	14,9%	-	20,0%	13,1%	17,2%
- Autres impôts et taxes	35,4%	40,5%	43,3%	46,7%	40,5%	-	39,1%	44,1%	41,1%
Concours de l'État	18,1%	21,4%	23,5%	23,2%	33,6%	-	20,5%	23,7%	21,8%
- DGF	9,9%	11,3%	13,3%	12,6%	12,3%	-	10,9%	13,1%	11,8%
- Autres dotations	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%	-	-	0,4%	0,3%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	7,7%	9,8%	9,8%	10,4%	21,1%	-	9,2%	10,3%	9,7%
Subventions reçues et participations	7,6%	8,1%	8,6%	6,8%	6,9%	-	8,0%	8,1%	8,0%
Ventes de biens et services	10,0%	9,5%	9,6%	6,3%	3,5%	-	9,7%	8,5%	9,2%
Autres recettes de fonctionnement	3,1%	2,6%	2,4%	2,8%	0,6%	-	2,8%	2,5%	2,6%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	82,7%	77,3%	76,5%	75,3%	62,2%	-	78,9%	75,6%	77,5%
Subventions d'équipement versées	9,0%	14,2%	17,2%	18,8%	34,7%	-	12,7%	18,3%	15,1%
Autres dépenses d'investissement	8,3%	8,4%	6,3%	5,9%	3,1%	-	8,4%	6,0%	7,4%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	24,2%	28,1%	27,3%	29,2%	28,6%	-	26,8%	27,9%	27,2%
Dotations et Subventions d'équipement	59,9%	53,2%	52,9%	49,2%	47,5%	-	55,4%	51,8%	54,1%
Autres recettes d'investissement	15,9%	18,7%	19,7%	21,6%	23,9%	-	17,8%	20,3%	18,7%

(a) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Lecture : Les achats et charges externes des communautés de communes de 50 000 à 100 000 habitants représentent 31,4 % de leurs dépenses de fonctionnement.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

T 2.9 Dépenses et recettes par habitant <sup>(a)</sup> des communautés de communes par strate de groupement en 2021

Exercice 2021 Opérations réelles Hors gestion active de la dette	En €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements <sup>(b)</sup> de moins de 30 000 hab.	Groupements <sup>(b)</sup> de 30 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>377</b>	<b>328</b>	<b>303</b>	<b>299</b>	<b>345</b>	-	<b>341</b>	<b>303</b>	<b>324</b>
Achats et charges externes	93	87	83	94	63	-	88	86	87
Frais de personnel	151	132	126	112	138	-	137	122	131
Charges financières	5	4	4	4	3	-	5	4	4
Dépenses d'intervention	101	86	71	74	125	-	90	73	83
Autres dépenses de fonctionnement	27	19	19	15	16	-	21	18	20
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>443</b>	<b>390</b>	<b>361</b>	<b>365</b>	<b>453</b>	-	<b>404</b>	<b>364</b>	<b>387</b>
Impôts et taxes	271	228	202	222	251	-	239	208	226
- Impôts locaux	114	69	46	52	67	-	81	48	67
- Autres impôts et taxes	157	158	156	170	184	-	158	161	159
Concours de l'État	80	84	85	85	152	-	83	86	84
- DGF	44	44	48	46	56	-	44	48	46
- Autres dotations	2	1	1	1	1	-	1	1	1
- Péréquation et compensations fiscales	34	38	35	38	95	-	37	37	37
Subventions reçues et participations	34	32	31	25	31	-	32	29	31
Ventes de biens et services	44	37	35	23	16	-	39	31	36
Autres recettes de fonctionnement	14	10	9	10	3	-	11	9	10
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>66</b>	<b>62</b>	<b>58</b>	<b>65</b>	<b>108</b>	-	<b>63</b>	<b>61</b>	<b>62</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>39</b>	<b>43</b>	<b>39</b>	<b>48</b>	<b>97</b>	-	<b>42</b>	<b>43</b>	<b>42</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>122</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>109</b>	<b>169</b>	-	<b>106</b>	<b>102</b>	<b>104</b>
Dépenses d'équipement	101	78	74	82	105	-	84	77	81
Subventions d'équipement versées	11	14	17	20	58	-	14	19	16
Autres dépenses d'investissement	10	9	6	6	5	-	9	6	8
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>69</b>	<b>48</b>	<b>41</b>	<b>40</b>	<b>46</b>	-	<b>53</b>	<b>41</b>	<b>48</b>
FCTVA	17	14	11	12	13	-	14	11	13
Dotations et Subventions d'équipement	41	26	22	19	22	-	30	21	26
Autres recettes d'investissement	11	9	8	9	11	-	10	8	9
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>499</b>	<b>429</b>	<b>399</b>	<b>409</b>	<b>513</b>	-	<b>447</b>	<b>404</b>	<b>429</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>511</b>	<b>439</b>	<b>402</b>	<b>404</b>	<b>500</b>	-	<b>457</b>	<b>405</b>	<b>435</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>-4</b>	<b>-14</b>	-	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
Remboursements de dette (8)	27	19	19	17	12	-	21	18	20
Emprunts (9)	28	23	25	21	15	-	25	23	24
Flux net de dette = (9)-(8)	2	4	6	4	3	-	3	5	4
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>526</b>	<b>448</b>	<b>418</b>	<b>426</b>	<b>525</b>	-	<b>468</b>	<b>423</b>	<b>449</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>540</b>	<b>462</b>	<b>427</b>	<b>425</b>	<b>515</b>	-	<b>482</b>	<b>428</b>	<b>459</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	14	14	9	-1	-10	-	14	6	10
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>236</b>	<b>207</b>	<b>178</b>	<b>175</b>	<b>139</b>	-	<b>214</b>	<b>176</b>	<b>198</b>
<b>Ratios</b>									
<b>R1</b> : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant	377	328	303	299	345	-	341	303	324
<b>R2</b> : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant	212	187	178	181	229	-	194	180	188
<b>R2 bis</b> : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant	114	69	46	52	67	-	81	48	67
<b>R3</b> : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant	443	390	361	365	453	-	404	364	387
<b>R4</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant	105	80	76	85	107	-	87	79	83
<b>R5</b> : Dette / habitant	236	207	178	175	139	-	214	176	198
<b>R6</b> : DGF / habitant	44	44	48	46	56	-	44	48	46

(a) Habitants comptés selon la population totale de l'Insee

(b) Cette strate de taille de groupement est délimitée à 30 000 habitants, seuil plus pertinent pour les communautés de communes.

Champ : France entière (France métropolitaine et DOM).

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Liste des 11 ratios**

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

**Communauté de communes (CC)** : Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

T 3.1.a - Comptes des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2021

Exercice 2021	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>552</b>	<b>476</b>	<b>308</b>	<b>569</b>	<b>959</b>	<b>854</b>	<b>1 905</b>	<b>1 813</b>	<b>3 718</b>
Achats et charges externes	138	122	87	204	415	172	551	587	1 138
Frais de personnel	207	175	122	193	288	345	696	633	1 329
Charges financières	8	6	4	6	16	35	25	51	76
Dépenses d'intervention	163	148	79	135	206	286	525	492	1 018
Autres dépenses de fonctionnement	37	25	16	30	34	16	108	50	158
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>651</b>	<b>566</b>	<b>358</b>	<b>666</b>	<b>1 132</b>	<b>1 079</b>	<b>2 240</b>	<b>2 211</b>	<b>4 451</b>
Impôts et taxes	400	324	180	379	711	455	1 282	1 165	2 447
- Impôts locaux	178	90	27	88	114	168	382	283	665
- Autres impôts et taxes	222	234	153	291	596	286	900	883	1 783
Concours de l'État	126	122	95	182	252	282	524	533	1 057
- DGF	60	71	58	125	146	214	314	359	673
- Autres dotations	2	1	1	1	11	3	4	15	19
- Péréquation et compensations fiscales	64	50	36	56	95	65	206	159	365
Subventions reçues et participations	49	51	47	44	49	124	191	173	364
Ventes de biens et services	54	54	29	48	92	184	186	276	462
Autres recettes de fonctionnement	22	15	8	13	29	35	57	63	121
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>99</b>	<b>90</b>	<b>50</b>	<b>97</b>	<b>172</b>	<b>225</b>	<b>335</b>	<b>397</b>	<b>732</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>60</b>	<b>62</b>	<b>29</b>	<b>65</b>	<b>93</b>	<b>76</b>	<b>216</b>	<b>169</b>	<b>385</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>172</b>	<b>121</b>	<b>107</b>	<b>151</b>	<b>300</b>	<b>480</b>	<b>550</b>	<b>781</b>	<b>1 331</b>
Dépenses d'équipement	136	99	81	110	217	354	426	571	998
Subventions d'équipement versées	17	14	17	28	74	79	76	154	230
Autres dépenses d'investissement	19	8	9	12	9	47	48	56	103
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>99</b>	<b>58</b>	<b>49</b>	<b>67</b>	<b>125</b>	<b>196</b>	<b>272</b>	<b>321</b>	<b>593</b>
FCTVA	23	16	13	16	35	37	68	72	139
Dotations et Subventions d'équipement	57	34	28	37	55	92	157	146	303
Autres recettes d'investissement	19	8	8	14	35	68	48	103	151
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>724</b>	<b>596</b>	<b>415</b>	<b>719</b>	<b>1 260</b>	<b>1 334</b>	<b>2 455</b>	<b>2 594</b>	<b>5 049</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>750</b>	<b>623</b>	<b>407</b>	<b>733</b>	<b>1 256</b>	<b>1 275</b>	<b>2 513</b>	<b>2 531</b>	<b>5 044</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>25</b>	<b>27</b>	<b>-8</b>	<b>13</b>	<b>-3</b>	<b>-60</b>	<b>58</b>	<b>-63</b>	<b>-5</b>
Remboursements de dette (8)	39	27	21	32	79	149	119	228	347
Emprunts (9)	31	30	45	34	107	175	140	282	422
Flux net de dette = (9)-(8)	-7	3	24	2	28	27	21	54	75
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>763</b>	<b>624</b>	<b>436</b>	<b>752</b>	<b>1 339</b>	<b>1 483</b>	<b>2 574</b>	<b>2 822</b>	<b>5 396</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>781</b>	<b>653</b>	<b>452</b>	<b>767</b>	<b>1 364</b>	<b>1 450</b>	<b>2 652</b>	<b>2 814</b>	<b>5 466</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	18	29	16	15	24	-33	78	-8	70
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>347</b>	<b>273</b>	<b>222</b>	<b>326</b>	<b>920</b>	<b>1 740</b>	<b>1 167</b>	<b>2 660</b>	<b>3 827</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	15,2%	15,9%	13,9%	14,6%	15,2%	20,8%	15,0%	18,0%	16,5%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	9,2%	11,0%	8,1%	9,7%	8,2%	7,0%	9,7%	7,6%	8,7%
Taux d'endettement = (12) / (2)	53,3%	48,2%	62,0%	48,9%	81,3%	161,2%	52,1%	120,3%	86,0%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,5	3,0	4,5	3,4	5,3	7,7	3,5	6,7	5,2
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	37,4%	36,8%	39,6%	33,9%	30,0%	40,4%	36,6%	34,9%	35,7%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) / RRF	90,8%	89,0%	91,9%	90,3%	91,8%	93,0%	90,3%	92,4%	91,3%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	22,0%	18,1%	24,1%	16,7%	19,5%	33,9%	19,8%	26,5%	23,1%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 172 M€ pour les groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

T 3.1.b - Structure des dépenses et des recettes des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2021

	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	25,0%	25,6%	28,2%	35,9%	43,3%	20,1%	28,9%	32,4%	30,6%
Frais de personnel	37,4%	36,8%	39,6%	33,9%	30,0%	40,4%	36,6%	34,9%	35,7%
Charges financières	1,5%	1,3%	1,4%	1,1%	1,7%	4,1%	1,3%	2,8%	2,0%
Dépenses d'intervention	29,5%	31,2%	25,7%	23,8%	21,5%	33,5%	27,6%	27,1%	27,4%
Autres dépenses de fonctionnement	6,7%	5,2%	5,2%	5,3%	3,5%	1,9%	5,6%	2,8%	4,2%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,4%	57,2%	50,2%	56,9%	62,8%	42,1%	57,2%	52,7%	55,0%
- Impôts locaux	27,3%	15,9%	7,5%	13,2%	10,1%	15,6%	17,1%	12,8%	14,9%
- Autres impôts et taxes	34,1%	41,4%	42,7%	43,7%	52,7%	26,5%	40,2%	39,9%	40,1%
Concours de l'État	19,3%	21,6%	26,5%	27,3%	22,3%	26,1%	23,4%	24,1%	23,8%
- DGF	9,2%	12,5%	16,3%	18,8%	12,9%	19,8%	14,0%	16,3%	15,1%
- Autres dotations	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	1,0%	0,3%	0,2%	0,7%	0,4%
- Péréquation et compensations fiscales	9,8%	8,9%	10,0%	8,4%	8,4%	6,0%	9,2%	7,2%	8,2%
Subventions reçues et participations	7,6%	9,1%	13,0%	6,6%	4,3%	11,5%	8,5%	7,8%	8,2%
Ventes de biens et services	8,4%	9,5%	8,1%	7,3%	8,1%	17,1%	8,3%	12,5%	10,4%
Autres recettes de fonctionnement	3,3%	2,6%	2,1%	2,0%	2,5%	3,2%	2,5%	2,9%	2,7%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	79,2%	81,7%	75,9%	73,3%	72,3%	73,8%	77,5%	73,2%	75,0%
Subventions d'équipement versées	9,9%	11,3%	16,0%	18,8%	24,7%	16,5%	13,8%	19,7%	17,3%
Autres dépenses d'investissement	10,9%	7,0%	8,1%	7,9%	3,0%	9,7%	8,7%	7,1%	7,8%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	23,2%	27,9%	25,8%	24,1%	27,8%	18,8%	24,9%	22,3%	23,5%
Dotations et Subventions d'équipement	57,9%	58,9%	57,9%	55,7%	43,9%	46,7%	57,6%	45,6%	51,1%
Autres recettes d'investissement	18,9%	13,1%	16,3%	20,2%	28,2%	34,6%	17,6%	32,1%	25,4%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir l'encadré méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 20,1 % des dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes»/ population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T3.1.c - Dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population de groupement en 2021

	en € / habitant									
Hors gestion active de la dette en € / habitant	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements	Ensemble des groupements en France entière
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>447</b>	<b>384</b>	<b>332</b>	<b>396</b>	<b>459</b>	<b>494</b>	<b>394</b>	<b>475</b>	<b>430</b>	<b>403</b>
Achats et charges externes	112	98	94	142	199	100	114	154	131	106
Frais de personnel	167	141	132	134	138	200	144	166	154	153
Charges financières	6	5	5	5	8	20	5	13	9	8
Dépenses d'intervention	132	120	85	94	99	166	109	129	118	116
Autres dépenses de fonctionnement	30	20	17	21	16	9	22	13	18	20
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>527</b>	<b>456</b>	<b>386</b>	<b>464</b>	<b>542</b>	<b>625</b>	<b>463</b>	<b>579</b>	<b>514</b>	<b>494</b>
Impôts et taxes	324	261	194	264	340	263	265	305	283	270
- Impôts locaux	144	72	29	61	55	97	79	74	77	79
- Autres impôts et taxes	180	189	165	203	286	166	186	231	206	191
Concours de l'État	102	98	102	126	121	163	108	140	122	140
- DGF	49	57	63	87	70	124	65	94	78	95
- Autres dotations	1	1	1	1	5	2	1	4	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	52	40	38	39	45	37	42	42	42	43
Subventions reçues et participations	40	41	50	31	23	72	39	45	42	24
Ventes de biens et services	44	44	31	34	44	107	38	72	53	46
Autres recettes de fonctionnement	18	12	8	9	14	20	12	17	14	13
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>80</b>	<b>72</b>	<b>54</b>	<b>67</b>	<b>83</b>	<b>130</b>	<b>69</b>	<b>104</b>	<b>85</b>	<b>91</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>49</b>	<b>50</b>	<b>31</b>	<b>45</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>51</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>139</b>	<b>97</b>	<b>115</b>	<b>105</b>	<b>144</b>	<b>278</b>	<b>114</b>	<b>205</b>	<b>154</b>	<b>155</b>
Dépenses d'équipement	110	79	87	77	104	205	88	150	115	113
Subventions d'équipement versées	14	11	18	20	36	46	16	40	27	30
Autres dépenses d'investissement	15	7	9	8	4	27	10	15	12	12
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>80</b>	<b>46</b>	<b>53</b>	<b>47</b>	<b>60</b>	<b>114</b>	<b>56</b>	<b>84</b>	<b>69</b>	<b>66</b>
FCTVA	19	13	14	11	17	21	14	19	16	18
Dotations et Subventions d'équipement	46	27	30	26	26	53	32	38	35	34
Autres recettes d'investissement	15	6	9	9	17	39	10	27	17	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>586</b>	<b>481</b>	<b>447</b>	<b>501</b>	<b>603</b>	<b>773</b>	<b>507</b>	<b>680</b>	<b>583</b>	<b>559</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>607</b>	<b>502</b>	<b>438</b>	<b>510</b>	<b>602</b>	<b>738</b>	<b>519</b>	<b>663</b>	<b>583</b>	<b>560</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>21</b>	<b>22</b>	<b>-9</b>	<b>9</b>	<b>-2</b>	<b>-34</b>	<b>12</b>	<b>-16</b>	<b>-1</b>	<b>1</b>
Remboursements de dette (8)	31	22	22	22	38	86	25	60	40	40
Emprunts (9)	25	24	48	24	51	102	29	74	49	43
Flux net de dette = (9)-(8)	-6	2	26	1	13	15	4	14	9	3
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>618</b>	<b>503</b>	<b>469</b>	<b>523</b>	<b>641</b>	<b>859</b>	<b>532</b>	<b>740</b>	<b>623</b>	<b>598</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>632</b>	<b>527</b>	<b>486</b>	<b>534</b>	<b>653</b>	<b>840</b>	<b>548</b>	<b>737</b>	<b>631</b>	<b>603</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	15	24	17	11	12	-19	16	-2	8	5
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>281</b>	<b>220</b>	<b>239</b>	<b>227</b>	<b>441</b>	<b>1 007</b>	<b>241</b>	<b>697</b>	<b>442</b>	<b>413</b>
<b>Ratios</b>										
<b>R1 : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant</b>	447	384	332	396	459	494	394	475	430	403
<b>R2 : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant</b>	279	216	211	205	198	294	228	241	234	234
<b>R2 bis : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant</b>	144	72	29	61	55	97	79	74	77	79
<b>R3 : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant</b>	527	456	386	464	542	625	463	579	514	494
<b>R4 : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant</b>	116	83	93	77	106	212	91	154	119	117
<b>R5 : Dette / habitant</b>	281	220	239	227	441	1 007	241	697	442	413
<b>R6 : DGF / habitant</b>	49	57	63	87	70	124	65	94	78	95

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : pour l'ensemble des groupements à fiscalité propre de montagne de 300 000 habitants et plus, les achats et charges externes représentent 100 € par habitant.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T 3.2.a - Comptes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2021

Exercice 2021	En millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Opérations réelles</b>									
Hors gestion active de la dette									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>660</b>	<b>2 632</b>	<b>2 120</b>	<b>3 490</b>	<b>6 169</b>	<b>8 730</b>	<b>8 902</b>	<b>14 899</b>	<b>23 801</b>
Achats et charges externes	161	698	559	951	1 537	2 199	2 368	3 737	6 105
Frais de personnel	279	1 079	914	1 442	2 503	2 913	3 714	5 416	9 130
Charges financières	9	35	26	52	130	197	121	328	449
Dépenses d'intervention	162	668	482	847	1 609	3 141	2 160	4 751	6 911
Autres dépenses de fonctionnement	49	153	139	199	388	279	539	667	1 206
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>775</b>	<b>3 130</b>	<b>2 509</b>	<b>4 140</b>	<b>7 617</b>	<b>11 081</b>	<b>10 554</b>	<b>18 698</b>	<b>29 252</b>
Impôts et taxes	473	1 837	1 423	2 350	4 261	5 647	6 083	9 908	15 992
- Impôts locaux	190	574	378	593	1 276	1 700	1 735	2 975	4 710
- Autres impôts et taxes	283	1 263	1 046	1 757	2 985	3 948	4 349	6 933	11 282
Concours de l'État	132	666	564	1 018	2 146	3 971	2 380	6 116	8 497
- DGF	81	346	327	645	1 409	3 032	1 398	4 441	5 839
- Autres dotations	4	11	9	12	19	45	36	64	100
- Péréquation et compensations fiscales	46	310	229	362	718	894	946	1 612	2 558
Subventions reçues et participations	59	249	194	290	301	204	791	506	1 297
Ventes de biens et services	88	297	269	388	732	902	1 043	1 634	2 677
Autres recettes de fonctionnement	23	82	58	93	178	356	256	534	790
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>114</b>	<b>499</b>	<b>389</b>	<b>650</b>	<b>1 449</b>	<b>2 351</b>	<b>1 651</b>	<b>3 800</b>	<b>5 451</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>67</b>	<b>343</b>	<b>263</b>	<b>406</b>	<b>805</b>	<b>1 205</b>	<b>1 079</b>	<b>2 009</b>	<b>3 088</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>222</b>	<b>838</b>	<b>626</b>	<b>1 089</b>	<b>2 422</b>	<b>4 071</b>	<b>2 774</b>	<b>6 493</b>	<b>9 268</b>
Dépenses d'équipement	189	645	485	801	1 674	2 930	2 120	4 604	6 724
Subventions d'équipement versées	19	122	105	219	525	805	465	1 331	1 796
Autres dépenses d'investissement	14	71	35	69	223	335	189	559	748
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>122</b>	<b>407</b>	<b>270</b>	<b>428</b>	<b>954</b>	<b>1 729</b>	<b>1 226</b>	<b>2 684</b>	<b>3 910</b>
FCTVA	30	113	76	127	284	425	347	709	1 056
Dotations et Subventions d'équipement	75	216	145	219	435	913	655	1 348	2 004
Autres recettes d'investissement	16	78	48	82	235	391	224	626	851
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>882</b>	<b>3 470</b>	<b>2 746</b>	<b>4 579</b>	<b>8 591</b>	<b>12 801</b>	<b>11 677</b>	<b>21 392</b>	<b>33 069</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>896</b>	<b>3 537</b>	<b>2 779</b>	<b>4 568</b>	<b>8 572</b>	<b>12 810</b>	<b>11 780</b>	<b>21 382</b>	<b>33 162</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>14</b>	<b>68</b>	<b>33</b>	<b>-11</b>	<b>-19</b>	<b>9</b>	<b>103</b>	<b>-10</b>	<b>93</b>
Remboursements de dette (8)	47	156	126	244	644	1 146	572	1 791	2 363
Emprunts (9)	60	189	149	295	694	1 130	693	1 824	2 517
Flux net de dette = (9)-(8)	13	33	23	52	50	-16	121	34	154
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>929</b>	<b>3 625</b>	<b>2 872</b>	<b>4 823</b>	<b>9 235</b>	<b>13 947</b>	<b>12 249</b>	<b>23 183</b>	<b>35 432</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>956</b>	<b>3 726</b>	<b>2 927</b>	<b>4 864</b>	<b>9 266</b>	<b>13 940</b>	<b>12 473</b>	<b>23 206</b>	<b>35 679</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	27	100	56	41	31	-7	224	24	248
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>414</b>	<b>1 683</b>	<b>1 245</b>	<b>2 520</b>	<b>6 912</b>	<b>11 557</b>	<b>5 861</b>	<b>18 468</b>	<b>24 329</b>
<b>Ratios</b>									
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,7%	15,9%	15,5%	15,7%	19,0%	21,2%	15,6%	20,3%	18,6%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	8,6%	11,0%	10,5%	9,8%	10,6%	10,9%	10,2%	10,7%	10,6%
Taux d'endettement = (12) / (2)	53,4%	53,8%	49,6%	60,9%	90,7%	104,3%	55,5%	98,8%	83,2%
Délai de désendettement = (12) / (3)	3,6	3,4	3,2	3,9	4,8	4,9	3,5	4,9	4,5
<b>R7</b> : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	42,2%	41,0%	43,1%	41,3%	40,6%	33,4%	41,7%	36,4%	38,4%
<b>R9</b> : Marge d'autofinancement courant (MAC)=(DRF+Remboursement de dette) /	91,4%	89,0%	89,5%	90,2%	89,4%	89,1%	89,8%	89,3%	89,4%
<b>R10</b> : Dépenses d'équipement «brutes» / RRF (Taux d'équipement)	25,1%	21,2%	19,8%	20,0%	23,0%	27,2%	20,7%	25,5%	23,7%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 2199 M€ pour les groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

T 3.2.b - Structure des dépenses et des recettes des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements en 2021

Hors gestion active de la dette En %	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>Structure de fonctionnement</b>									
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Achats et charges externes	24,4%	26,5%	26,4%	27,2%	24,9%	25,2%	26,6%	25,1%	25,7%
Frais de personnel	42,2%	41,0%	43,1%	41,3%	40,6%	33,4%	41,7%	36,4%	38,4%
Charges financières	1,3%	1,3%	1,2%	1,5%	2,1%	2,3%	1,4%	2,2%	1,9%
Dépenses d'intervention	24,6%	25,4%	22,8%	24,3%	26,1%	36,0%	24,3%	31,9%	29,0%
Autres dépenses de fonctionnement	7,4%	5,8%	6,5%	5,7%	6,3%	3,2%	6,1%	4,5%	5,1%
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Impôts et taxes	61,1%	58,7%	56,7%	56,8%	55,9%	51,0%	57,6%	53,0%	54,7%
- Impôts locaux	24,5%	18,3%	15,1%	14,3%	16,7%	15,3%	16,4%	15,9%	16,1%
- Autres impôts et taxes	36,6%	40,3%	41,7%	42,4%	39,2%	35,6%	41,2%	37,1%	38,6%
Concours de l'État	17,0%	21,3%	22,5%	24,6%	28,2%	35,8%	22,6%	32,7%	29,0%
- DGF	10,5%	11,0%	13,0%	15,6%	18,5%	27,4%	13,2%	23,7%	20,0%
- Autres dotations	0,5%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,3%	0,3%
- Péréquation et compensations fiscales	6,0%	9,9%	9,1%	8,7%	9,4%	8,1%	9,0%	8,6%	8,7%
Subventions reçues et participations	7,6%	7,9%	7,7%	7,0%	4,0%	1,8%	7,5%	2,7%	4,4%
Ventes de biens et services	11,4%	9,5%	10,7%	9,4%	9,6%	8,1%	9,9%	8,7%	9,2%
Autres recettes de fonctionnement	3,0%	2,6%	2,3%	2,2%	2,3%	3,2%	2,4%	2,9%	2,7%
<b>Structure d'investissement</b>									
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
Dépenses d'équipement	85,3%	77,0%	77,5%	73,5%	69,1%	72,0%	76,4%	70,9%	72,6%
Subventions d'équipement versées	8,4%	14,5%	16,9%	20,2%	21,7%	19,8%	16,8%	20,5%	19,4%
Autres dépenses d'investissement	6,3%	8,5%	5,6%	6,3%	9,2%	8,2%	6,8%	8,6%	8,1%
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>
FCTVA	25,0%	27,8%	28,2%	29,6%	29,8%	24,5%	28,3%	26,4%	27,0%
Dotations et Subventions d'équipement	61,5%	53,1%	53,9%	51,2%	45,6%	52,8%	53,4%	50,2%	51,2%
Autres recettes d'investissement	13,5%	19,1%	17,9%	19,2%	24,6%	22,6%	18,3%	23,3%	21,8%

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonage ou classifications utilisés.

Lecture : les achats et charges externes représentent 25,2 % des dépenses de fonctionnement des groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés à FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

T3.2.c - Dépenses et recettes par habitant des groupements à fiscalité propre n'étant pas de « montagne » <sup>(a)</sup> par strate de population de groupement en 2021

Hors gestion active de la dette en € / habitant	en € / habitant									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements	Ensemble des groupements en France entière
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>333</b>	<b>323</b>	<b>325</b>	<b>380</b>	<b>428</b>	<b>452</b>	<b>344</b>	<b>442</b>	<b>400</b>	<b>403</b>
Achats et charges externes	81	86	86	103	107	114	92	111	102	106
Frais de personnel	141	132	140	157	174	151	144	161	153	153
Charges financières	4	4	4	6	9	10	5	10	8	8
Dépenses d'intervention	82	82	74	92	112	163	84	141	116	116
Autres dépenses de fonctionnement	25	19	21	22	27	14	21	20	20	20
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>391</b>	<b>384</b>	<b>385</b>	<b>451</b>	<b>529</b>	<b>574</b>	<b>408</b>	<b>554</b>	<b>491</b>	<b>494</b>
Impôts et taxes	239	225	218	256	296	292	235	294	268	270
- Impôts locaux	96	70	58	65	89	88	67	88	79	79
- Autres impôts et taxes	143	155	160	191	207	204	168	206	189	191
Concours de l'État	66	82	86	111	149	206	92	181	143	140
- DGF	41	42	50	70	98	157	54	132	98	95
- Autres dotations	2	1	1	1	1	2	1	2	2	2
- Péréquation et compensations fiscales	23	38	35	39	50	46	37	48	43	43
Subventions reçues et participations	30	30	30	32	21	11	31	15	22	24
Ventes de biens et services	45	36	41	42	51	47	40	48	45	46
Autres recettes de fonctionnement	12	10	9	10	12	18	10	16	13	13
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>58</b>	<b>61</b>	<b>60</b>	<b>71</b>	<b>101</b>	<b>122</b>	<b>64</b>	<b>113</b>	<b>91</b>	<b>91</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>34</b>	<b>42</b>	<b>40</b>	<b>44</b>	<b>56</b>	<b>62</b>	<b>42</b>	<b>60</b>	<b>52</b>	<b>51</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>112</b>	<b>103</b>	<b>96</b>	<b>118</b>	<b>168</b>	<b>211</b>	<b>107</b>	<b>193</b>	<b>156</b>	<b>155</b>
Dépenses d'équipement	95	79	74	87	116	152	82	137	113	113
Subventions d'équipement versées	9	15	16	24	36	42	18	39	30	30
Autres dépenses d'investissement	7	9	5	7	15	17	7	17	13	12
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>61</b>	<b>50</b>	<b>41</b>	<b>47</b>	<b>66</b>	<b>90</b>	<b>47</b>	<b>80</b>	<b>66</b>	<b>66</b>
FCTVA	15	14	12	14	20	22	13	21	18	18
Dotations et Subventions d'équipement	38	26	22	24	30	47	25	40	34	34
Autres recettes d'investissement	8	10	7	9	16	20	9	19	14	15
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>445</b>	<b>425</b>	<b>421</b>	<b>498</b>	<b>596</b>	<b>663</b>	<b>452</b>	<b>634</b>	<b>555</b>	<b>559</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>452</b>	<b>434</b>	<b>426</b>	<b>497</b>	<b>595</b>	<b>663</b>	<b>456</b>	<b>634</b>	<b>557</b>	<b>560</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>
Remboursements de dette (8)	24	19	19	27	45	59	22	53	40	40
Emprunts (9)	30	23	23	32	48	59	27	54	42	43
Flux net de dette = (9)-(8)	6	4	4	6	3	-1	5	1	3	3
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>469</b>	<b>444</b>	<b>440</b>	<b>525</b>	<b>641</b>	<b>722</b>	<b>474</b>	<b>687</b>	<b>595</b>	<b>598</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>482</b>	<b>457</b>	<b>449</b>	<b>529</b>	<b>643</b>	<b>722</b>	<b>483</b>	<b>688</b>	<b>599</b>	<b>603</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	13	12	9	4	2	0	9	1	4	5
<b>Dette au 31 décembre (12)</b>	<b>209</b>	<b>206</b>	<b>191</b>	<b>274</b>	<b>480</b>	<b>598</b>	<b>227</b>	<b>548</b>	<b>408</b>	<b>413</b>
<b>Ratios</b>										
<b>R1 : Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / habitant</b>	333	323	325	380	428	452	344	442	400	403
<b>R2 : Produit des impositions directes hors fiscalité reversée / habitant</b>	170	184	181	202	231	297	188	269	234	234
<b>R2 bis : Produit des impositions directes y compris fiscalité reversée / habitant</b>	96	70	58	65	89	88	67	88	79	79
<b>R3 : Recettes réelles de fonctionnement (RRF) / habitant</b>	391	384	385	451	529	574	408	554	491	494
<b>R4 : Dépenses d'équipement «brutes» / habitant</b>	98	81	76	90	122	156	84	141	117	117
<b>R5 : Dette / habitant</b>	209	206	191	274	480	598	227	548	408	413
<b>R6 : DGF / habitant</b>	41	42	50	70	98	157	54	132	98	95

(a) Pour une définition des groupements de « montagne » voir la fiche méthodologique ci-dessous ou l'annexe 2 : Zonages et classifications utilisés.

Lecture : pour l'ensemble des groupements à fiscalité propre n'étant pas de montagne de 300 000 habitants et plus, les achats et charges externes représentent 114 € par habitant.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette. INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018)

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

#### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours sauf 2324 en M57, diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.  
Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

## T 4.1 - Ratios financiers en 2021 : dépenses et recettes du budget des groupements à fiscalité propre par région

### T 4.1.a – Dépenses réelles totales / population

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement (y compris les remboursements).

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

#### Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Dépenses d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

moins crédit des comptes 236, 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>526</b>	<b>452</b>	<b>444</b>	<b>525</b>	<b>641</b>	<b>733</b>	<b>483</b>	<b>693</b>	<b>598</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>526</b>	<b>452</b>	<b>445</b>	<b>538</b>	<b>640</b>	<b>733</b>	<b>487</b>	<b>694</b>	<b>600</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	643	445	391	535	605	1 414	493	1 165	800
Bourgogne-Franche-Comté	403	389	517	593	690	-	453	690	521
Bretagne	636	437	359	474	692	922	430	762	577
Centre-Val de Loire	360	507	366	564	689	787	459	717	563
Corse	505	612	-	487	-	-	511	-	511
Grand Est	494	433	482	510	654	1 289	473	897	631
Hauts-de-France	341	391	469	449	727	840	436	766	626
Normandie	606	450	439	583	803	606	502	735	601
Nouvelle-Aquitaine	477	498	436	617	699	1 085	522	883	662
Occitanie	621	521	587	640	571	1 244	584	890	723
Pays de la Loire	914	459	419	505	641	895	465	774	615
Provence-Alpes-Côte d'Azur	669	480	526	538	562	775	534	722	674
Île-de-France	-	369	328	449	464	319	386	347	351
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>484</b>	<b>-</b>	<b>363</b>	<b>286</b>	<b>653</b>	<b>-</b>	<b>302</b>	<b>653</b>	<b>542</b>
Guadeloupe	647	-	-	390	325	-	400	325	381
Martinique	-	-	-	-	570	-	-	570	570
Guyane	241	-	407	200	690	-	249	690	480
Réunion	-	-	-	-	721	-	-	721	721
Mayotte	-	-	342	181	-	-	219	-	219
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	892	886	755	892	773	774
- à une CA	-	1 041	682	549	583	488	564	572	569
- à une CC à FPU	531	455	428	433	525	-	453	525	454
- à une CC à FA	511	409	305	175	-	-	414	-	414

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.1.b – Dépenses réelles totales hors remboursements de dettes / population**

Somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Dépenses d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 moins crédit des comptes 237, 238

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 10 000 habitants	De 10 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>499</b>	<b>433</b>	<b>424</b>	<b>499</b>	<b>597</b>	<b>672</b>	<b>460</b>	<b>639</b>	<b>559</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>499</b>	<b>433</b>	<b>425</b>	<b>511</b>	<b>594</b>	<b>672</b>	<b>464</b>	<b>639</b>	<b>560</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	611	424	374	509	564	1 281	470	1 061	739
Bourgogne-Franche-Comté	384	368	491	571	652	-	432	652	495
Bretagne	622	419	348	458	650	857	415	713	547
Centre-Val de Loire	343	485	353	529	640	746	438	670	531
Corse	493	600	-	478	-	-	500	-	500
Grand Est	468	414	448	479	597	1 198	446	828	588
Hauts-de-France	336	379	451	422	669	751	417	696	578
Normandie	574	433	423	560	760	570	482	694	572
Nouvelle-Aquitaine	449	475	417	583	658	1 044	496	842	630
Occitanie	585	497	558	600	534	1 110	553	807	668
Pays de la Loire	875	435	408	488	615	826	447	725	582
Provence-Alpes-Côte d'Azur	648	466	499	513	524	695	512	652	617
Île-de-France	-	359	316	417	412	297	367	319	324
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>463</b>	<b>-</b>	<b>360</b>	<b>283</b>	<b>629</b>	<b>-</b>	<b>298</b>	<b>629</b>	<b>524</b>
Guadeloupe	615	-	-	385	301	-	394	301	370
Martinique	-	-	-	-	547	-	-	547	547
Guyane	234	-	403	196	688	-	245	688	477
Réunion	-	-	-	-	692	-	-	692	692
Mayotte	-	-	339	181	-	-	218	-	218
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	845	813	692	845	709	710
- à une CA	-	1 006	652	521	545	443	535	534	534
- à une CC à FPU	504	435	409	415	513	-	432	513	433
- à une CC à FA	486	393	293	174	-	-	397	-	397

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.1.c – Recettes réelles totales / population**

Somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement y compris emprunts.

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Recettes de fonctionnement : crédit net du compte 7 (excepté les comptes 775, 776, 777 et 78)

Recettes d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>540</b>	<b>466</b>	<b>454</b>	<b>530</b>	<b>644</b>	<b>732</b>	<b>493</b>	<b>693</b>	<b>603</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>540</b>	<b>466</b>	<b>455</b>	<b>542</b>	<b>644</b>	<b>732</b>	<b>497</b>	<b>695</b>	<b>605</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	659	456	411	534	627	1 382	502	1 150	798
Bourgogne-Franche-Comté	416	407	533	601	688	-	467	688	530
Bretagne	718	421	382	476	695	892	434	755	576
Centre-Val de Loire	366	507	377	576	706	796	465	732	573
Corse	536	665	-	502	-	-	538	-	538
Grand Est	509	449	470	519	666	1 303	480	910	640
Hauts-de-France	346	411	462	449	712	785	440	736	611
Normandie	655	477	442	577	802	609	513	735	607
Nouvelle-Aquitaine	482	511	462	619	706	1 043	533	867	663
Occitanie	629	542	596	645	587	1 220	596	887	728
Pays de la Loire	886	467	425	513	644	897	472	776	619
Provence-Alpes-Côte d'Azur	702	487	534	537	569	788	540	733	684
Île-de-France	-	390	357	477	471	335	412	361	367
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>538</b>	<b>-</b>	<b>362</b>	<b>318</b>	<b>643</b>	<b>-</b>	<b>329</b>	<b>643</b>	<b>544</b>
Guadeloupe	711	-	-	430	314	-	440	314	408
Martinique	-	-	-	-	596	-	-	596	596
Guyane	278	-	313	202	591	-	231	591	419
Réunion	-	-	-	-	711	-	-	711	711
Mayotte	-	-	385	215	-	-	255	-	255
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	889	894	751	889	771	772
- à une CA	-	1 071	698	557	585	511	572	577	575
- à une CC à FPU	546	468	436	432	515	-	463	515	463
- à une CC à FA	523	426	322	189	-	-	430	-	430

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.1.d – Recettes réelles totales hors emprunts / population**

Somme des recettes réelles de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement hors emprunts.

**Expression du volume budgétaire, en euros par habitant.**

En M14 et M57

Recettes de fonctionnement : crédit net du compte 7 (excepté les comptes 775, 776, 777 et 78)

Recettes d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes, 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 20 000 hab.	De 20 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>511</b>	<b>443</b>	<b>428</b>	<b>499</b>	<b>596</b>	<b>669</b>	<b>466</b>	<b>637</b>	<b>560</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>512</b>	<b>443</b>	<b>429</b>	<b>509</b>	<b>595</b>	<b>669</b>	<b>469</b>	<b>639</b>	<b>562</b>
<b>Groupements à fiscalité propre selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	641	436	384	511	583	1 321	479	1 094	760
Bourgogne-Franche-Comté	393	379	510	569	667	-	440	667	505
Bretagne	681	399	356	443	660	736	406	683	529
Centre-Val de Loire	340	470	358	550	596	728	436	633	516
Corse	519	664	-	502	-	-	531	-	531
Grand Est	472	426	447	469	597	1 154	448	811	583
Hauts-de-France	311	391	446	419	659	753	417	691	575
Normandie	624	457	424	546	751	589	489	695	576
Nouvelle-Aquitaine	458	481	422	567	645	951	494	791	609
Occitanie	584	521	553	616	532	1 068	563	786	664
Pays de la Loire	878	448	405	489	606	800	451	707	575
Provence-Alpes-Côte d'Azur	689	480	517	510	542	692	520	655	621
Île-de-France	-	366	336	450	436	311	388	335	340
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>496</b>	<b>-</b>	<b>346</b>	<b>316</b>	<b>600</b>	<b>-</b>	<b>325</b>	<b>600</b>	<b>513</b>
Guadeloupe	641	-	-	430	314	-	438	314	406
Martinique	-	-	-	-	562	-	-	562	562
Guyane	278	-	313	201	591	-	231	591	419
Réunion	-	-	-	-	651	-	-	651	651
Mayotte	-	-	363	210	-	-	246	-	246
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	809	816	688	809	706	707
- à une CA	-	1 071	660	524	543	458	539	533	535
- à une CC à FPU	515	443	410	410	500	-	437	500	438
- à une CC à FA	502	411	312	189	-	-	414	-	414

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 4.2 - Ratios financiers 2021 : dépenses de fonctionnement par région

## T 4.2.a – Dépenses réelles de fonctionnement / population

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Évaluation des dépenses de fonctionnement, en euros par habitant.

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>377</b>	<b>331</b>	<b>326</b>	<b>382</b>	<b>432</b>	<b>456</b>	<b>352</b>	<b>445</b>	<b>403</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>377</b>	<b>331</b>	<b>327</b>	<b>391</b>	<b>428</b>	<b>456</b>	<b>355</b>	<b>444</b>	<b>404</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	471	321	272	384	401	945	354	778	547
Bourgogne-Franche-Comté	293	286	399	441	472	-	336	472	375
Bretagne	495	283	261	343	497	499	303	498	389
Centre-Val de Loire	244	366	271	404	398	480	330	421	366
Corse	417	564	-	405	-	-	431	-	431
Grand Est	333	298	342	370	445	839	333	596	431
Hauts-de-France	232	280	357	313	478	514	315	490	416
Normandie	458	344	333	459	515	342	387	455	416
Nouvelle-Aquitaine	343	369	322	439	463	618	379	537	440
Occitanie	428	405	429	461	376	709	429	534	476
Pays de la Loire	587	332	307	353	429	481	333	456	393
Provence-Alpes-Côte d'Azur	519	361	403	409	434	454	406	449	438
Île-de-France	-	283	253	321	313	216	288	234	240
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>387</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>231</b>	<b>468</b>	<b>-</b>	<b>239</b>	<b>468</b>	<b>396</b>
Guadeloupe	501	-	-	351	209	-	357	209	319
Martinique	-	-	-	-	485	-	-	485	485
Guyane	215	-	320	102	367	-	158	367	267
Réunion	-	-	-	-	508	-	-	508	508
Mayotte	-	-	229	125	-	-	149	-	149
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	609	551	468	609	479	480
- à une CA	-	724	538	404	404	318	418	394	403
- à une CC à FPU	379	332	308	304	345	-	326	345	327
- à une CC à FA	370	304	243	152	-	-	309	-	309

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.2.a bis – (R1) : Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / population**

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Aux dépenses réelles de fonctionnement, on retire les travaux en régie (compte 72) pour obtenir les dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie.

*Évaluation des dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie, en euros par habitant.*

Ratio (R1) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>377</b>	<b>331</b>	<b>326</b>	<b>382</b>	<b>432</b>	<b>456</b>	<b>352</b>	<b>445</b>	<b>403</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>377</b>	<b>331</b>	<b>327</b>	<b>391</b>	<b>428</b>	<b>456</b>	<b>355</b>	<b>444</b>	<b>404</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	471	321	272	384	401	945	354	778	547
Bourgogne-Franche-Comté	293	286	399	441	472	-	336	472	375
Bretagne	495	283	261	343	497	499	303	498	389
Centre-Val de Loire	244	366	271	404	398	480	330	421	366
Corse	417	564	-	405	-	-	431	-	431
Grand Est	333	298	342	370	445	839	333	596	431
Hauts-de-France	232	280	357	313	478	514	315	490	416
Normandie	458	344	333	459	515	342	387	455	416
Nouvelle-Aquitaine	343	369	322	439	463	618	379	537	440
Occitanie	428	405	429	461	376	709	429	534	476
Pays de la Loire	587	332	307	353	429	481	333	456	393
Provence-Alpes-Côte d'Azur	519	361	403	409	434	454	406	449	438
Île-de-France	-	283	253	321	313	216	288	234	240
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>387</b>	<b>-</b>	<b>259</b>	<b>231</b>	<b>468</b>	<b>-</b>	<b>239</b>	<b>468</b>	<b>396</b>
Guadeloupe	501	-	-	351	209	-	357	209	319
Martinique	-	-	-	-	485	-	-	485	485
Guyane	215	-	320	102	367	-	158	367	267
Réunion	-	-	-	-	508	-	-	508	508
Mayotte	-	-	229	125	-	-	149	-	149
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	609	551	468	609	479	480
- à une CA	-	724	538	404	404	318	418	394	403
- à une CC à FPU	379	332	308	304	345	-	326	345	327
- à une CC à FA	370	304	243	152	-	-	309	-	309

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.2.b – Achats et charges externes / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Achats et charges externes : débit net des comptes 60, 61, 62, excepté les comptes 621, 6031

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux achats et charges externes.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>24,7</b>	<b>26,4</b>	<b>26,6</b>	<b>28,5</b>	<b>27,4</b>	<b>24,7</b>	<b>27,0</b>	<b>25,9</b>	<b>26,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24,6</b>	<b>26,4</b>	<b>26,6</b>	<b>27,6</b>	<b>24,6</b>	<b>24,7</b>	<b>26,7</b>	<b>24,7</b>	<b>25,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	24,7	26,6	33,2	28,8	21,6	13,4	28,5	14,7	19,6
Bourgogne-Franche-Comté	21,2	24,3	22,0	33,6	26,4	-	26,2	26,4	26,3
Bretagne	22,8	25,6	23,8	26,7	19,9	16,0	25,6	18,7	21,7
Centre-Val de Loire	29,3	21,9	36,8	21,9	27,7	40,9	25,8	32,0	28,6
Corse	31,2	23,1	-	17,3	-	-	24,0	-	24,0
Grand Est	30,8	31,3	24,7	23,9	20,3	17,5	27,3	18,7	22,9
Hauts-de-France	34,9	32,8	30,0	26,1	24,9	35,5	29,3	28,7	28,9
Normandie	26,4	28,0	24,4	26,9	23,9	24,8	26,6	24,1	25,5
Nouvelle-Aquitaine	21,3	22,1	25,8	22,7	22,9	23,1	22,9	23,0	23,0
Occitanie	23,0	24,6	22,4	27,6	20,5	26,5	24,5	24,3	24,4
Pays de la Loire	23,0	24,9	20,1	30,2	19,0	21,3	25,1	20,3	22,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22,0	34,9	45,6	38,7	33,0	15,7	37,3	19,9	24,0
Île-de-France	-	26,4	16,5	31,2	34,4	44,9	25,8	42,2	40,1
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>28,3</b>	<b>-</b>	<b>28,1</b>	<b>55,0</b>	<b>53,0</b>	<b>-</b>	<b>49,9</b>	<b>53,0</b>	<b>52,4</b>
Guadeloupe	22,1	-	-	62,3	29,5	-	60,2	29,5	55,0
Martinique	-	-	-	-	42,1	-	-	42,1	42,1
Guyane	49,9	-	53,0	36,2	72,4	-	45,0	72,4	64,7
Réunion	-	-	-	-	56,2	-	-	56,2	56,2
Mayotte	-	-	11,2	33,5	-	-	25,4	-	25,4
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	37,9	22,8	24,2	37,9	23,9	24,1
- à une CA	-	24,8	21,7	27,5	29,0	34,6	26,8	29,5	28,5
- à une CC à FPU	23,3	25,7	27,3	31,6	18,2	-	26,6	18,2	26,5
- à une CC à FA	28,7	30,8	31,0	20,1	-	-	29,9	-	29,9

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.2.c – (R7) : Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Frais de personnel : débit net des comptes 621, 631, 633, 64

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux frais de personnel.*

Ratio (R7) de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>40,0</b>	<b>40,3</b>	<b>42,7</b>	<b>40,3</b>	<b>39,2</b>	<b>34,0</b>	<b>40,8</b>	<b>36,2</b>	<b>38,0</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>40,0</b>	<b>40,3</b>	<b>42,8</b>	<b>40,7</b>	<b>40,8</b>	<b>34,0</b>	<b>41,0</b>	<b>36,7</b>	<b>38,4</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	36,6	35,7	35,9	37,8	49,0	24,1	36,9	28,1	31,2
Bourgogne-Franche-Comté	44,4	43,9	49,0	44,2	38,6	-	44,7	38,6	42,5
Bretagne	47,9	41,6	45,7	39,2	50,6	35,1	41,6	45,9	44,1
Centre-Val de Loire	44,7	40,3	34,7	46,9	39,7	44,6	41,3	41,3	41,3
Corse	39,0	23,2	-	39,3	-	-	36,4	-	36,4
Grand Est	42,8	39,8	46,0	41,9	41,8	57,6	42,4	50,3	46,5
Hauts-de-France	39,3	36,4	39,2	32,1	35,9	22,1	35,7	31,0	32,5
Normandie	43,6	41,6	43,4	44,1	43,6	33,3	43,2	40,9	42,1
Nouvelle-Aquitaine	37,5	37,8	46,9	47,6	46,7	45,9	43,2	46,2	44,6
Occitanie	40,0	47,0	48,0	47,4	43,9	32,8	46,1	36,9	41,4
Pays de la Loire	41,2	47,8	52,2	39,5	44,8	39,3	46,4	41,8	43,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	36,7	35,0	31,9	33,3	27,6	42,0	33,8	38,5	37,4
Île-de-France	-	30,7	21,1	28,3	33,0	30,6	27,2	31,2	30,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>44,3</b>	<b>-</b>	<b>29,8</b>	<b>28,2</b>	<b>23,9</b>	<b>-</b>	<b>29,1</b>	<b>23,9</b>	<b>24,9</b>
Guadeloupe	45,5	-	-	29,3	46,1	-	30,2	46,1	32,8
Martinique	-	-	-	-	27,9	-	-	27,9	27,9
Guyane	39,8	-	33,0	50,5	16,1	-	41,6	16,1	23,3
Réunion	-	-	-	-	22,1	-	-	22,1	22,1
Mayotte	-	-	27,6	15,0	-	-	19,5	-	19,5
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	46,3	43,6	34,0	46,3	35,6	35,7
- à une CA	-	45,2	49,0	40,8	37,7	33,9	41,7	37,3	39,0
- à une CC à FPU	41,2	40,8	42,0	37,1	40,1	-	40,8	40,1	40,8
- à une CC à FA	36,6	36,4	33,6	60,8	-	-	36,4	-	36,4

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

#### T 4.2.d - Dépenses d'intervention / dépenses réelles de fonctionnement

Dépenses d'intervention : en M14, débit net des comptes 655 et 657; en M57, débit net des comptes 651, 652, 655, 656, 657

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux dépenses d'intervention.

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>26,8</b>	<b>26,3</b>	<b>23,1</b>	<b>24,2</b>	<b>25,5</b>	<b>35,8</b>	<b>24,8</b>	<b>31,4</b>	<b>28,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>26,9</b>	<b>26,3</b>	<b>23,0</b>	<b>24,6</b>	<b>26,2</b>	<b>35,8</b>	<b>25,0</b>	<b>31,9</b>	<b>29,1</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	31,7	30,9	23,9	27,3	22,9	59,0	28,1	53,2	44,4
Bourgogne-Franche-Comté	24,9	24,2	21,0	17,8	26,9	-	22,0	26,9	23,7
Bretagne	8,1	24,5	18,2	22,9	22,3	46,3	21,9	29,6	26,2
Centre-Val de Loire	16,0	32,1	21,9	20,1	23,2	11,5	25,2	19,4	22,5
Corse	21,5	50,4	-	28,4	-	-	29,4	-	29,4
Grand Est	18,8	19,7	20,4	25,4	32,2	16,3	21,5	23,6	22,6
Hauts-de-France	20,7	22,0	24,0	33,4	28,4	35,2	27,0	30,8	29,6
Normandie	24,5	24,3	23,3	23,8	24,6	37,0	23,9	27,8	25,7
Nouvelle-Aquitaine	29,7	32,1	21,1	23,0	23,9	27,2	26,3	25,7	26,0
Occitanie	29,8	24,0	23,0	18,3	27,0	32,4	23,3	30,4	26,9
Pays de la Loire	32,6	18,9	18,4	21,4	26,4	33,3	19,8	30,2	25,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	31,4	24,1	16,7	24,0	27,9	36,1	23,5	34,1	31,6
Île-de-France	-	39,2	57,5	34,7	24,9	18,9	42,1	20,4	23,1
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>9,0</b>	<b>-</b>	<b>37,5</b>	<b>12,7</b>	<b>19,0</b>	<b>-</b>	<b>16,1</b>	<b>19,0</b>	<b>18,4</b>
Guadeloupe	11,5	-	-	4,9	14,6	-	5,3	14,6	6,8
Martinique	-	-	-	-	25,7	-	-	25,7	25,7
Guyane	0,0	-	6,2	6,9	3,4	-	6,1	3,4	4,2
Réunion	-	-	-	-	18,3	-	-	18,3	18,3
Mayotte	-	-	58,7	45,6	-	-	50,4	-	50,4
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	11,7	25,2	36,4	11,7	34,6	34,4
- à une CA	-	24,3	21,6	24,5	25,4	24,9	24,1	25,4	24,9
- à une CC à FPU	26,3	26,4	22,9	24,9	36,2	-	25,1	36,2	25,2
- à une CC à FA	28,2	26,0	30,8	9,2	-	-	27,3	-	27,3

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.2.e - Charges financières / dépenses réelles de fonctionnement**

En M14 et M57 :

Charges financières : débit net du compte 66

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

*Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux charges financières.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,4</b>	<b>1,4</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	1,7	1,5	1,3	1,2	2,3	2,0	1,4	2,0	1,8
Bourgogne-Franche-Comté	1,3	1,5	1,5	1,3	1,4	-	1,4	1,4	1,4
Bretagne	0,3	1,2	0,8	1,0	1,2	1,1	1,0	1,1	1,1
Centre-Val de Loire	1,4	1,3	1,3	1,4	2,3	1,4	1,3	2,0	1,7
Corse	0,7	0,5	-	0,7	-	-	0,6	-	0,6
Grand Est	1,6	1,5	1,3	1,1	2,6	1,6	1,3	2,0	1,7
Hauts-de-France	1,0	1,3	1,5	1,9	2,0	3,3	1,6	2,5	2,2
Normandie	1,5	1,3	1,1	1,1	1,9	2,5	1,2	2,0	1,6
Nouvelle-Aquitaine	1,2	1,2	1,4	1,8	1,3	1,8	1,5	1,6	1,5
Occitanie	1,4	1,3	1,5	2,1	2,9	3,4	1,6	3,2	2,4
Pays de la Loire	0,7	1,5	0,8	1,1	1,4	2,1	1,1	1,8	1,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1,2	0,9	1,4	1,8	2,1	4,3	1,4	3,8	3,2
Île-de-France	-	1,0	1,0	2,3	3,9	1,8	1,5	2,3	2,2
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>1,1</b>	<b>-</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>1,1</b>	<b>-</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>
Guadeloupe	1,1	-	-	0,7	4,8	-	0,7	4,8	1,4
Martinique	-	-	-	-	0,8	-	-	0,8	0,8
Guyane	1,0	-	0,2	0,5	0,1	-	0,4	0,1	0,2
Réunion	-	-	-	-	1,2	-	-	1,2	1,2
Mayotte	-	-	0,3	0,1	-	-	0,2	-	0,2
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	2,5	2,4	2,4	2,5	2,4	2,4
- à une CA	-	1,7	1,6	1,4	2,0	3,0	1,4	2,1	1,8
- à une CC à FPU	1,4	1,4	1,2	1,4	0,8	-	1,3	0,8	1,3
- à une CC à FA	1,2	1,0	1,1	-	-	-	1,1	-	1,1

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.2.f - Autres dépenses de fonctionnement / dépenses réelles de fonctionnement**

Autres dépenses de fonctionnement : par déduction des dépenses de fonctionnement précédentes  
 Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68

Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux autres dépenses de fonctionnement.

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>7,1</b>	<b>5,7</b>	<b>6,4</b>	<b>5,6</b>	<b>5,9</b>	<b>3,1</b>	<b>6,0</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>7,0</b>	<b>5,7</b>	<b>6,4</b>	<b>5,7</b>	<b>6,2</b>	<b>3,1</b>	<b>6,0</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	5,3	5,3	5,7	4,9	4,3	1,5	5,2	1,9	3,1
Bourgogne-Franche-Comté	8,3	6,1	6,5	3,1	6,6	-	5,7	6,6	6,0
Bretagne	20,9	7,0	11,5	10,2	6,0	1,6	9,9	4,7	6,9
Centre-Val de Loire	8,6	4,4	5,3	9,7	7,0	1,5	6,4	5,3	5,9
Corse	7,6	2,8	-	14,3	-	-	9,6	-	9,6
Grand Est	6,0	7,7	7,6	7,8	3,2	7,0	7,5	5,3	6,4
Hauts-de-France	4,2	7,6	5,4	6,5	8,7	3,9	6,4	7,0	6,8
Normandie	3,9	4,8	7,7	4,0	6,0	2,4	5,1	5,1	5,1
Nouvelle-Aquitaine	10,3	6,8	4,8	4,9	5,2	2,0	6,2	3,5	4,9
Occitanie	5,9	3,0	5,2	4,7	5,7	4,9	4,5	5,2	4,9
Pays de la Loire	2,6	6,9	8,5	7,8	8,3	4,1	7,6	6,0	6,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,7	5,0	4,4	2,2	9,4	1,8	4,0	3,7	3,7
Île-de-France	-	2,8	3,9	3,6	3,8	3,9	3,4	3,9	3,8
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>17,4</b>	<b>-</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,1</b>	<b>-</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,3</b>
Guadeloupe	19,7	-	-	2,8	5,0	-	3,7	5,0	3,9
Martinique	-	-	-	-	3,6	-	-	3,6	3,6
Guyane	9,2	-	7,6	5,8	8,0	-	6,9	8,0	7,7
Réunion	-	-	-	-	2,2	-	-	2,2	2,2
Mayotte	-	-	2,2	5,8	-	-	4,5	-	4,5
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	1,7	5,9	3,1	1,7	3,5	3,5
- à une CA	-	4,0	6,1	5,9	5,9	3,5	5,9	5,7	5,8
- à une CC à FPU	7,7	5,7	6,6	5,0	4,7	-	6,2	4,7	6,2
- à une CC à FA	5,3	5,8	3,6	9,9	-	-	5,3	-	5,3

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 4.3 - Ratios financiers 2021 : recettes de fonctionnement et capacité d'épargne par région

## T 4.3.a - (R3) : Recettes réelles de fonctionnement / population

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

Evaluation de l'ensemble des recettes courantes, en euros par habitant.

Ratio (R3) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>443</b>	<b>393</b>	<b>385</b>	<b>452</b>	<b>530</b>	<b>578</b>	<b>417</b>	<b>557</b>	<b>494</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>443</b>	<b>393</b>	<b>386</b>	<b>462</b>	<b>529</b>	<b>578</b>	<b>420</b>	<b>558</b>	<b>495</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	570	386	342	455	514	1 194	426	985	681
Bourgogne-Franche-Comté	339	340	465	520	590	-	395	590	451
Bretagne	619	351	326	405	598	626	368	607	474
Centre-Val de Loire	287	423	325	497	501	577	391	523	444
Corse	447	629	-	475	-	-	484	-	484
Grand Est	395	359	404	416	540	1 016	390	723	514
Hauts-de-France	274	336	411	379	581	660	374	608	509
Normandie	548	411	374	508	643	485	443	588	504
Nouvelle-Aquitaine	404	437	378	520	558	801	448	674	535
Occitanie	500	476	495	557	471	905	505	676	582
Pays de la Loire	718	397	363	431	548	689	400	622	507
Provence-Alpes-Côte d'Azur	603	430	470	470	502	574	473	556	535
Île-de-France	-	326	295	411	401	266	348	292	298
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>419</b>	<b>-</b>	<b>299</b>	<b>291</b>	<b>543</b>	<b>-</b>	<b>295</b>	<b>543</b>	<b>465</b>
- dont Guadeloupe	566	-	-	410	282	-	416	282	381
- dont Martinique	-	-	-	-	531	-	-	531	531
- dont Guyane	199	-	281	169	513	-	196	513	362
- dont Réunion	-	-	-	-	584	-	-	584	584
- dont Mayotte	-	-	308	181	-	-	211	-	211
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	733	706	593	733	609	610
- à une CA	-	846	605	475	489	403	489	479	482
- à une CC à FPU	445	395	367	370	453	-	389	453	390
- à une CC à FA	438	364	286	182	-	-	367	-	367

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.b - Impôts et taxes / population**

Impôts et taxes : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP  
en M57 crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398

*Evaluation des impôts et taxes en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>271</b>	<b>230</b>	<b>215</b>	<b>257</b>	<b>301</b>	<b>290</b>	<b>240</b>	<b>295</b>	<b>270</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>271</b>	<b>230</b>	<b>216</b>	<b>260</b>	<b>294</b>	<b>290</b>	<b>241</b>	<b>292</b>	<b>269</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	345	207	168	235	239	733	226	581	388
Bourgogne-Franche-Comté	190	173	282	280	332	-	214	332	248
Bretagne	392	211	191	235	310	381	216	331	267
Centre-Val de Loire	164	240	170	224	244	330	207	269	232
Corse	347	498	-	290	-	-	342	-	342
Grand Est	222	199	188	195	301	391	198	336	249
Hauts-de-France	169	212	252	218	285	347	226	306	272
Normandie	378	250	218	256	365	198	251	308	275
Nouvelle-Aquitaine	244	271	218	316	333	464	271	396	320
Occitanie	308	291	304	353	305	616	312	452	376
Pays de la Loire	505	217	183	276	305	386	227	347	285
Provence-Alpes-Côte d'Azur	398	267	299	291	335	314	296	319	314
Île-de-France	-	203	196	256	236	57	220	92	105
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>300</b>	<b>-</b>	<b>127</b>	<b>205</b>	<b>380</b>	<b>-</b>	<b>197</b>	<b>380</b>	<b>322</b>
- dont Guadeloupe	441	-	-	308	110	-	313	110	261
- dont Martinique	-	-	-	-	377	-	-	377	377
- dont Guyane	88	-	8	84	299	-	67	299	188
- dont Réunion	-	-	-	-	426	-	-	426	426
- dont Mayotte	-	-	184	118	-	-	133	-	133
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	389	400	298	389	313	313
- à une CA	-	611	338	266	278	198	274	269	271
- à une CC à FPU	261	226	202	224	251	-	222	251	223
- à une CC à FA	300	235	204	135	-	-	246	-	246

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.c - Impôts et taxes / Recettes réelles de fonctionnement**

Impôts et taxes : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP

en M57 crédit net des comptes, 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

*Part relative des impôts et taxes dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>61,2</b>	<b>58,5</b>	<b>55,9</b>	<b>56,8</b>	<b>56,8</b>	<b>50,2</b>	<b>57,6</b>	<b>53,0</b>	<b>54,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>61,2</b>	<b>58,5</b>	<b>56,1</b>	<b>56,3</b>	<b>55,5</b>	<b>50,2</b>	<b>57,4</b>	<b>52,3</b>	<b>54,3</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	60,7	53,6	49,2	51,8	46,5	61,4	53,0	59,0	56,9
Bourgogne-Franche-Comté	56,1	51,0	60,7	53,8	56,3	-	54,1	56,3	54,9
Bretagne	63,2	60,2	58,5	57,9	51,7	60,8	58,7	54,6	56,3
Centre-Val de Loire	57,3	56,8	52,4	45,0	48,7	57,2	53,1	51,4	52,3
Corse	77,5	79,1	-	61,0	-	-	70,6	-	70,6
Grand Est	56,2	55,4	46,6	46,8	55,8	38,5	50,6	46,5	48,5
Hauts-de-France	61,9	63,1	61,3	57,6	49,0	52,6	60,3	50,3	53,5
Normandie	68,9	60,7	58,4	50,3	56,8	40,9	56,6	52,3	54,5
Nouvelle-Aquitaine	60,4	62,1	57,6	60,9	59,8	57,9	60,6	58,7	59,7
Occitanie	61,6	61,2	61,3	63,3	64,8	68,0	61,8	66,8	64,5
Pays de la Loire	70,3	54,8	50,4	64,0	55,7	56,0	56,8	55,9	56,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	66,0	62,1	63,6	61,9	66,8	54,8	62,7	57,5	58,7
Île-de-France	-	62,1	66,5	62,4	58,8	21,5	63,4	31,4	35,3
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>71,6</b>	<b>-</b>	<b>42,3</b>	<b>70,5</b>	<b>69,8</b>	<b>-</b>	<b>66,7</b>	<b>69,8</b>	<b>69,2</b>
- dont Guadeloupe	78,1	-	-	75,1	38,9	-	75,3	38,9	68,4
- dont Martinique	-	-	-	-	71,0	-	-	71,0	71,0
- dont Guyane	44,3	-	2,9	49,7	58,3	-	34,1	58,3	52,1
- dont Réunion	-	-	-	-	72,8	-	-	72,8	72,8
- dont Mayotte	-	-	59,9	65,0	-	-	63,3	-	63,3
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	53,0	56,7	50,3	53,0	51,3	51,3
- à une CA	-	72,2	55,9	55,9	56,9	49,0	56,1	56,1	56,1
- à une CC à FPU	58,7	57,3	54,9	60,7	55,3	-	57,2	55,3	57,2
- à une CC à FA	68,4	64,7	71,4	74,4	-	-	67,2	-	67,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.d - Impôts locaux / recettes réelles de fonctionnement**

Impôts locaux : en M14, crédit net des comptes, 731, 732, 7391, 7392 et 74752 pour les EPT de la MGP et hormis les comptes 73224 et 7323 en M57, crédit net des comptes 7311, 732, 7333, 7334, 73911, 7392, 73933, 73934 et hormis les comptes 73223, 73225, 7323, 739225  
Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

*Part relative des impôts locaux dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>25,8</b>	<b>18,0</b>	<b>14,1</b>	<b>14,2</b>	<b>15,9</b>	<b>15,4</b>	<b>16,5</b>	<b>15,6</b>	<b>15,9</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>25,7</b>	<b>18,0</b>	<b>14,1</b>	<b>13,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,4</b>	<b>16,5</b>	<b>15,6</b>	<b>15,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	29,4	11,7	2,3	8,7	15,2	22,4	11,1	21,3	17,8
Bourgogne-Franche-Comté	24,4	16,0	22,3	10,7	19,9	-	16,8	19,9	18,0
Bretagne	40,1	19,1	15,3	10,4	18,2	27,4	14,3	21,1	18,1
Centre-Val de Loire	16,4	18,9	-0,3	8,7	14,9	5,5	12,2	12,0	12,1
Corse	27,9	29,1	-	18,4	-	-	24,0	-	24,0
Grand Est	27,8	23,2	12,7	13,2	9,0	15,2	18,0	12,3	15,0
Hauts-de-France	27,8	25,0	17,1	10,4	18,9	18,6	16,8	18,8	18,2
Normandie	37,9	29,7	23,6	16,5	25,4	17,8	23,6	23,2	23,4
Nouvelle-Aquitaine	15,7	18,2	14,8	25,1	21,5	39,5	20,0	31,7	25,7
Occitanie	25,4	12,1	21,6	22,0	19,1	26,2	19,5	23,6	21,7
Pays de la Loire	32,9	25,1	18,5	22,1	27,8	28,2	22,2	28,0	25,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34,9	5,0	6,5	4,3	0,5	21,4	8,4	16,7	14,8
Île-de-France	-	0,1	4,7	2,6	1,9	-18,2	2,3	-12,8	-11,0
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>33,0</b>	<b>-</b>	<b>16,4</b>	<b>20,4</b>	<b>15,9</b>	<b>-</b>	<b>20,3</b>	<b>15,9</b>	<b>16,8</b>
Guadeloupe	34,0	-	-	10,5	3,4	-	11,7	3,4	10,1
Martinique	-	-	-	-	20,9	-	-	20,9	20,9
Guyane	28,6	-	-47,7	28,9	13,0	-	3,9	13,0	10,7
Réunion	-	-	-	-	15,1	-	-	15,1	15,1
Mayotte	-	-	45,0	47,9	-	-	46,9	-	46,9
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	22,4	26,3	16,2	22,4	17,9	17,9
- à une CA	-	34,0	22,2	13,9	12,2	1,3	15,0	11,2	12,6
- à une CC à FPU	22,3	16,0	11,3	13,7	14,9	-	15,2	14,9	15,2
- à une CC à FA	35,9	29,3	32,1	45,4	-	-	32,4	-	32,4

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.e - Concours et dotations de l'Etat / recettes réelles de fonctionnement**

Concours et dotations de l'Etat : en M14, crédit net des comptes, 741, 742, 744, 745, 746, 7483; en M57, crédit net des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483  
Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

*Part relative des concours et dotations de l'Etat dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>18,1</b>	<b>21,3</b>	<b>23,0</b>	<b>25,0</b>	<b>27,4</b>	<b>35,0</b>	<b>22,7</b>	<b>31,8</b>	<b>28,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>18,1</b>	<b>21,3</b>	<b>22,7</b>	<b>25,0</b>	<b>28,2</b>	<b>35,0</b>	<b>22,6</b>	<b>32,3</b>	<b>28,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	19,5	25,1	30,4	26,9	29,3	23,7	26,1	24,6	25,1
Bourgogne-Franche-Comté	17,2	21,0	19,4	28,4	27,4	-	22,3	27,4	24,2
Bretagne	12,1	20,5	21,6	22,9	20,5	19,4	21,8	20,1	20,9
Centre-Val de Loire	20,5	23,1	26,0	25,0	30,8	23,8	23,8	28,6	26,1
Corse	11,2	10,0	-	31,5	-	-	19,8	-	19,8
Grand Est	17,6	24,6	26,1	32,2	26,7	21,4	26,4	23,8	25,1
Hauts-de-France	18,0	20,1	19,5	28,8	35,5	36,9	23,2	36,0	32,0
Normandie	15,8	22,4	22,1	26,0	30,0	40,8	23,3	33,1	28,1
Nouvelle-Aquitaine	20,2	18,1	23,4	21,2	22,8	26,4	20,5	24,9	22,6
Occitanie	18,6	18,3	16,4	19,9	23,0	19,3	18,3	20,7	19,5
Pays de la Loire	8,8	22,6	23,1	19,8	25,8	26,0	21,6	25,9	24,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	15,5	22,9	19,9	24,8	23,9	36,1	22,4	33,3	30,9
Île-de-France	-	20,4	22,2	20,1	33,4	68,5	20,7	59,2	54,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>15,9</b>	<b>-</b>	<b>52,7</b>	<b>24,6</b>	<b>19,4</b>	<b>-</b>	<b>28,1</b>	<b>19,4</b>	<b>21,1</b>
Guadeloupe	8,6	-	-	19,7	55,6	-	19,2	55,6	26,1
Martinique	-	-	-	-	19,0	-	-	19,0	19,0
Guyane	47,1	-	90,0	38,5	15,9	-	55,8	15,9	26,2
Réunion	-	-	-	-	18,0	-	-	18,0	18,0
Mayotte	-	-	36,1	34,1	-	-	34,8	-	34,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	27,4	26,6	34,8	27,4	33,5	33,4
- à une CA	-	13,4	20,1	25,3	27,6	37,7	24,6	28,6	27,1
- à une CC à FPU	20,1	21,9	24,5	23,4	33,6	-	22,6	33,6	22,8
- à une CC à FA	12,2	18,5	8,4	10,5	-	-	14,5	-	14,5

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.f - Dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement**

Dotation globale de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte, 741

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

*Part relative de la dotation globale de fonctionnement dans le total des recettes réelles de fonctionnement.*

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>9,9</b>	<b>11,3</b>	<b>13,4</b>	<b>16,0</b>	<b>17,8</b>	<b>26,7</b>	<b>13,4</b>	<b>23,0</b>	<b>19,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>9,9</b>	<b>11,3</b>	<b>13,4</b>	<b>15,9</b>	<b>18,5</b>	<b>26,7</b>	<b>13,3</b>	<b>23,5</b>	<b>19,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	8,8	14,1	17,8	16,7	18,3	17,9	15,2	17,9	17,0
Bourgogne-Franche-Comté	11,0	12,5	13,4	19,5	17,9	-	14,5	17,9	15,8
Bretagne	8,5	12,6	13,8	15,1	15,2	15,2	14,1	15,2	14,7
Centre-Val de Loire	14,4	11,7	17,3	16,1	22,5	21,1	14,2	22,1	18,0
Corse	6,2	5,9	-	20,8	-	-	12,5	-	12,5
Grand Est	9,2	11,3	13,1	18,1	19,7	13,8	13,5	16,5	15,1
Hauts-de-France	9,1	10,6	11,2	18,3	15,7	27,4	13,7	20,0	18,1
Normandie	9,8	9,9	14,6	15,2	14,1	25,5	13,1	17,3	15,2
Nouvelle-Aquitaine	11,5	10,3	13,1	14,0	18,6	19,0	12,4	18,8	15,5
Occitanie	10,0	9,3	10,5	13,3	18,5	13,0	10,8	15,1	13,0
Pays de la Loire	5,5	12,3	12,3	12,9	16,2	18,7	12,4	17,7	15,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,4	11,6	13,4	15,7	19,0	23,0	13,6	22,1	20,2
Île-de-France	-	11,5	13,7	14,2	27,2	58,7	13,2	50,3	45,8
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>11,7</b>	<b>-</b>	<b>16,1</b>	<b>20,5</b>	<b>10,5</b>	<b>-</b>	<b>19,6</b>	<b>10,5</b>	<b>12,3</b>
- dont Guadeloupe	4,4	-	-	15,9	33,8	-	15,3	33,8	18,8
- dont Martinique	-	-	-	-	13,3	-	-	13,3	13,3
- dont Guyane	43,1	-	22,6	36,2	11,5	-	32,1	11,5	16,8
- dont Réunion	-	-	-	-	7,9	-	-	7,9	7,9
- dont Mayotte	-	-	13,2	28,3	-	-	23,2	-	23,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	19,5	16,6	26,7	19,5	25,0	25,0
- à une CA	-	10,4	13,9	16,8	18,3	26,5	16,4	19,1	18,1
- à une CC à FPU	11,2	12,0	14,0	12,6	12,3	-	12,6	12,3	12,6
- à une CC à FA	6,1	6,3	3,9	6,6	-	-	5,9	-	5,9

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).*

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

### T 4.3.g - Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement

Ventes de produits, prestations de services, marchandises : en M14 et M57, crédit net du compte 70.

Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

Part relative des ventes de produits, prestations de services, marchandises dans le total des recettes de fonctionnement.

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>10,0</b>	<b>9,5</b>	<b>10,4</b>	<b>9,1</b>	<b>9,4</b>	<b>8,9</b>	<b>9,6</b>	<b>9,1</b>	<b>9,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>10,0</b>	<b>9,5</b>	<b>10,5</b>	<b>9,4</b>	<b>10,1</b>	<b>8,9</b>	<b>9,7</b>	<b>9,4</b>	<b>9,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	7,0	8,2	5,6	8,7	14,1	5,3	7,8	6,7	7,1
Bourgogne-Franche-Comté	14,2	16,1	12,2	9,9	9,8	-	13,3	9,8	12,0
Bretagne	13,8	8,5	9,4	9,8	20,7	14,3	9,4	18,7	14,7
Centre-Val de Loire	12,6	11,0	9,2	20,7	13,2	12,1	13,2	12,8	13,0
Corse	5,0	4,5	-	4,1	-	-	4,5	-	4,5
Grand Est	12,5	8,4	18,1	13,0	9,3	35,7	12,8	23,5	18,4
Hauts-de-France	8,2	6,9	7,8	6,5	10,8	2,2	7,1	7,7	7,5
Normandie	7,2	9,6	10,5	9,8	7,4	4,2	9,7	6,5	8,1
Nouvelle-Aquitaine	11,3	8,6	7,7	10,9	11,3	11,6	9,7	11,5	10,6
Occitanie	9,6	10,3	10,8	8,7	6,6	7,0	9,9	6,9	8,3
Pays de la Loire	15,0	11,8	18,1	8,8	11,3	14,6	12,9	13,2	13,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,2	6,1	6,6	5,2	4,7	8,9	6,0	8,0	7,5
Île-de-France	-	5,8	4,3	4,8	3,4	4,5	5,0	4,2	4,3
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>3,9</b>	<b>-</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>-</b>	<b>1,4</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>
Guadeloupe	4,6	-	-	0,8	0,1	-	1,0	0,1	0,8
Martinique	-	-	-	-	2,4	-	-	2,4	2,4
Guyane	0,6	-	4,6	7,9	4,2	-	6,4	4,2	4,7
Réunion	-	-	-	-	3,3	-	-	3,3	3,3
Mayotte	-	-	-	0,0	-	-	0,0	-	0,0
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	11,8	11,3	9,0	11,8	9,4	9,4
- à une CA	-	6,5	14,9	9,7	8,8	8,4	10,2	8,8	9,3
- à une CC à FPU	10,2	9,8	9,8	6,3	3,5	-	9,4	3,5	9,3
- à une CC à FA	9,5	7,8	7,0	1,9	-	-	8,2	-	8,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.3.h – Taux d'épargne brute : épargne brute / recettes réelles de fonctionnement**

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.  
Recettes réelles de fonctionnement : en M14 et M57, crédit net du compte 7 excepté les comptes, 775, 776, 777 et 78

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>14,9</b>	<b>15,9</b>	<b>15,3</b>	<b>15,5</b>	<b>18,5</b>	<b>21,2</b>	<b>15,5</b>	<b>20,1</b>	<b>18,3</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15,0</b>	<b>15,9</b>	<b>15,3</b>	<b>15,4</b>	<b>19,0</b>	<b>21,2</b>	<b>15,5</b>	<b>20,3</b>	<b>18,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	17,2	17,0	20,2	15,6	22,0	20,9	17,0	21,1	19,7
Bourgogne-Franche-Comté	13,7	15,8	14,3	15,2	20,1	-	15,0	20,1	16,9
Bretagne	20,0	19,3	20,1	15,5	16,9	20,3	17,8	17,9	17,9
Centre-Val de Loire	15,1	13,6	16,6	18,8	20,7	16,8	15,7	19,5	17,5
Corse	6,8	10,5	-	14,7	-	-	10,9	-	10,9
Grand Est	15,8	17,0	15,5	11,2	17,6	17,4	14,8	17,5	16,2
Hauts-de-France	15,1	16,6	13,1	17,4	17,8	22,1	15,7	19,4	18,2
Normandie	16,4	16,4	10,9	9,7	19,9	29,5	12,5	22,6	17,5
Nouvelle-Aquitaine	15,2	15,4	14,7	15,5	16,9	22,8	15,3	20,3	17,7
Occitanie	14,3	15,0	13,3	17,4	20,2	21,7	15,0	21,1	18,2
Pays de la Loire	18,2	16,3	15,6	18,1	21,7	30,2	16,7	26,6	22,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	14,0	16,0	14,3	13,0	13,5	20,8	14,0	19,2	18,0
Île-de-France	-	13,3	14,4	21,9	22,0	19,0	17,3	19,8	19,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>7,6</b>	<b>-</b>	<b>13,3</b>	<b>20,4</b>	<b>13,8</b>	<b>-</b>	<b>19,0</b>	<b>13,8</b>	<b>14,9</b>
Guadeloupe	11,3	-	-	14,3	25,9	-	14,2	25,9	16,4
Martinique	-	-	-	-	8,7	-	-	8,7	8,7
Guyane	-8,2	-	-13,9	39,7	28,5	-	19,6	28,5	26,2
Réunion	-	-	-	-	13,0	-	-	13,0	13,0
Mayotte	-	-	25,4	31,2	-	-	29,2	-	29,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	17,0	21,9	21,2	17,0	21,3	21,3
- à une CA	-	14,3	11,1	14,9	17,3	21,1	14,5	17,6	16,5
- à une CC à FPU	14,8	15,9	16,1	17,9	23,9	-	16,1	23,9	16,2
- à une CC à FA	15,4	16,3	14,9	16,4	-	-	15,8	-	15,8

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 4.4 - Ratios financiers 2021 : dépenses d'investissement par régions

## T 4.4.a – Dépenses réelles d'investissement / population

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

*Niveau des dépenses d'investissement réalisées, en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>149</b>	<b>121</b>	<b>118</b>	<b>143</b>	<b>209</b>	<b>278</b>	<b>131</b>	<b>248</b>	<b>195</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>149</b>	<b>121</b>	<b>118</b>	<b>148</b>	<b>211</b>	<b>278</b>	<b>132</b>	<b>250</b>	<b>197</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	172	124	118	151	205	469	140	388	253
Bourgogne-Franche-Comté	110	103	118	152	218	-	118	218	146
Bretagne	141	154	99	131	195	422	127	264	188
Centre-Val de Loire	116	141	96	160	291	307	129	295	196
Corse	88	49	-	82	-	-	80	-	80
Grand Est	161	134	140	141	209	450	140	301	200
Hauts-de-France	109	111	112	136	250	326	121	275	210
Normandie	148	106	106	125	289	264	115	280	185
Nouvelle-Aquitaine	134	129	114	178	236	467	143	346	222
Occitanie	193	116	157	179	195	535	156	356	247
Pays de la Loire	327	127	112	152	212	414	132	318	222
Provence-Alpes-Côte d'Azur	150	119	123	129	127	321	127	273	236
Île-de-France	-	87	75	128	151	103	99	113	111
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>97</b>	<b>-</b>	<b>104</b>	<b>55</b>	<b>185</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>185</b>	<b>146</b>
Guadeloupe	145	-	-	39	116	-	43	116	62
Martinique	-	-	-	-	85	-	-	85	85
Guyane	25	-	86	98	324	-	91	324	213
Réunion	-	-	-	-	213	-	-	213	213
Mayotte	-	-	113	56	-	-	70	-	70
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	283	334	287	283	294	294
- à une CA	-	317	144	145	179	170	146	178	166
- à une CC à FPU	152	123	120	129	180	-	126	180	127
- à une CC à FA	141	104	61	23	-	-	105	-	105

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.4.a bis – Dépenses réelles d'investissement hors remboursements / population**

En M14 et M57 :

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238

**Niveau hors remboursements de dette, en euros par habitant.**

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>122</b>	<b>102</b>	<b>98</b>	<b>117</b>	<b>165</b>	<b>216</b>	<b>108</b>	<b>194</b>	<b>155</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>123</b>	<b>102</b>	<b>98</b>	<b>120</b>	<b>165</b>	<b>216</b>	<b>109</b>	<b>195</b>	<b>156</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	139	104	101	125	163	336	116	283	192
Bourgogne-Franche-Comté	91	82	92	130	180	-	96	180	120
Bretagne	127	136	88	115	153	357	112	215	158
Centre-Val de Loire	99	120	82	125	242	265	108	249	165
Corse	76	37	-	73	-	-	69	-	69
Grand Est	135	115	107	109	152	359	114	231	157
Hauts-de-France	104	99	94	109	191	237	101	206	162
Normandie	116	89	90	101	245	228	95	239	156
Nouvelle-Aquitaine	106	106	95	145	194	426	117	305	190
Occitanie	157	93	128	139	158	401	125	273	192
Pays de la Loire	288	103	101	135	186	344	114	269	189
Provence-Alpes-Côte d'Azur	129	105	96	104	90	241	105	203	178
Île-de-France	-	76	64	96	99	81	80	85	84
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup> :</b>	<b>76</b>	<b>-</b>	<b>101</b>	<b>52</b>	<b>160</b>	<b>-</b>	<b>59</b>	<b>160</b>	<b>128</b>
Guadeloupe	114	-	-	34	92	-	37	92	51
Martinique	-	-	-	-	62	-	-	62	62
Guyane	19	-	83	94	321	-	87	321	210
Réunion	-	-	-	-	184	-	-	184	184
Mayotte	-	-	109	56	-	-	69	-	69
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	236	262	224	236	230	230
- à une CA	-	282	114	117	141	125	118	139	131
- à une CC à FPU	125	103	101	112	169	-	106	169	107
- à une CC à FA	116	89	50	22	-	-	88	-	88

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.4.b – Dépenses d'équipement / population**

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237, 238

*Evaluation de l'effort d'équipement, en euros par habitant.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>101</b>	<b>79</b>	<b>76</b>	<b>88</b>	<b>112</b>	<b>156</b>	<b>84</b>	<b>138</b>	<b>113</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>101</b>	<b>79</b>	<b>76</b>	<b>86</b>	<b>115</b>	<b>156</b>	<b>83</b>	<b>138</b>	<b>113</b>
<i>Groupements selon l'appartenance à une région :</i>									
Auvergne-Rhône-Alpes	114	84	80	93	106	245	90	202	141
Bourgogne-Franche-Comté	74	62	65	87	120	-	71	120	85
Bretagne	69	85	50	64	93	208	65	128	93
Centre-Val de Loire	88	98	64	113	194	161	91	185	129
Corse	73	35	-	49	-	-	57	-	57
Grand Est	115	82	79	90	111	282	87	177	120
Hauts-de-France	89	78	76	87	115	158	81	130	109
Normandie	103	73	64	79	174	169	74	172	116
Nouvelle-Aquitaine	89	86	80	100	140	328	90	230	144
Occitanie	125	78	102	103	103	284	99	189	139
Pays de la Loire	233	76	79	94	130	199	84	166	124
Provence-Alpes-Côte d'Azur	95	80	86	74	51	194	80	159	139
Île-de-France	-	65	52	80	75	58	67	61	62
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>74</b>	<b>-</b>	<b>86</b>	<b>39</b>	<b>136</b>	<b>-</b>	<b>46</b>	<b>136</b>	<b>107</b>
Guadeloupe	111	-	-	26	79	-	29	79	42
Martinique	-	-	-	-	53	-	-	53	53
Guyane	18	-	64	57	318	-	57	318	194
Réunion	-	-	-	-	148	-	-	148	148
Mayotte	-	-	97	48	-	-	60	-	60
<i>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</i>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	196	196	162	196	166	167
- à une CA	-	261	95	85	95	95	87	95	92
- à une CC à FPU	103	81	77	84	105	-	83	105	83
- à une CC à FA	96	57	40	18	-	-	65	-	65

*(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).**(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).*

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

#### T 4.4.b bis – (R4) : Dépenses d'équipement y compris travaux en régie et dépenses pour compte de tiers / population

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (M57), 237, 238

Travaux en régie : crédit du compte 72 (en opération budgétaire)

Dépenses pour compte de tiers : débit des comptes 454, 456 (455 en M57) et 458

#### Evaluation de l'effort d'équipement, en euros par habitant

Ratio (R4) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>105</b>	<b>82</b>	<b>78</b>	<b>88</b>	<b>120</b>	<b>161</b>	<b>86</b>	<b>143</b>	<b>117</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>105</b>	<b>82</b>	<b>78</b>	<b>91</b>	<b>118</b>	<b>161</b>	<b>86</b>	<b>143</b>	<b>117</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	115	87	81	97	108	260	93	213	148
Bourgogne-Franche-Comté	78	65	72	88	124	-	74	124	88
Bretagne	69	86	51	69	105	211	68	137	99
Centre-Val de Loire	88	101	64	114	195	176	92	189	131
Corse	73	35	-	49	-	-	57	-	57
Grand Est	121	85	79	93	115	286	90	181	124
Hauts-de-France	93	81	79	89	126	159	83	137	115
Normandie	104	75	64	79	192	169	75	184	122
Nouvelle-Aquitaine	91	89	83	102	142	336	92	234	147
Occitanie	130	80	110	107	108	293	103	196	145
Pays de la Loire	233	77	79	96	133	208	85	172	128
Provence-Alpes-Côte d'Azur	117	82	86	77	53	197	83	161	142
Île-de-France	-	65	54	86	76	59	69	62	63
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>74</b>	<b>-</b>	<b>86</b>	<b>39</b>	<b>136</b>	<b>-</b>	<b>46</b>	<b>136</b>	<b>107</b>
Guadeloupe	111	-	-	26	79	-	29	79	42
Martinique	-	-	-	-	53	-	-	53	53
Guyane	18	-	64	57	318	-	57	318	194
Réunion	-	-	-	-	148	-	-	148	148
Mayotte	-	-	97	48	-	-	60	-	60
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	196	204	166	196	172	172
- à une CA	-	261	98	87	99	97	89	99	95
- à une CC à FPU	107	84	79	86	107	-	85	107	86
- à une CC à FA	101	59	42	18	-	-	68	-	68

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

#### T 4.4.c – (R10) Taux d'équipement : dépenses d'équipement y compris travaux en régie et dépenses pour compte de tiers / recettes réelles de fonctionnement

En M14 et M57 :

Dépenses d'équipement : débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236 (M57), 237, 238

Travaux en régie : crédit du compte 72 (en opération budgétaire)

Dépenses pour compte de tiers : débit des comptes 454, 456 (455 en M57) et 458

Recettes réelles de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78

##### Comparaison de l'effort d'équipement au niveau des recettes réelles de fonctionnement

Ratio (R10) de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>23,7</b>	<b>20,7</b>	<b>20,3</b>	<b>19,5</b>	<b>22,5</b>	<b>27,8</b>	<b>20,5</b>	<b>25,6</b>	<b>23,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>23,7</b>	<b>20,7</b>	<b>20,2</b>	<b>19,7</b>	<b>22,3</b>	<b>27,8</b>	<b>20,6</b>	<b>25,6</b>	<b>23,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	20,2	22,4	23,9	21,3	20,9	21,8	21,8	21,7	21,7
Bourgogne-Franche-Comté	23,0	19,1	15,4	16,9	20,9	-	18,8	20,9	19,6
Bretagne	11,1	24,7	15,5	17,1	17,5	33,8	18,5	22,6	20,8
Centre-Val de Loire	30,6	23,8	19,8	23,0	38,8	30,4	23,6	36,2	29,6
Corse	16,4	5,6	-	10,3	-	-	11,9	-	11,9
Grand Est	30,7	23,7	19,6	22,3	21,2	28,2	23,0	25,0	24,0
Hauts-de-France	33,9	24,2	19,2	23,3	21,7	24,1	22,3	22,6	22,5
Normandie	18,9	18,3	17,2	15,6	29,9	34,9	17,0	31,3	24,1
Nouvelle-Aquitaine	22,5	20,3	22,0	19,6	25,4	41,9	20,6	34,8	27,5
Occitanie	26,1	16,7	22,3	19,2	22,9	32,4	20,5	28,9	24,9
Pays de la Loire	32,5	19,5	21,9	22,2	24,3	30,2	21,4	27,7	25,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,4	19,1	18,2	16,3	10,6	34,4	17,6	29,0	26,5
Île-de-France	-	20,0	18,5	20,8	18,9	22,0	20,0	21,2	21,0
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>17,7</b>	<b>-</b>	<b>28,8</b>	<b>13,3</b>	<b>25,0</b>	<b>-</b>	<b>15,6</b>	<b>25,0</b>	<b>23,1</b>
Guadeloupe	19,7	-	-	6,2	28,0	-	6,9	28,0	10,9
Martinique	-	-	-	-	10,0	-	-	10,0	10,0
Guyane	9,3	-	22,9	33,9	62,0	-	28,9	62,0	53,5
Réunion	-	-	-	-	25,3	-	-	25,3	25,3
Mayotte	-	-	31,4	26,7	-	-	28,3	-	28,3
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	26,8	29,0	28,0	26,8	28,2	28,2
- à une CA	-	30,9	16,1	18,4	20,3	24,1	18,3	20,6	19,8
- à une CC à FPU	24,0	21,2	21,5	23,4	23,6	-	22,0	23,6	22,0
- à une CC à FA	23,0	16,3	14,7	10,0	-	-	18,4	-	18,4

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.4.d – Subventions d'équipement versées / dépenses réelles d'investissement**

Les dépenses d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Subventions d'équipement versées : débit du compte 204 et 2324 en M57

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

**Rapport entre les subventions d'équipement versées et les dépenses d'investissement.**

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>7,4</b>	<b>11,9</b>	<b>13,9</b>	<b>16,4</b>	<b>17,4</b>	<b>15,1</b>	<b>13,5</b>	<b>16,0</b>	<b>15,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>7,5</b>	<b>11,9</b>	<b>14,0</b>	<b>16,4</b>	<b>17,9</b>	<b>15,1</b>	<b>13,5</b>	<b>16,1</b>	<b>15,3</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	11,8	10,2	13,4	12,7	21,0	13,5	12,2	14,7	14,0
Bourgogne-Franche-Comté	9,9	13,6	12,6	18,8	20,7	-	14,3	20,7	17,0
Bretagne	36,6	23,0	35,7	33,0	23,1	25,8	30,5	24,4	26,7
Centre-Val de Loire	8,3	8,9	16,5	5,7	7,0	23,9	9,4	12,0	11,0
Corse	2,7	0,0	-	11,5	-	-	6,5	-	6,5
Grand Est	7,4	14,8	16,7	8,9	10,1	11,5	12,7	10,9	11,7
Hauts-de-France	10,4	7,3	12,2	14,2	22,1	15,3	11,7	19,4	17,5
Normandie	2,5	7,7	12,9	12,8	11,6	19,3	10,5	14,1	12,8
Nouvelle-Aquitaine	4,9	10,5	9,0	22,4	15,8	15,3	14,5	15,5	15,1
Occitanie	5,4	8,0	8,1	14,0	24,6	15,4	9,1	18,1	15,0
Pays de la Loire	16,3	17,2	15,6	21,3	21,7	20,5	18,1	20,8	20,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,1	14,8	7,3	20,7	27,8	9,8	15,0	11,9	12,3
Île-de-France	-	4,9	11,5	7,1	13,1	17,7	7,4	16,5	15,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>0,0</b>	<b>-</b>	<b>8,5</b>	<b>16,3</b>	<b>11,3</b>	<b>-</b>	<b>13,9</b>	<b>11,3</b>	<b>11,6</b>
Guadeloupe	0,0	-	-	4,8	3,4	-	4,2	3,4	3,8
Martinique	-	-	-	-	10,5	-	-	10,5	10,5
Guyane	0,0	-	21,0	37,0	0,4	-	33,0	0,4	7,1
Réunion	-	-	-	-	14,6	-	-	14,6	14,6
Mayotte	-	-	3,9	10,7	-	-	8,1	-	8,1
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	9,9	11,9	15,3	9,9	14,7	14,7
- à une CA	-	5,8	10,1	16,6	19,7	12,1	15,9	18,8	17,9
- à une CC à FPU	7,3	11,4	14,5	16,3	32,5	-	12,4	32,5	12,7
- à une CC à FA	7,7	16,1	12,9	0,0	-	-	12,2	-	12,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.4.e – Emprunts réalisés / dépenses réelles d'investissement**

Les emprunts réalisés et les remboursements de dettes sont calculés hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

Dépenses réelles d'investissement : débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

diminué des crédits des comptes 236 (en M57), 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>19,0</b>	<b>19,1</b>	<b>22,0</b>	<b>21,7</b>	<b>23,2</b>	<b>22,3</b>	<b>20,7</b>	<b>22,7</b>	<b>22,1</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>18,9</b>	<b>19,1</b>	<b>22,1</b>	<b>22,1</b>	<b>23,2</b>	<b>22,3</b>	<b>20,9</b>	<b>22,6</b>	<b>22,1</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	10,4	15,6	23,3	15,3	21,4	13,1	16,2	14,5	15,0
Bourgogne-Franche-Comté	20,9	27,4	19,5	20,7	9,4	-	23,2	9,4	17,3
Bretagne	26,6	14,2	26,3	25,4	18,3	36,7	22,0	27,2	25,3
Centre-Val de Loire	22,8	26,4	20,4	16,4	38,1	22,3	22,4	33,5	29,1
Corse	19,3	1,8	-	0,2	-	-	9,3	-	9,3
Grand Est	22,9	17,0	16,0	36,0	32,9	33,1	22,7	33,0	28,5
Hauts-de-France	31,9	17,6	14,0	22,2	21,3	9,7	18,8	16,6	17,2
Normandie	21,2	18,5	17,3	24,5	17,6	7,6	20,7	14,4	16,6
Nouvelle-Aquitaine	17,8	23,3	35,6	29,5	25,8	19,7	27,2	21,8	24,0
Occitanie	23,5	18,0	27,5	16,6	27,9	28,5	21,3	28,3	25,9
Pays de la Loire	2,7	15,0	18,1	15,8	17,5	23,5	15,8	21,6	19,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,5	6,1	13,8	21,3	21,2	29,7	15,2	28,7	26,9
Île-de-France	-	28,3	26,8	21,2	23,1	23,5	24,6	23,4	23,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>42,7</b>	<b>-</b>	<b>14,6</b>	<b>3,3</b>	<b>23,4</b>	<b>-</b>	<b>7,4</b>	<b>23,4</b>	<b>21,3</b>
Guadeloupe	47,6	-	-	0,0	0,0	-	6,0	0,0	3,1
Martinique	-	-	-	-	40,4	-	-	40,4	40,4
Guyane	0,0	-	0,0	0,5	0,0	-	0,4	0,0	0,1
Réunion	-	-	-	-	28,0	-	-	28,0	28,0
Mayotte	-	-	20,0	8,8	-	-	13,1	-	13,1
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	28,3	23,1	21,9	28,3	22,1	22,1
- à une CA	-	0,0	26,3	22,9	23,6	31,1	22,9	24,4	23,9
- à une CC à FPU	20,3	20,2	21,6	16,7	8,2	-	20,2	8,2	20,0
- à une CC à FA	15,2	14,1	17,1	0,0	-	-	14,8	-	14,8

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 4.5 - Ratios financiers 2021 : recettes d'investissement par région

## T 4.5.a – Recettes réelles d'investissement (y compris emprunts) / population

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

Niveau des recettes d'investissement réalisées, en euros par habitant.

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>97</b>	<b>73</b>	<b>69</b>	<b>78</b>	<b>114</b>	<b>154</b>	<b>76</b>	<b>136</b>	<b>109</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>97</b>	<b>73</b>	<b>69</b>	<b>81</b>	<b>115</b>	<b>154</b>	<b>77</b>	<b>138</b>	<b>110</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	90	69	70	79	113	188	76	165	117
Bourgogne-Franche-Comté	77	67	68	80	98	-	72	98	80
Bretagne	99	70	55	71	97	265	66	148	102
Centre-Val de Loire	79	84	53	79	205	219	75	209	129
Corse	89	36	-	27	-	-	55	-	55
Grand Est	114	90	65	103	125	287	90	187	126
Hauts-de-France	72	75	51	70	131	125	66	129	102
Normandie	107	66	69	69	159	124	70	147	102
Nouvelle-Aquitaine	78	75	85	100	148	242	86	193	127
Occitanie	130	66	101	88	116	315	92	210	146
Pays de la Loire	169	70	62	82	96	208	72	154	112
Provence-Alpes-Côte d'Azur	98	58	64	67	67	214	67	177	150
Île-de-France	-	64	61	66	69	69	64	69	69
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>119</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>27</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>34</b>	<b>100</b>	<b>79</b>
Guadeloupe	145	-	-	20	32	-	25	32	27
Martinique	-	-	-	-	66	-	-	66	66
Guyane	79	-	32	33	77	-	35	77	57
Réunion	-	-	-	-	126	-	-	126	126
Mayotte	-	-	78	34	-	-	44	-	44
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	156	188	158	156	162	162
- à une CA	-	225	93	82	97	107	84	98	93
- à une CC à FPU	101	73	69	62	61	-	74	61	74
- à une CC à FA	85	63	36	7	-	-	63	-	63

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.5.a bis – Recettes réelles d'investissement hors emprunts / population**

En M14 et M57 :

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes, 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775

**Niveau des recettes d'investissement réalisées hors emprunts, en euros par habitant.**

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>69</b>	<b>49</b>	<b>43</b>	<b>47</b>	<b>65</b>	<b>92</b>	<b>49</b>	<b>80</b>	<b>66</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>68</b>	<b>49</b>	<b>43</b>	<b>48</b>	<b>66</b>	<b>92</b>	<b>49</b>	<b>81</b>	<b>67</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	72	50	42	56	69	126	53	109	79
Bourgogne-Franche-Comté	54	38	45	49	77	-	45	77	54
Bretagne	62	48	29	37	61	110	38	76	55
Centre-Val de Loire	53	47	33	53	94	150	46	110	72
Corse	72	35	-	27	-	-	47	-	47
Grand Est	77	67	43	52	57	138	58	88	69
Hauts-de-France	38	56	36	39	78	93	43	83	66
Normandie	75	46	50	38	108	104	46	107	72
Nouvelle-Aquitaine	54	45	44	47	87	151	47	118	74
Occitanie	84	45	58	58	61	163	59	109	82
Pays de la Loire	160	51	42	58	59	111	51	86	68
Provence-Alpes-Côte d'Azur	85	50	47	40	40	119	48	99	86
Île-de-France	-	40	41	39	35	45	40	43	42
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>77</b>	<b>-</b>	<b>47</b>	<b>25</b>	<b>56</b>	<b>-</b>	<b>30</b>	<b>56</b>	<b>48</b>
Guadeloupe	76	-	-	20	32	-	22	32	25
Martinique	-	-	-	-	31	-	-	31	31
Guyane	79	-	32	32	77	-	35	77	57
Réunion	-	-	-	-	67	-	-	67	67
Mayotte	-	-	55	29	-	-	35	-	35
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	76	111	95	76	97	97
- à une CA	-	225	55	48	55	55	50	55	53
- à une CC à FPU	70	48	43	40	46	-	48	46	48
- à une CC à FA	64	48	26	7	-	-	47	-	47

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.5.b – Dotations et subventions d'équipement / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dotations et subventions d'équipement : crédit des comptes 13, 102 excepté les comptes 139, 1027, 10222, 10229

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229

augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>42,3</b>	<b>36,6</b>	<b>33,9</b>	<b>31,1</b>	<b>26,0</b>	<b>31,1</b>	<b>34,8</b>	<b>29,2</b>	<b>31,0</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>42,4</b>	<b>36,6</b>	<b>33,7</b>	<b>30,3</b>	<b>26,2</b>	<b>31,1</b>	<b>34,5</b>	<b>29,4</b>	<b>31,0</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	44,5	37,3	34,8	38,6	29,1	29,1	38,3	29,1	32,4
Bourgogne-Franche-Comté	42,1	33,6	32,8	37,3	45,0	-	36,5	45,0	39,5
Bretagne	43,8	34,5	26,6	24,3	24,6	25,0	28,0	24,8	25,9
Centre-Val de Loire	45,1	31,0	26,8	39,3	25,6	41,5	34,5	30,3	31,7
Corse	60,1	56,1	-	41,5	-	-	55,7	-	55,7
Grand Est	41,5	45,0	40,4	27,9	19,1	30,3	38,3	25,7	31,3
Hauts-de-France	24,2	38,7	36,8	26,9	24,7	33,9	33,3	27,7	29,2
Normandie	39,0	39,9	38,8	29,7	25,4	60,6	36,0	35,6	35,8
Nouvelle-Aquitaine	41,3	29,6	29,6	21,5	31,0	33,4	27,9	32,4	30,6
Occitanie	38,9	37,2	30,1	29,0	29,1	33,6	33,8	32,3	32,8
Pays de la Loire	72,0	34,6	37,5	39,1	25,5	21,6	38,1	22,8	27,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	38,1	43,4	28,0	28,8	16,2	31,3	32,8	29,9	30,2
Île-de-France	-	28,8	37,7	26,5	22,5	29,8	30,5	28,3	28,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>38,0</b>	<b>-</b>	<b>53,0</b>	<b>71,8</b>	<b>24,3</b>	<b>-</b>	<b>64,1</b>	<b>24,3</b>	<b>29,7</b>
Guadeloupe	24,0	-	-	73,1	70,9	-	62,5	70,9	65,1
Martinique	-	-	-	-	30,0	-	-	30,0	30,0
Guyane	76,8	-	64,0	85,7	3,7	-	80,1	3,7	26,0
Réunion	-	-	-	-	23,7	-	-	23,7	23,7
Mayotte	-	-	50,8	64,4	-	-	58,8	-	58,8
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	29,3	29,5	31,6	29,3	31,3	31,3
- à une CA	-	73,4	38,8	30,9	24,3	22,2	32,4	24,0	26,8
- à une CC à FPU	41,6	34,9	33,1	32,2	36,0	-	35,2	36,0	35,2
- à une CC à FA	44,8	43,1	35,3	10,7	-	-	42,8	-	42,8

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.5.c – Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

FCTVA : recette du compte 10222

Les recettes réelles d'investissement : crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269,279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>17,1</b>	<b>18,9</b>	<b>17,3</b>	<b>17,4</b>	<b>17,0</b>	<b>14,3</b>	<b>17,8</b>	<b>15,3</b>	<b>16,1</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>17,1</b>	<b>18,9</b>	<b>17,3</b>	<b>17,3</b>	<b>16,3</b>	<b>14,3</b>	<b>17,7</b>	<b>15,0</b>	<b>15,9</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	19,7	21,2	17,8	18,2	14,8	17,7	18,9	17,1	17,7
Bourgogne-Franche-Comté	14,8	13,5	19,9	18,4	18,4	-	15,7	18,4	16,7
Bretagne	16,9	21,5	15,8	14,9	14,4	8,5	17,0	11,2	13,3
Centre-Val de Loire	19,8	17,7	16,5	17,7	11,7	15,2	17,9	12,7	14,5
Corse	15,8	39,1	-	39,2	-	-	22,9	-	22,9
Grand Est	14,5	15,3	14,1	11,2	12,6	11,9	13,7	12,2	12,9
Hauts-de-France	11,7	15,9	22,9	18,9	17,2	12,5	18,7	15,7	16,5
Normandie	16,3	20,7	16,2	17,0	17,4	19,3	17,8	17,9	17,9
Nouvelle-Aquitaine	17,9	19,7	14,6	16,0	18,0	13,5	17,0	15,3	16,0
Occitanie	16,9	22,7	16,3	18,1	16,4	12,0	18,3	13,3	15,0
Pays de la Loire	21,1	17,1	18,2	21,9	24,0	15,0	19,2	17,6	18,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20,4	24,4	29,0	21,1	13,9	13,7	23,1	13,8	14,8
Île-de-France	-	29,0	18,1	19,4	18,0	15,6	22,3	16,1	16,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>20,0</b>	<b>-</b>	<b>22,7</b>	<b>21,4</b>	<b>25,0</b>	<b>-</b>	<b>21,6</b>	<b>25,0</b>	<b>24,6</b>
Guadeloupe	26,6	-	-	26,9	8,9	-	26,8	8,9	21,3
Martinique	-	-	-	-	16,1	-	-	16,1	16,1
Guyane	1,7	-	36,0	12,2	96,3	-	15,8	96,3	72,9
Réunion	-	-	-	-	20,1	-	-	20,1	20,1
Mayotte	-	-	20,1	21,0	-	-	20,6	-	20,6
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	16,2	15,8	14,0	16,2	14,3	14,3
- à une CA	-	19,5	18,7	17,0	17,5	18,4	17,2	17,6	17,4
- à une CC à FPU	16,9	19,1	17,1	18,9	21,7	-	18,1	21,7	18,1
- à une CC à FA	17,7	17,5	17,8	76,4	-	-	17,8	-	17,8

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.5.d – Autres recettes d'investissement / recettes réelles d'investissement**

Les recettes d'investissement sont calculées hors gestion active de la dette.

Autres recettes : ce sont les recettes réelles d'investissement hors emprunts moins les dotations et subventions d'équipement et moins le fonds de compensation pour la TVA.

Les recettes réelles d'investissement : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>11,3</b>	<b>12,5</b>	<b>11,0</b>	<b>11,6</b>	<b>14,4</b>	<b>14,2</b>	<b>11,7</b>	<b>14,3</b>	<b>13,5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>11,3</b>	<b>12,5</b>	<b>11,1</b>	<b>11,8</b>	<b>15,0</b>	<b>14,2</b>	<b>11,8</b>	<b>14,5</b>	<b>13,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	15,9	13,5	7,8	14,2	17,2	20,4	12,9	19,8	17,3
Bourgogne-Franche-Comté	13,2	10,6	13,4	5,0	15,6	-	10,1	15,6	12,0
Bretagne	1,6	12,8	10,6	13,6	24,3	8,1	12,5	15,5	14,4
Centre-Val de Loire	1,7	7,0	19,5	9,7	8,6	12,0	8,8	9,6	9,3
Corse	5,0	2,4	-	18,8	-	-	7,8	-	7,8
Grand Est	11,7	14,2	11,1	11,6	13,5	5,9	12,5	9,0	10,6
Hauts-de-France	16,2	19,4	9,7	10,8	17,5	28,2	13,6	21,0	19,0
Normandie	15,3	9,7	18,2	9,0	25,2	3,9	12,2	19,1	16,4
Nouvelle-Aquitaine	9,9	10,3	7,8	9,7	10,0	15,3	9,5	13,1	11,6
Occitanie	9,3	8,5	10,7	19,0	7,5	6,0	11,7	6,4	8,3
Pays de la Loire	1,7	21,2	11,6	9,9	11,7	16,6	13,9	15,2	14,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	28,5	19,8	16,4	9,1	29,3	10,5	15,2	12,2	12,6
Île-de-France	-	4,0	11,2	12,9	9,3	19,5	9,4	17,5	16,7
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>6,9</b>	<b>-</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>7,2</b>	<b>-</b>	<b>0,7</b>	<b>7,2</b>	<b>6,3</b>
Guadeloupe	1,6	-	-	0,0	20,2	-	0,4	20,2	6,5
Martinique	-	-	-	-	1,2	-	-	1,2	1,2
Guyane	21,5	-	0,0	0,8	0,0	-	3,2	0,0	0,9
Réunion	-	-	-	-	8,9	-	-	8,9	8,9
Mayotte	-	-	0,0	0,0	-	-	0,0	-	0,0
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	3,2	13,6	14,4	3,2	14,3	14,2
- à une CA	-	7,1	1,8	11,3	14,7	10,3	10,4	14,1	12,9
- à une CC à FPU	10,9	12,1	12,1	14,1	18,1	-	12,1	18,1	12,2
- à une CC à FA	12,4	15,9	18,1	12,9	-	-	14,7	-	14,7

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 4.6 - Ratios financiers 2021 : charge de la dette et marge de manœuvre par région

## T 4.6.a – (R5) : Encours de la dette au 31/12/2021 / population

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Evaluation de l'endettement total en fin d'exercice, en euros par habitant.

Ratio (R5) de l'article L.2313-1 du CGCT

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>236</b>	<b>208</b>	<b>197</b>	<b>268</b>	<b>475</b>	<b>632</b>	<b>229</b>	<b>563</b>	<b>413</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>236</b>	<b>208</b>	<b>198</b>	<b>281</b>	<b>489</b>	<b>632</b>	<b>233</b>	<b>573</b>	<b>418</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	287	219	183	233	514	1 115	225	930	546
Bourgogne-Franche-Comté	172	191	294	309	372	-	225	372	267
Bretagne	109	214	113	210	393	744	181	499	322
Centre-Val de Loire	188	231	158	261	644	374	212	568	355
Corse	103	123	-	197	-	-	147	-	147
Grand Est	243	229	224	265	632	891	239	731	422
Hauts-de-France	75	158	227	255	529	645	215	568	418
Normandie	290	195	208	214	490	399	211	459	316
Nouvelle-Aquitaine	228	217	223	429	450	657	291	549	391
Occitanie	300	219	275	396	553	1 384	290	947	588
Pays de la Loire	165	234	122	193	270	796	182	545	358
Provence-Alpes-Côte d'Azur	280	157	217	257	350	1 028	228	859	699
Île-de-France	-	179	129	353	520	225	227	282	277
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>229</b>	<b>-</b>	<b>69</b>	<b>42</b>	<b>325</b>	<b>-</b>	<b>50</b>	<b>325</b>	<b>238</b>
Guadeloupe	305	-	-	47	652	-	57	652	209
Martinique	-	-	-	-	221	-	-	221	221
Guyane	115	-	34	9	1	-	20	1	10
Réunion	-	-	-	-	386	-	-	386	386
Mayotte	-	-	86	50	-	-	58	-	58
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	667	768	642	667	660	660
- à une CA	-	459	374	290	408	523	298	421	376
- à une CC à FPU	250	216	184	180	139	-	205	139	204
- à une CC à FA	200	147	108	1	-	-	152	-	152

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.6.b – Annuité de la dette / population**

L'annuité de la dette est calculée hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

L'annuité de la dette comprend les remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 et les charges d'intérêts des emprunts et dettes (débit net du compte 6611)

*Evaluation de la charge de la dette payée, en euros par habitant pour l'exercice considéré.*

En €/hab.

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>32</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	<b>52</b>	<b>71</b>	<b>27</b>	<b>63</b>	<b>47</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>32</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>33</b>	<b>55</b>	<b>71</b>	<b>28</b>	<b>64</b>	<b>48</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	40	25	21	31	51	148	28	118	69
Bourgogne-Franche-Comté	22	25	32	27	45	-	26	45	31
Bretagne	15	21	13	20	47	70	18	54	34
Centre-Val de Loire	20	26	17	40	58	48	25	55	37
Corse	15	15	-	12	-	-	14	-	14
Grand Est	31	23	38	35	68	104	31	82	50
Hauts-de-France	7	15	23	33	68	100	24	79	56
Normandie	38	21	20	29	53	42	24	49	35
Nouvelle-Aquitaine	33	28	23	40	47	49	32	48	38
Occitanie	42	29	35	49	48	158	38	100	66
Pays de la Loire	43	29	13	21	33	80	21	57	39
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27	16	32	32	46	99	28	86	71
Île-de-France	-	13	14	39	63	25	23	33	32
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>30</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>30</b>	<b>22</b>
Guadeloupe	37	-	-	8	34	-	9	34	15
Martinique	-	-	-	-	27	-	-	27	27
Guyane	9	-	4	4	3	-	4	3	4
Réunion	-	-	-	-	35	-	-	35	35
Mayotte	-	-	4	0	-	-	1	-	1
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	62	85	73	62	75	74
- à une CA	-	48	38	34	45	54	34	46	42
- à une CC à FPU	32	24	23	22	14	-	25	14	24
- à une CC à FA	30	18	14	0	-	-	21	-	21

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.6.c – (R11) : Encours de la dette au 31/12/2021 / recettes réelles de fonctionnement (Taux d'endettement)**

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Recettes réelles de fonctionnement : crédit net du compte 7 excepté les comptes 775, 776, 777 et 78

Ratio R11 de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>53,4</b>	<b>52,9</b>	<b>51,2</b>	<b>59,2</b>	<b>89,5</b>	<b>109,3</b>	<b>54,9</b>	<b>101,0</b>	<b>83,5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>53,4</b>	<b>52,9</b>	<b>51,4</b>	<b>60,8</b>	<b>92,5</b>	<b>109,3</b>	<b>55,5</b>	<b>102,7</b>	<b>84,5</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	50,4	56,7	53,7	51,3	99,9	93,3	52,7	94,4	80,2
Bourgogne-Franche-Comté	50,6	56,1	63,1	59,4	63,1	-	56,9	63,1	59,2
Bretagne	17,6	61,1	34,6	51,7	65,7	118,8	49,0	82,3	67,9
Centre-Val de Loire	65,5	54,6	48,6	52,5	128,5	64,7	54,2	108,6	80,0
Corse	23,0	19,6	-	41,4	-	-	30,4	-	30,4
Grand Est	61,4	63,8	55,5	63,5	116,9	87,7	61,2	101,2	82,1
Hauts-de-France	27,5	47,1	55,3	67,2	91,0	97,7	57,4	93,4	82,2
Normandie	52,9	47,4	55,7	42,2	76,3	82,2	47,6	77,9	62,6
Nouvelle-Aquitaine	56,5	49,7	59,0	82,5	80,8	82,0	65,0	81,5	73,0
Occitanie	60,0	46,0	55,5	71,0	117,4	153,0	57,5	139,9	100,9
Pays de la Loire	23,0	58,9	33,7	44,7	49,4	115,5	45,6	87,7	70,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46,4	36,6	46,1	54,7	69,7	179,3	48,2	154,6	130,7
Île-de-France	-	54,9	43,5	86,0	129,7	84,7	65,4	96,6	92,9
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>54,7</b>	<b>-</b>	<b>23,1</b>	<b>14,3</b>	<b>59,8</b>	<b>-</b>	<b>17,0</b>	<b>59,8</b>	<b>51,2</b>
Guadeloupe	53,9	-	-	11,5	231,2	-	13,6	231,2	54,8
Martinique	-	-	-	-	41,6	-	-	41,6	41,6
Guyane	57,8	-	12,2	5,3	0,2	-	10,5	0,2	2,8
Réunion	-	-	-	-	66,1	-	-	66,1	66,1
Mayotte	-	-	28,0	27,5	-	-	27,7	-	27,7
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	90,9	108,9	108,1	90,9	108,3	108,1
- à une CA	-	54,3	61,9	61,0	83,5	129,7	61,0	88,0	77,9
- à une CC à FPU	56,1	54,7	50,0	48,7	30,7	-	52,7	30,7	52,4
- à une CC à FA	45,6	40,4	37,7	0,3	-	-	41,4	-	41,4

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.6.d – Encours de la dette au 31/12/2021 / épargne brute (délai de désendettement)**

En M14 et M57 :

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

Epargne brute : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

*Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années d'épargne.*

En nombre d'années

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>	<b>4,8</b>	<b>5,2</b>	<b>3,5</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>3,6</b>	<b>3,3</b>	<b>3,4</b>	<b>4,0</b>	<b>4,9</b>	<b>5,2</b>	<b>3,6</b>	<b>5,1</b>	<b>4,6</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	2,9	3,3	2,7	3,3	4,5	4,5	3,1	4,5	4,1
Bourgogne-Franche-Comté	3,7	3,6	4,4	3,9	3,1	-	3,8	3,1	3,5
Bretagne	0,9	3,2	1,7	3,3	3,9	5,9	2,8	4,6	3,8
Centre-Val de Loire	4,3	4,0	2,9	2,8	6,2	3,8	3,5	5,6	4,6
Corse	3,4	1,9	-	2,8	-	-	2,8	-	2,8
Grand Est	3,9	3,8	3,6	5,7	6,6	5,0	4,1	5,8	5,1
Hauts-de-France	1,8	2,8	4,2	3,9	5,1	4,4	3,6	4,8	4,5
Normandie	3,2	2,9	5,1	4,3	3,8	2,8	3,8	3,4	3,6
Nouvelle-Aquitaine	3,7	3,2	4,0	5,3	4,8	3,6	4,2	4,0	4,1
Occitanie	4,2	3,1	4,2	4,1	5,8	7,1	3,8	6,6	5,5
Pays de la Loire	1,3	3,6	2,2	2,5	2,3	3,8	2,7	3,3	3,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3,3	2,3	3,2	4,2	5,2	8,6	3,4	8,1	7,3
Île-de-France	-	4,1	3,0	3,9	5,9	4,5	3,8	4,9	4,8
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>7,2</b>	<b>-</b>	<b>1,7</b>	<b>0,7</b>	<b>4,3</b>	<b>-</b>	<b>0,9</b>	<b>4,3</b>	<b>3,4</b>
Guadeloupe	4,8	-	-	0,8	8,9	-	1,0	8,9	3,3
Martinique	-	-	-	-	4,8	-	-	4,8	4,8
Guyane	-7,1	-	-0,9	0,1	0,0	-	0,5	0,0	0,1
Réunion	-	-	-	-	5,1	-	-	5,1	5,1
Mayotte	-	-	1,1	0,9	-	-	0,9	-	0,9
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	5,4	5,0	5,1	5,4	5,1	5,1
- à une CA	-	3,8	5,6	4,1	4,8	6,1	4,2	5,0	4,7
- à une CC à FPU	3,8	3,4	3,1	2,7	1,3	-	3,3	1,3	3,2
- à une CC à FA	3,0	2,5	2,5	0,0	-	-	2,6	-	2,6

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.6.e - (R9) : Marge d'autofinancement courant (MAC) :  
(dépenses réelles de fonctionnement+remboursement de dette) / recettes réelles de fonctionnement**

Les remboursements de dettes sont calculés hors gestion active de la dette.

En M14 et M57 :

Dépenses de fonctionnement : débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 , augmenté du remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688

Aux dépenses réelles de fonctionnement, on retire les travaux en régie (crédit du compte 72, en opérations budgétaires).

Recettes de fonctionnement : crédit net des comptes 7 (sauf 775, 776, 777, 78)

**Rapport entre les charges courantes augmentées des remboursements de la dette et les recettes courantes.**

Un ratio supérieur à 100 exprime que les charges courantes et de remboursement ne sont pas totalement financées par les recettes courantes.

Ratio R9 de l'article L.2313-1 du CGCT

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>91,1</b>	<b>89,0</b>	<b>89,8</b>	<b>90,2</b>	<b>89,7</b>	<b>89,5</b>	<b>89,9</b>	<b>89,6</b>	<b>89,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>91,1</b>	<b>89,0</b>	<b>89,8</b>	<b>90,5</b>	<b>89,6</b>	<b>89,5</b>	<b>90,0</b>	<b>89,5</b>	<b>89,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	88,5	88,3	84,9	90,2	86,1	90,2	88,6	89,6	89,2
Bourgogne-Franche-Comté	91,9	90,4	91,3	89,0	86,4	-	90,4	86,4	88,9
Bretagne	82,2	85,8	83,1	88,5	90,1	90,1	86,3	90,1	88,5
Centre-Val de Loire	90,7	91,4	87,6	88,3	89,1	90,4	89,8	89,5	89,7
Corse	95,9	91,4	-	87,3	-	-	91,4	-	91,4
Grand Est	90,7	88,3	92,8	96,4	92,9	91,5	92,1	92,1	92,1
Hauts-de-France	86,7	86,8	91,3	89,7	92,3	91,5	89,4	92,0	91,2
Normandie	89,4	87,6	93,5	95,0	86,8	77,9	92,0	84,3	88,2
Nouvelle-Aquitaine	91,8	90,0	90,3	91,0	90,5	82,3	90,7	85,9	88,3
Occitanie	93,0	90,0	92,6	89,7	87,7	93,2	91,1	91,1	91,1
Pays de la Loire	87,2	89,8	87,5	86,0	83,2	79,9	87,8	81,3	83,9
Provence-Alpes-Côte d'Azur	89,4	87,1	91,5	92,3	94,0	93,1	90,7	93,3	92,7
Île-de-France	-	89,9	89,6	85,9	91,0	89,2	88,1	89,7	89,5
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>97,5</b>	<b>-</b>	<b>87,9</b>	<b>80,7</b>	<b>90,7</b>	<b>-</b>	<b>82,3</b>	<b>90,7</b>	<b>89,0</b>
Guadeloupe	94,3	-	-	87,0	82,6	-	87,3	82,6	86,4
Martinique	-	-	-	-	95,7	-	-	95,7	95,7
Guyane	111,5	-	115,1	62,4	72,0	-	82,3	72,0	74,7
Réunion	-	-	-	-	92,0	-	-	92,0	92,0
Mayotte	-	-	75,7	68,8	-	-	71,2	-	71,2
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	89,4	88,4	89,4	89,4	89,3	89,3
- à une CA	-	89,8	93,8	91,0	90,4	90,0	91,3	90,3	90,7
- à une CC à FPU	91,3	89,2	89,1	86,9	78,6	-	89,2	78,6	89,1
- à une CC à FA	90,4	87,9	88,9	83,8	-	-	88,9	-	88,9

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**T 4.6.f – Intérêts versés / encours de la dette au 31/12/2021**

En M14 et M57 :

Intérêt des emprunts et dettes : débit net du compte 6611

Encours de la dette : solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169

En %

Strates de groupements	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Groupements de moins de 100 000 hab.	Groupements de 100 000 hab. et plus	Ensemble des groupements
<b>France entière</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,5</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>
<b>Groupements selon l'appartenance à une région :</b>									
Auvergne-Rhône-Alpes	2,6	2,1	1,9	1,9	1,7	1,3	2,0	1,4	1,5
Bourgogne-Franche-Comté	2,0	2,1	2,1	1,8	1,7	-	2,0	1,7	1,9
Bretagne	1,2	1,6	1,9	1,6	1,4	0,7	1,7	1,1	1,3
Centre-Val de Loire	1,7	2,0	2,0	2,0	1,3	1,8	2,0	1,4	1,6
Corse	2,6	2,3	-	1,3	-	-	1,8	-	1,8
Grand Est	2,1	1,9	1,9	1,5	1,8	1,4	1,8	1,6	1,7
Hauts-de-France	3,0	2,2	2,3	2,4	1,7	1,6	2,3	1,7	1,8
Normandie	2,4	2,2	1,8	2,3	1,9	1,6	2,1	1,8	2,0
Nouvelle-Aquitaine	1,8	2,0	2,0	1,5	1,3	1,1	1,7	1,2	1,4
Occitanie	2,0	2,4	2,2	2,3	2,0	1,7	2,2	1,8	1,9
Pays de la Loire	2,3	2,1	1,7	1,9	2,2	1,2	1,9	1,5	1,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,2	2,0	2,6	2,8	2,4	1,9	2,5	1,9	2,0
Île-de-France	-	1,5	1,9	2,0	2,2	1,6	1,8	1,8	1,8
<b>Outre-Mer<sup>(a)</sup></b>	<b>1,8</b>	<b>-</b>	<b>1,0</b>	<b>3,1</b>	<b>1,5</b>	<b>-</b>	<b>2,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>
Guadeloupe	1,8	-	-	5,0	1,5	-	4,4	1,5	2,1
Martinique	-	-	-	-	1,6	-	-	1,6	1,6
Guyane	1,9	-	1,7	6,2	24,4	-	3,2	24,4	4,3
Réunion	-	-	-	-	1,5	-	-	1,5	1,5
Mayotte	-	-	0,8	0,3	-	-	0,5	-	0,5
<b>Groupements selon l'appartenance au 01/01/2021 :</b>									
- à une CU ou métropole <sup>(b)</sup>	-	-	-	2,3	1,7	1,5	2,3	1,5	1,6
- à une CA	-	2,7	2,3	1,8	1,8	1,7	1,9	1,8	1,8
- à une CC à FPU	2,1	2,0	1,9	2,3	2,0	-	2,0	2,0	2,0
- à une CC à FA	2,2	2,1	2,4	0,0	-	-	2,2	-	2,2

(a) Il s'agit des groupements des 5 départements d'outre-mer (y compris Mayotte).

(b) y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

CU : communauté urbaine, CA : communauté d'agglomération, CC à FPU : communauté de communes à fiscalité professionnelle unique, CC à FA : communauté de communes à fiscalité additionnelle.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

T 5.1 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses de fonctionnement

## T 5.1.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	18	535	2 473	18	3 009	3 027
Opérations non ventilables	-	-	-	1	23	296	1	318	319
Administration générale	-	-	-	17	498	2 102	17	2 600	2 617
Conseils, assemblée locale	-	-	-	1	14	53	1	68	68
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	1	23	0	23	23
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	5	141	552	5	693	698
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	4	14	0	18	18
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	2	3	0	4	4
Incendie et secours	-	-	-	5	124	530	5	654	659
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	1	4	0	5	5
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	11	1	0	12	12
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	6	24	101	6	125	131
Services communs (enseignement)	-	-	-	4	0	1	4	1	4
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	0	4	0	4	4
Enseignement du second degré	-	-	-	0	2	58	0	60	60
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0	21	26	0	47	47
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	2	0	11	2	11	13
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	2	2
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	9	202	630	9	831	840
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	23	72	0	95	96
Culture	-	-	-	6	120	415	6	535	541
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3	84	258	3	342	345
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3	35	158	3	193	196
Sports	-	-	-	1	54	139	1	193	194
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1	4	3	1	8	9
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6	28	1 068	6	1 095	1 101
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	404	0	404	404
Santé	-	-	-	0	4	44	0	49	49
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	6	23	619	6	642	649
dont : services communs action sociale	-	-	-	2	7	77	2	84	86
: famille et enfance	-	-	-	3	5	191	3	195	199
: personnes âgées	-	-	-	0	2	46	0	48	48
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	228	0	228	228
: autres interventions sociales	-	-	-	1	9	78	1	87	88
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	6	133	575	6	709	715
Services communs et sécurité	-	-	-	0	3	82	0	85	85
Aménagement des territoires	-	-	-	6	114	396	6	510	516
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3	44	110	3	154	157
: éclairage public	-	-	-	1	31	91	1	122	124
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1	39	196	1	234	235
Habitat	-	-	-	0	16	97	0	113	114
<b>Environnement</b>	-	-	-	22	252	1 613	22	1 865	1 887
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	9	57	0	66	66
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	19	156	1 005	19	1 161	1 181
Propreté urbaine	-	-	-	0	38	351	0	389	389
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2	37	144	2	181	183
Autres actions environnementales	-	-	-	0	12	56	0	68	68
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	15	303	1 424	15	1 728	1 742
Services communs (transports)	-	-	-	1	22	109	1	130	132
Transports scolaires	-	-	-	3	0	22	3	22	25
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	108	744	0	852	852
Routes et voiries	-	-	-	9	160	491	9	651	660
Infrastructures	-	-	-	1	13	60	1	72	74
<b>Action économique</b>	-	-	-	3	104	373	3	477	480
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	2	74	277	2	351	353
Foires et marchés	-	-	-	0	8	15	0	22	23
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	1	9	0	10	10
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	1	6	0	6	6
Développement touristique	-	-	-	0	21	66	0	87	88
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	21	0	21	21
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	91	1 722	8 830	91	10 552	10 642
Charges financières	-	-	-	2	42	216	2	258	260

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.1.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en %									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU	
<b>Services généraux</b>	-	-	-	<b>20,3%</b>	<b>31,1%</b>	<b>28,0%</b>	<b>20,3%</b>	<b>28,5%</b>	<b>28,4%</b>	
Opérations non ventilables	-	-	-	0,7%	1,3%	3,3%	0,7%	3,0%	3,0%	
Administration générale	-	-	-	18,8%	28,9%	23,8%	18,8%	24,6%	24,6%	
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,8%	0,8%	0,6%	0,8%	0,6%	0,6%	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,2%	0,2%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	<b>5,6%</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,6%</b>	<b>6,6%</b>	<b>6,6%</b>	
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,2%	0,2%	
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Incendie et secours	-	-	-	5,5%	7,2%	6,0%	5,5%	6,2%	6,2%	
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	<b>6,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,1%</b>	<b>6,4%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,2%</b>	
Services communs (enseignement)	-	-	-	4,0%	0,0%	0,0%	4,0%	0,0%	0,0%	
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,1%	0,7%	0,0%	0,6%	0,6%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,3%	1,2%	0,3%	0,3%	0,4%	0,4%	
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	2,2%	0,0%	0,1%	2,2%	0,1%	0,1%	
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	<b>9,8%</b>	<b>11,7%</b>	<b>7,1%</b>	<b>9,8%</b>	<b>7,9%</b>	<b>7,9%</b>	
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,4%	1,4%	0,8%	0,4%	0,9%	0,9%	
Culture	-	-	-	6,6%	7,0%	4,7%	6,6%	5,1%	5,1%	
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3,2%	4,9%	2,9%	3,2%	3,2%	3,2%	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	3,4%	2,1%	1,8%	3,4%	1,8%	1,8%	
Sports	-	-	-	1,4%	3,2%	1,6%	1,4%	1,8%	1,8%	
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1,4%	0,2%	0,0%	1,4%	0,1%	0,1%	
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	<b>6,9%</b>	<b>1,6%</b>	<b>12,1%</b>	<b>6,9%</b>	<b>10,4%</b>	<b>10,4%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	4,6%	0,0%	3,8%	3,8%	
Santé	-	-	-	0,0%	0,3%	0,5%	0,0%	0,5%	0,5%	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	6,9%	1,3%	7,0%	6,9%	6,1%	6,1%	
dont : services communs action sociale	-	-	-	1,9%	0,4%	0,9%	1,9%	0,8%	0,8%	
: famille et enfance	-	-	-	3,7%	0,3%	2,2%	3,7%	1,9%	1,9%	
: personnes âgées	-	-	-	0,4%	0,1%	0,5%	0,4%	0,5%	0,5%	
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	2,6%	0,0%	2,2%	2,1%	
: autres interventions sociales	-	-	-	0,9%	0,5%	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	<b>6,6%</b>	<b>7,7%</b>	<b>6,5%</b>	<b>6,6%</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,7%</b>	
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	0,2%	0,9%	0,0%	0,8%	0,8%	
Aménagement des territoires	-	-	-	6,2%	6,6%	4,5%	6,2%	4,8%	4,8%	
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3,4%	2,6%	1,2%	3,4%	1,5%	1,5%	
: éclairage public	-	-	-	1,6%	1,8%	1,0%	1,6%	1,2%	1,2%	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1,3%	2,2%	2,2%	1,3%	2,2%	2,2%	
Habitat	-	-	-	0,4%	1,0%	1,1%	0,4%	1,1%	1,1%	
<b>Environnement</b>	-	-	-	<b>24,4%</b>	<b>14,6%</b>	<b>18,3%</b>	<b>24,4%</b>	<b>17,7%</b>	<b>17,7%</b>	
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,3%	0,5%	0,6%	0,3%	0,6%	0,6%	
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	21,5%	9,0%	11,4%	21,5%	11,0%	11,1%	
Propreté urbaine	-	-	-	0,1%	2,2%	4,0%	0,1%	3,7%	3,7%	
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2,4%	2,2%	1,6%	2,4%	1,7%	1,7%	
Autres actions environnementales	-	-	-	0,1%	0,7%	0,6%	0,1%	0,6%	0,6%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	<b>16,4%</b>	<b>17,6%</b>	<b>16,1%</b>	<b>16,4%</b>	<b>16,4%</b>	<b>16,4%</b>	
Services communs (transports)	-	-	-	1,4%	1,3%	1,2%	1,4%	1,2%	1,2%	
Transports scolaires	-	-	-	3,8%	0,0%	0,2%	3,8%	0,2%	0,2%	
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,4%	6,3%	8,4%	0,4%	8,1%	8,0%	
Routes et voiries	-	-	-	9,7%	9,3%	5,6%	9,7%	6,2%	6,2%	
Infrastructures	-	-	-	1,2%	0,7%	0,7%	1,2%	0,7%	0,7%	
<b>Action économique</b>	-	-	-	<b>3,6%</b>	<b>6,0%</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,6%</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,5%</b>	
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	2,6%	4,3%	3,1%	2,6%	3,3%	3,3%	
Foires et marchés	-	-	-	0,5%	0,4%	0,2%	0,5%	0,2%	0,2%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	
Développement touristique	-	-	-	0,5%	1,2%	0,7%	0,5%	0,8%	0,8%	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.1.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en €/ habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	120	167	128	120	133	133
Opérations non ventilables	-	-	-	4	7	15	4	14	14
Administration générale	-	-	-	112	156	109	112	115	115
Conseils, assemblée locale	-	-	-	4	4	3	4	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	1	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	33	44	29	33	31	31
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	1	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	33	39	27	33	29	29
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	3	0	0	1	1
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	38	8	5	38	6	6
Services communs (enseignement)	-	-	-	24	0	0	24	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Enseignement du second degré	-	-	-	0	1	3	0	3	3
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	2	6	1	2	2	2
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	13	0	1	13	1	1
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	58	63	33	58	37	37
Services communs et vie sociale	-	-	-	2	7	4	2	4	4
Culture	-	-	-	39	37	21	39	24	24
dont : expression et action culturelles	-	-	-	19	26	13	19	15	15
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	20	11	8	20	9	9
Sports	-	-	-	8	17	7	8	9	9
Jeunesse et loisirs	-	-	-	8	1	0	8	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	41	9	55	41	49	49
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	21	0	18	18
Santé	-	-	-	0	1	2	0	2	2
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	41	7	32	41	28	29
dont : services communs action sociale	-	-	-	11	2	4	11	4	4
: famille et enfance	-	-	-	22	1	10	22	9	9
: personnes âgées	-	-	-	2	1	2	2	2	2
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	12	0	10	10
: autres interventions sociales	-	-	-	5	3	4	5	4	4
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	39	42	30	39	31	31
Services communs et sécurité	-	-	-	0	1	4	0	4	4
Aménagement des territoires	-	-	-	37	36	20	37	23	23
dont : espaces verts urbains	-	-	-	20	14	6	20	7	7
: éclairage public	-	-	-	9	10	5	9	5	5
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	8	12	10	8	10	10
Habitat	-	-	-	2	5	5	2	5	5
<b>Environnement</b>	-	-	-	145	79	83	145	83	83
Services communs et actions transversales	-	-	-	2	3	3	2	3	3
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	128	49	52	128	52	52
Propreté urbaine	-	-	-	1	12	18	1	17	17
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	14	12	7	14	8	8
Autres actions environnementales	-	-	-	1	4	3	1	3	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	97	95	74	97	77	77
Services communs (transports)	-	-	-	8	7	6	8	6	6
Transports scolaires	-	-	-	23	0	1	23	1	1
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	2	34	38	2	38	38
Routes et voiries	-	-	-	57	50	25	57	29	29
Infrastructures	-	-	-	7	4	3	7	3	3
<b>Action économique</b>	-	-	-	21	32	19	21	21	21
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	15	23	14	15	16	16
Foires et marchés	-	-	-	3	2	1	3	1	1
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Développement touristique	-	-	-	3	7	3	3	4	4
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	1	0	1	1
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	593	538	456	593	468	469
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	11	11

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut porter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.2 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.2.a – Montants des dépenses d'investissement en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	2	131	720	2	852	854
Opérations non ventilables	-	-	-	0	34	379	0	413	414
Administration générale	-	-	-	2	97	330	2	427	429
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	11	0	11	11
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0	5	23	0	28	28
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	3	0	4	4
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	0	2	17	0	19	19
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	1	0	1	1
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	1	2	0	3	3
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	0	30	158	0	188	189
Services communs (enseignement)	-	-	-	0	0	0	0	0	1
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	2	50	0	52	52
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	52	0	52	52
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0	26	55	0	81	81
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	0	0	1	0	1	1
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	2	0	0	2	2
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	5	53	287	5	340	345
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	1	7	0	9	9
Culture	-	-	-	1	12	96	1	108	108
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0	8	51	0	59	59
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	1	4	45	1	49	49
Sports	-	-	-	4	40	182	4	222	227
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0	0	2	0	2	2
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	2	3	9	2	12	14
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Santé	-	-	-	2	0	2	2	2	4
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	0	3	7	0	10	10
dont : services communs action sociale	-	-	-	0	2	1	0	2	2
: famille et enfance	-	-	-	0	0	1	0	1	2
: personnes âgées	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	1	0	1	1
: autres interventions sociales	-	-	-	0	1	4	0	5	5
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	2	124	1 119	2	1 243	1 245
Services communs et sécurité	-	-	-	0	10	33	0	43	43
Aménagement des territoires	-	-	-	1	78	709	1	787	788
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0	9	27	0	35	35
: éclairage public	-	-	-	1	24	73	1	97	98
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0	45	609	0	655	655
Habitat	-	-	-	1	36	377	1	412	414
<b>Environnement</b>	-	-	-	5	62	311	5	373	378
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	9	18	0	27	27
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	4	19	62	4	81	85
Propreté urbaine	-	-	-	0	3	30	0	33	33
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	1	16	140	1	156	157
Autres actions environnementales	-	-	-	0	15	62	0	76	77
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	9	298	1 420	9	1 718	1 727
Services communs (transports)	-	-	-	1	1	73	1	74	75
Transports scolaires	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	12	104	0	116	116
Routes et voiries	-	-	-	3	232	1 157	3	1 389	1 392
Infrastructures	-	-	-	5	53	85	5	138	143
<b>Action économique</b>	-	-	-	10	131	286	10	418	428
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	10	118	262	10	379	389
Foires et marchés	-	-	-	0	2	9	0	11	11
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	1	8	0	9	9
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	5	4	0	10	10
Développement touristique	-	-	-	0	5	3	0	8	8
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	7	0	7	7
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	36	838	4 340	36	5 178	5 214

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.2.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	6,0%	15,7%	16,6%	6,0%	16,4%	16,4%
Opérations non ventilables	-	-	-	1,0%	4,0%	8,7%	1,0%	8,0%	7,9%
Administration générale	-	-	-	5,0%	11,6%	7,6%	5,0%	8,3%	8,2%
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,2%	0,2%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0,0%	0,6%	0,5%	0,0%	0,5%	0,5%
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Incendie et secours	-	-	-	0,0%	0,3%	0,4%	0,0%	0,4%	0,4%
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	0,8%	3,6%	3,6%	0,8%	3,6%	3,6%
Services communs (enseignement)	-	-	-	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,2%	1,1%	0,0%	1,0%	1,0%
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%	1,0%	1,0%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,0%	3,1%	1,3%	0,0%	1,6%	1,6%
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	0,6%	0,0%	0,0%	0,6%	0,0%	0,0%
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	14,1%	6,4%	6,6%	14,1%	6,6%	6,6%
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,2%	0,2%
Culture	-	-	-	1,9%	1,4%	2,2%	1,9%	2,1%	2,1%
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0,1%	1,0%	1,2%	0,1%	1,1%	1,1%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	1,8%	0,4%	1,0%	1,8%	0,9%	0,9%
Sports	-	-	-	12,1%	4,8%	4,2%	12,1%	4,3%	4,3%
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	6,5%	0,4%	0,2%	6,5%	0,2%	0,3%
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	-	-	5,3%	0,0%	0,0%	5,3%	0,0%	0,1%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	1,2%	0,4%	0,2%	1,2%	0,2%	0,2%
dont : services communs action sociale	-	-	-	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: famille et enfance	-	-	-	1,2%	0,0%	0,0%	1,2%	0,0%	0,0%
: personnes âgées	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	4,8%	14,8%	25,8%	4,8%	24,0%	23,9%
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	1,2%	0,8%	0,0%	0,8%	0,8%
Aménagement des territoires	-	-	-	1,9%	9,3%	16,3%	1,9%	15,2%	15,1%
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0,0%	1,0%	0,6%	0,0%	0,7%	0,7%
: éclairage public	-	-	-	1,8%	2,9%	1,7%	1,8%	1,9%	1,9%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0,0%	5,4%	14,0%	0,0%	12,6%	12,6%
Habitat	-	-	-	2,9%	4,3%	8,7%	2,9%	8,0%	7,9%
<b>Environnement</b>	-	-	-	15,2%	7,4%	7,2%	15,2%	7,2%	7,3%
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,1%	1,1%	0,4%	0,1%	0,5%	0,5%
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	11,5%	2,3%	1,4%	11,5%	1,6%	1,6%
Propreté urbaine	-	-	-	0,0%	0,3%	0,7%	0,0%	0,6%	0,6%
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2,6%	1,9%	3,2%	2,6%	3,0%	3,0%
Autres actions environnementales	-	-	-	1,0%	1,8%	1,4%	1,0%	1,5%	1,5%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	24,0%	35,5%	32,7%	24,0%	33,2%	33,1%
Services communs (transports)	-	-	-	1,6%	0,1%	1,7%	1,6%	1,4%	1,4%
Transports scolaires	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,0%	1,5%	2,4%	0,0%	2,2%	2,2%
Routes et voiries	-	-	-	8,8%	27,7%	26,7%	8,8%	26,8%	26,7%
Infrastructures	-	-	-	13,6%	6,3%	2,0%	13,6%	2,7%	2,7%
<b>Action économique</b>	-	-	-	28,6%	15,7%	6,6%	28,6%	8,1%	8,2%
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	26,9%	14,0%	6,0%	26,9%	7,3%	7,5%
Foires et marchés	-	-	-	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,2%	0,7%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%
Développement touristique	-	-	-	1,2%	0,5%	0,1%	1,2%	0,2%	0,2%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.2.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	14	41	37	14	38	38
Opérations non ventilables	-	-	-	2	11	20	2	18	18
Administration générale	-	-	-	12	30	17	12	19	19
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	1	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	0	2	1	0	1	1
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	2	9	8	2	8	8
Services communs (enseignement)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	1	3	0	2	2
Enseignement du second degré	-	-	-	0	0	3	0	2	2
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0	8	3	0	4	4
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	1	0	0	1	0	0
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	33	17	15	33	15	15
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Culture	-	-	-	5	4	5	5	5	5
dont : expression et action culturelles	-	-	-	0	2	3	0	3	3
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	4	1	2	4	2	2
Sports	-	-	-	29	13	9	29	10	10
Jeunesse et loisirs	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	15	1	0	15	1	1
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Santé	-	-	-	13	0	0	13	0	0
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	3	1	0	3	0	0
dont : services communs action sociale	-	-	-	0	1	0	0	0	0
: famille et enfance	-	-	-	3	0	0	3	0	0
: personnes âgées	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	0	0	0	0
: autres interventions sociales	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	11	39	58	11	55	55
Services communs et sécurité	-	-	-	0	3	2	0	2	2
Aménagement des territoires	-	-	-	4	24	37	4	35	35
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0	3	1	0	2	2
: éclairage public	-	-	-	4	8	4	4	4	4
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0	14	31	0	29	29
Habitat	-	-	-	7	11	19	7	18	18
<b>Environnement</b>	-	-	-	36	19	16	36	17	17
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	3	1	0	1	1
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	27	6	3	27	4	4
Propreté urbaine	-	-	-	0	1	2	0	1	1
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	6	5	7	6	7	7
Autres actions environnementales	-	-	-	2	5	3	2	3	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	57	93	73	57	76	76
Services communs (transports)	-	-	-	4	0	4	4	3	3
Transports scolaires	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	4	5	0	5	5
Routes et voiries	-	-	-	21	72	60	21	62	61
Infrastructures	-	-	-	32	16	4	32	6	6
<b>Action économique</b>	-	-	-	67	41	15	67	19	19
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	63	37	14	63	17	17
Foires et marchés	-	-	-	0	1	0	0	1	1
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	1	2	0	1	0	0
Développement touristique	-	-	-	3	1	0	3	0	0
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	-	-	236	262	224	236	230	230

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article RS211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.3 - Présentation fonctionnelle des comptes des métropoles <sup>(a)</sup> et communautés urbaines par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses totales

## T 5.3.a – Montants des dépenses totales en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en millions d'euros									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU	
<b>Services généraux</b>	-	-	-	21	666	3 194	21	3 860	3 881	
Opérations non ventilables	-	-	-	1	57	675	1	732	733	
Administration générale	-	-	-	19	595	2 432	19	3 027	3 046	
Conseils, assemblée locale	-	-	-	1	14	53	1	68	68	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	1	33	0	34	34	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	5	146	575	5	721	726	
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	5	17	0	22	22	
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	2	3	0	5	5	
Incendie et secours	-	-	-	5	126	547	5	673	678	
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	1	5	0	6	6	
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	12	3	0	15	15	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	6	55	259	6	313	319	
Services communs (enseignement)	-	-	-	4	0	1	4	1	5	
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	2	54	0	56	56	
Enseignement du second degré	-	-	-	0	2	111	0	113	113	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0	47	81	0	128	128	
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	2	0	12	2	12	14	
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	3	0	0	4	4	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	14	255	916	14	1 171	1 185	
Services communs et vie sociale	-	-	-	0	25	79	0	104	104	
Culture	-	-	-	7	131	511	7	643	650	
dont : expression et action culturelles	-	-	-	3	92	309	3	401	404	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	4	39	203	4	242	245	
Sports	-	-	-	6	95	321	6	415	421	
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1	4	5	1	9	11	
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	9	31	1 076	9	1 107	1 116	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	404	0	404	404	
Santé	-	-	-	2	5	46	2	50	52	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	7	26	626	7	653	659	
dont : services communs action sociale	-	-	-	2	9	77	2	86	88	
: famille et enfance	-	-	-	4	5	192	4	197	200	
: personnes âgées	-	-	-	0	2	46	0	48	48	
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	229	0	230	230	
: autres interventions sociales	-	-	-	1	10	82	1	92	93	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	8	257	1 695	8	1 952	1 959	
Services communs et sécurité	-	-	-	0	13	116	0	128	128	
Aménagement des territoires	-	-	-	6	192	1 106	6	1 298	1 304	
dont : espaces verts urbains	-	-	-	3	53	136	3	189	192	
: éclairage public	-	-	-	2	55	164	2	220	222	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1	84	805	1	889	890	
Habitat	-	-	-	1	52	474	1	526	527	
<b>Environnement</b>	-	-	-	28	314	1 924	28	2 238	2 266	
Services communs et actions transversales	-	-	-	0	18	75	0	93	93	
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	24	175	1 067	24	1 242	1 266	
Propreté urbaine	-	-	-	0	41	381	0	422	422	
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	3	53	284	3	337	340	
Autres actions environnementales	-	-	-	0	27	118	0	144	145	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	23	601	2 844	23	3 445	3 469	
Services communs (transports)	-	-	-	2	23	182	2	205	207	
Transports scolaires	-	-	-	3	0	22	3	22	25	
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0	120	848	0	968	969	
Routes et voiries	-	-	-	12	392	1 648	12	2 040	2 052	
Infrastructures	-	-	-	6	66	145	6	210	216	
<b>Action économique</b>	-	-	-	14	235	659	14	894	908	
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	12	191	539	12	730	742	
Foires et marchés	-	-	-	0	10	24	0	34	34	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	2	17	0	20	20	
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0	6	10	0	16	16	
Développement touristique	-	-	-	1	25	70	1	95	96	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	28	0	28	28	
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	127	2 560	13 170	127	15 730	15 856	
Charges financières	-	-	-	2	42	216	2	258	260	

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.3.b – Répartitions des dépenses totales par fonction en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	<b>16,2%</b>	<b>26,0%</b>	<b>24,2%</b>	<b>16,2%</b>	<b>24,5%</b>	<b>24,5%</b>
Opérations non ventilables	-	-	-	0,8%	2,2%	5,1%	0,8%	4,7%	4,6%
Administration générale	-	-	-	14,9%	23,2%	18,5%	14,9%	19,2%	19,2%
Conseils, assemblée locale	-	-	-	0,5%	0,6%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,2%	0,2%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	<b>4,0%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,0%</b>	<b>4,6%</b>	<b>4,6%</b>
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Incendie et secours	-	-	-	4,0%	4,9%	4,2%	4,0%	4,3%	4,3%
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,0%	0,5%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	<b>4,8%</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>
Services communs (enseignement)	-	-	-	2,9%	0,0%	0,0%	2,9%	0,0%	0,0%
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,0%	0,1%	0,4%	0,0%	0,4%	0,4%
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,1%	0,8%	0,0%	0,7%	0,7%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,2%	1,8%	0,6%	0,2%	0,8%	0,8%
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	1,7%	0,0%	0,1%	1,7%	0,1%	0,1%
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	<b>11,0%</b>	<b>10,0%</b>	<b>7,0%</b>	<b>11,0%</b>	<b>7,4%</b>	<b>7,5%</b>
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,3%	1,0%	0,6%	0,3%	0,7%	0,7%
Culture	-	-	-	5,3%	5,1%	3,9%	5,3%	4,1%	4,1%
dont : expression et action culturelles	-	-	-	2,4%	3,6%	2,3%	2,4%	2,6%	2,5%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	2,9%	1,5%	1,5%	2,9%	1,5%	1,5%
Sports	-	-	-	4,5%	3,7%	2,4%	4,5%	2,6%	2,7%
Jeunesse et loisirs	-	-	-	1,0%	0,2%	0,0%	1,0%	0,1%	0,1%
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	<b>6,8%</b>	<b>1,2%</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,8%</b>	<b>7,0%</b>	<b>7,0%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	3,1%	0,0%	2,6%	2,5%
Santé	-	-	-	1,5%	0,2%	0,3%	1,5%	0,3%	0,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	5,3%	1,0%	4,8%	5,3%	4,1%	4,2%
dont : services communs action sociale	-	-	-	1,4%	0,3%	0,6%	1,4%	0,5%	0,6%
: famille et enfance	-	-	-	3,0%	0,2%	1,5%	3,0%	1,2%	1,3%
: personnes âgées	-	-	-	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	1,7%	0,0%	1,5%	1,4%
: autres interventions sociales	-	-	-	0,6%	0,4%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	<b>6,1%</b>	<b>10,0%</b>	<b>12,9%</b>	<b>6,1%</b>	<b>12,4%</b>	<b>12,4%</b>
Services communs et sécurité	-	-	-	0,0%	0,5%	0,9%	0,0%	0,8%	0,8%
Aménagement des territoires	-	-	-	5,0%	7,5%	8,4%	5,0%	8,2%	8,2%
dont : espaces verts urbains	-	-	-	2,4%	2,1%	1,0%	2,4%	1,2%	1,2%
: éclairage public	-	-	-	1,6%	2,2%	1,2%	1,6%	1,4%	1,4%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	0,9%	3,3%	6,1%	0,9%	5,7%	5,6%
Habitat	-	-	-	1,1%	2,0%	3,6%	1,1%	3,3%	3,3%
<b>Environnement</b>	-	-	-	<b>21,8%</b>	<b>12,3%</b>	<b>14,6%</b>	<b>21,8%</b>	<b>14,2%</b>	<b>14,3%</b>
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,2%	0,7%	0,6%	0,2%	0,6%	0,6%
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	18,7%	6,8%	8,1%	18,7%	7,9%	8,0%
Propreté urbaine	-	-	-	0,1%	1,6%	2,9%	0,1%	2,7%	2,7%
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2,4%	2,1%	2,2%	2,4%	2,1%	2,1%
Autres actions environnementales	-	-	-	0,4%	1,0%	0,9%	0,4%	0,9%	0,9%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	<b>18,6%</b>	<b>23,5%</b>	<b>21,6%</b>	<b>18,6%</b>	<b>21,9%</b>	<b>21,9%</b>
Services communs (transports)	-	-	-	1,4%	0,9%	1,4%	1,4%	1,3%	1,3%
Transports scolaires	-	-	-	2,7%	0,0%	0,2%	2,7%	0,1%	0,2%
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	0,3%	4,7%	6,4%	0,3%	6,2%	6,1%
Routes et voiries	-	-	-	9,4%	15,3%	12,5%	9,4%	13,0%	12,9%
Infrastructures	-	-	-	4,7%	2,6%	1,1%	4,7%	1,3%	1,4%
<b>Action économique</b>	-	-	-	<b>10,7%</b>	<b>9,2%</b>	<b>5,0%</b>	<b>10,7%</b>	<b>5,7%</b>	<b>5,7%</b>
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	9,5%	7,5%	4,1%	9,5%	4,6%	4,7%
Foires et marchés	-	-	-	0,4%	0,4%	0,2%	0,4%	0,2%	0,2%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Développement touristique	-	-	-	0,7%	1,0%	0,5%	0,7%	0,6%	0,6%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.3.c – Dépenses totales par habitant en 2021 (métropoles, EPT et communautés urbaines)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	Métropoles et CU de 50 000 à moins de 100 000 hab.	Métropoles et CU de 100 000 hab. et plus	Ensemble des métropoles et CU
<b>Services généraux</b>	-	-	-	135	208	165	135	171	171
Opérations non ventilables	-	-	-	7	18	35	7	32	32
Administration générale	-	-	-	124	186	126	124	134	134
Conseils, assemblée locale	-	-	-	4	4	3	4	3	3
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0	0	2	0	2	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	33	46	30	33	32	32
Services communs (sécurité)	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	-	-	0	1	0	0	0	0
Incendie et secours	-	-	-	33	39	28	33	30	30
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0	4	0	0	1	1
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	40	17	13	40	14	14
Services communs (enseignement)	-	-	-	24	0	0	24	0	0
Enseignement du premier degré	-	-	-	0	1	3	0	2	2
Enseignement du second degré	-	-	-	0	1	6	0	5	5
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	2	15	4	2	6	6
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	14	0	1	14	1	1
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0	1	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	91	80	47	91	52	52
Services communs et vie sociale	-	-	-	2	8	4	2	5	5
Culture	-	-	-	44	41	26	44	29	29
dont : expression et action culturelles	-	-	-	20	29	16	20	18	18
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	24	12	10	24	11	11
Sports	-	-	-	37	30	17	37	18	19
Jeunesse et loisirs	-	-	-	8	1	0	8	0	0
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	56	10	56	56	49	49
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0	0	21	0	18	18
Santé	-	-	-	13	1	2	13	2	2
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	44	8	32	44	29	29
dont : services communs action sociale	-	-	-	11	3	4	11	4	4
: famille et enfance	-	-	-	25	1	10	25	9	9
: personnes âgées	-	-	-	2	1	2	2	2	2
: personnes handicapées	-	-	-	0	0	12	0	10	10
: autres interventions sociales	-	-	-	5	3	4	5	4	4
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	51	80	88	51	87	86
Services communs et sécurité	-	-	-	0	4	6	0	6	6
Aménagement des territoires	-	-	-	41	60	57	41	58	57
dont : espaces verts urbains	-	-	-	20	16	7	20	8	8
: éclairage public	-	-	-	14	17	8	14	10	10
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	8	26	42	8	39	39
Habitat	-	-	-	9	16	24	9	23	23
<b>Environnement</b>	-	-	-	180	98	99	180	99	100
Services communs et actions transversales	-	-	-	2	6	4	2	4	4
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	155	55	55	155	55	56
Propreté urbaine	-	-	-	1	13	20	1	19	19
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	20	17	15	20	15	15
Autres actions environnementales	-	-	-	3	8	6	3	6	6
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	154	188	147	154	153	153
Services communs (transports)	-	-	-	12	7	9	12	9	9
Transports scolaires	-	-	-	23	0	1	23	1	1
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	2	38	44	2	43	43
Routes et voiries	-	-	-	78	123	85	78	90	90
Infrastructures	-	-	-	39	20	7	39	9	10
<b>Action économique</b>	-	-	-	89	73	34	89	40	40
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	79	60	28	79	32	33
Foires et marchés	-	-	-	3	3	1	3	1	2
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0	1	1	0	1	1
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	1	2	1	1	1	1
Développement touristique	-	-	-	6	8	4	6	4	4
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	0	0	1	0	1	1
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	-	-	829	800	681	829	698	699
Charges financières	-	-	-	15	13	11	15	11	11

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut porter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.4 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses de fonctionnement

## T 5.4.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	11	105	800	1 272	81	916	1 353	2 269
Opérations non ventilables	-	3	15	43	48	9	60	57	117
Administration générale	-	7	87	723	1 167	67	818	1 234	2 052
Conseils, assemblée locale	-	1	3	34	56	5	38	61	99
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	1	0	0	1	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	1	16	155	285	15	172	300	471
Services communs (sécurité)	-	0	0	1	5	3	1	8	10
Police, sécurité, justice	-	0	0	8	22	2	8	24	32
Incendie et secours	-	1	15	142	247	9	159	257	415
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	1	7	0	1	7	8
Autres interventions de protection civile	-	0	0	2	4	0	2	4	6
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	4	23	88	127	10	115	137	252
Services communs (enseignement)	-	0	1	26	2	0	27	2	29
Enseignement du premier degré	-	3	9	28	22	0	39	22	61
Enseignement du second degré	-	0	0	1	0	1	1	1	2
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	9	32	5	10	37	47
Hébergement et restauration scolaires	-	1	12	13	59	4	25	62	88
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	12	13	0	13	13	25
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	6	67	468	773	94	541	867	1 408
Services communs et vie sociale	-	0	4	17	49	2	21	52	73
Culture	-	3	29	206	441	59	238	500	739
dont : expression et action culturelles	-	2	19	131	290	43	151	333	484
: conservation et diffusion du patrimoine	-	2	10	75	151	17	87	167	255
Sports	-	3	17	169	237	31	189	267	457
Jeunesse et loisirs	-	0	17	75	46	2	92	48	140
<b>Santé, action sociale</b>	-	6	44	279	308	25	329	333	662
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	2	1	0	2	1	3
Santé	-	0	1	7	11	1	8	11	20
Action sociale (hors APA et RSA)	-	6	43	270	297	25	318	321	640
dont : services communs action sociale	-	0	4	29	45	4	33	48	82
: famille et enfance	-	5	34	196	167	13	235	180	415
: personnes âgées	-	0	2	7	37	1	9	38	47
: personnes handicapées	-	0	0	1	0	0	1	0	1
: autres interventions sociales	-	0	4	36	48	7	40	55	95
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	3	8	117	184	32	127	216	343
Services communs et sécurité	-	0	0	5	3	0	5	3	8
Aménagement des territoires	-	2	5	84	142	28	91	170	261
dont : espaces verts urbains	-	1	1	28	31	13	30	45	75
: éclairage public	-	1	1	13	30	14	14	44	58
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1	3	43	81	0	47	81	128
Habitat	-	0	3	28	39	4	31	43	74
<b>Environnement</b>	-	7	77	769	1 389	176	852	1 566	2 418
Services communs et actions transversales	-	0	8	28	46	3	37	49	85
Collecte et traitement des déchets	-	5	59	609	1 121	135	674	1 256	1 929
Propreté urbaine	-	0	0	15	42	8	15	50	65
Actions en matière de gestion des eaux	-	1	6	74	151	27	81	178	259
Autres actions environnementales	-	0	3	43	30	3	46	33	79
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	2	29	281	522	62	312	584	896
Services communs (transports)	-	1	4	47	80	9	51	89	140
Transports scolaires	-	0	5	31	56	0	36	56	92
Transports publics (hors scolaire)	-	0	6	135	264	36	142	301	442
Routes et voiries	-	1	11	46	68	12	57	80	137
Infrastructures	-	0	3	23	55	4	26	59	85
<b>Action économique</b>	-	2	19	200	326	27	222	353	575
Services communs (y compris R & D)	-	1	11	117	229	23	129	252	380
Foires et marchés	-	0	0	1	4	0	1	4	6
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	3	5	1	3	6	9
Industrie, commerce et artisanat	-	0	1	4	8	0	5	8	13
Développement touristique	-	1	7	76	79	3	84	83	167
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	1	0	0	1	1
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	42	387	3 156	5 188	522	3 585	5 710	9 295
Charges financières	-	1	6	45	104	16	52	120	172

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.4.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)							CA		Ensemble des CA	en %
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	de 15 000 à moins de 100 000 hab.	de 100 000 hab. et plus		
<b>Services généraux</b>	-	-	-	<b>25,3%</b>	<b>24,5%</b>	<b>15,6%</b>	<b>25,5%</b>	<b>23,7%</b>	<b>24,4%</b>	
Opérations non ventilables	-	-	-	1,3%	0,9%	1,7%	1,7%	1,0%	1,3%	
Administration générale	-	-	-	22,9%	22,5%	12,9%	22,8%	21,6%	22,1%	
Conseils, assemblée locale	-	-	-	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	-	-	<b>4,9%</b>	<b>5,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>4,8%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,1%</b>	
Services communs (sécurité)	-	-	-	0,0%	0,1%	0,6%	0,0%	0,1%	0,1%	
Police, sécurité, justice	-	-	-	0,2%	0,4%	0,4%	0,2%	0,4%	0,3%	
Incendie et secours	-	-	-	4,5%	4,8%	1,8%	4,4%	4,5%	4,5%	
Hygiène et salubrité publique	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	
Autres interventions de protection civile	-	-	-	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	-	-	<b>2,8%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,2%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,7%</b>	
Services communs (enseignement)	-	-	-	0,8%	0,0%	0,1%	0,7%	0,0%	0,3%	
Enseignement du premier degré	-	-	-	0,9%	0,4%	0,0%	1,1%	0,4%	0,7%	
Enseignement du second degré	-	-	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	-	-	0,3%	0,6%	0,9%	0,3%	0,7%	0,5%	
Hébergement et restauration scolaires	-	-	-	0,4%	1,1%	0,7%	0,7%	1,1%	0,9%	
Autres services annexes de l'enseignement	-	-	-	0,4%	0,2%	0,0%	0,4%	0,2%	0,3%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	-	-	<b>14,8%</b>	<b>14,9%</b>	<b>18,1%</b>	<b>15,1%</b>	<b>15,2%</b>	<b>15,1%</b>	
Services communs et vie sociale	-	-	-	0,5%	1,0%	0,4%	0,6%	0,9%	0,8%	
Culture	-	-	-	6,5%	8,5%	11,3%	6,7%	8,8%	7,9%	
dont : expression et action culturelles	-	-	-	4,1%	5,6%	8,2%	4,2%	5,8%	5,2%	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	-	-	2,4%	2,9%	3,2%	2,4%	2,7%	2,7%	
Sports	-	-	-	5,4%	4,6%	5,9%	5,3%	4,7%	4,9%	
Jeunesse et loisirs	-	-	-	2,4%	0,9%	0,4%	2,6%	0,8%	1,5%	
<b>Santé, action sociale</b>	-	-	-	<b>8,8%</b>	<b>5,9%</b>	<b>4,8%</b>	<b>9,2%</b>	<b>5,8%</b>	<b>7,1%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	
Santé	-	-	-	0,2%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	-	-	8,6%	5,7%	4,7%	8,9%	5,6%	6,9%	
dont : services communs action sociale	-	-	-	0,9%	0,9%	0,7%	0,9%	0,8%	0,9%	
: famille et enfance	-	-	-	6,2%	3,2%	2,5%	6,5%	3,2%	4,5%	
: personnes âgées	-	-	-	0,2%	0,7%	0,2%	0,2%	0,7%	0,5%	
: personnes handicapées	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	
: autres interventions sociales	-	-	-	1,1%	0,9%	1,3%	1,1%	1,0%	1,0%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	-	-	<b>3,7%</b>	<b>3,5%</b>	<b>6,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,7%</b>	
Services communs et sécurité	-	-	-	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Aménagement des territoires	-	-	-	2,7%	2,7%	5,3%	2,5%	3,0%	2,8%	
dont : espaces verts urbains	-	-	-	0,9%	0,6%	2,5%	0,8%	0,8%	0,8%	
: éclairage public	-	-	-	0,4%	0,6%	2,7%	0,4%	0,8%	0,6%	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	-	-	1,4%	1,6%	0,1%	1,3%	1,4%	1,4%	
Habitat	-	-	-	0,9%	0,7%	0,8%	0,9%	0,7%	0,8%	
<b>Environnement</b>	-	-	-	<b>24,4%</b>	<b>26,8%</b>	<b>33,7%</b>	<b>23,8%</b>	<b>27,4%</b>	<b>26,0%</b>	
Services communs et actions transversales	-	-	-	0,9%	0,9%	0,6%	1,0%	0,9%	0,9%	
Collecte et traitement des déchets	-	-	-	19,3%	21,6%	25,9%	18,8%	22,0%	20,8%	
Propreté urbaine	-	-	-	0,5%	0,8%	1,5%	0,4%	0,9%	0,7%	
Actions en matière de gestion des eaux	-	-	-	2,3%	2,9%	5,1%	2,3%	3,1%	2,8%	
Autres actions environnementales	-	-	-	1,4%	0,6%	0,6%	1,3%	0,6%	0,8%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	-	-	<b>8,9%</b>	<b>10,1%</b>	<b>11,9%</b>	<b>8,7%</b>	<b>10,2%</b>	<b>9,6%</b>	
Services communs (transports)	-	-	-	1,5%	1,5%	1,8%	1,4%	1,6%	1,5%	
Transports scolaires	-	-	-	1,0%	1,1%	0,0%	1,0%	1,0%	1,0%	
Transports publics (hors scolaire)	-	-	-	4,3%	5,1%	7,0%	3,9%	5,3%	4,8%	
Routes et voiries	-	-	-	1,4%	1,3%	2,2%	1,6%	1,4%	1,5%	
Infrastructures	-	-	-	0,7%	1,1%	0,8%	0,7%	1,0%	0,9%	
<b>Action économique</b>	-	-	-	<b>6,3%</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,2%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,2%</b>	<b>6,2%</b>	
Services communs (y compris R & D)	-	-	-	3,7%	4,4%	4,3%	3,6%	4,4%	4,1%	
Foires et marchés	-	-	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	-	-	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	
Industrie, commerce et artisanat	-	-	-	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	
Développement touristique	-	-	-	2,4%	1,5%	0,6%	2,3%	1,4%	1,8%	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	-	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	-	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.4.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)									en €/ habitant		
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA		
<b>Services généraux</b>	-	184	144	101	97	48	105	92	97		
Opérations non ventilables	-	48	20	5	4	5	7	4	5		
Administration générale	-	126	119	91	89	40	94	83	87		
Conseils, assemblée locale	-	10	4	4	4	3	4	4	4		
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	23	21	20	22	9	20	20	20		
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	0	2	0	1	0		
Police, sécurité, justice	-	2	0	1	2	1	1	2	1		
Incendie et secours	-	18	21	18	19	6	18	17	18		
Hygiène et salubrité publique	-	1	0	0	1	0	0	0	0		
Autres interventions de protection civile	-	1	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	69	31	11	10	6	13	9	11		
Services communs (enseignement)	-	5	1	3	0	0	3	0	1		
Enseignement du premier degré	-	46	12	3	2	0	5	1	3		
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	1	0	0	0		
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	1	1	2	3	1	3	2		
Hébergement et restauration scolaires	-	17	16	2	4	2	3	4	4		
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	2	1	0	1	1	1		
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	107	92	59	59	56	62	59	60		
Services communs et vie sociale	-	3	5	2	4	1	2	3	3		
Culture	-	56	40	26	34	35	27	34	31		
dont : expression et action culturelles	-	31	26	16	22	25	17	22	21		
: conservation et diffusion du patrimoine	-	26	14	10	12	10	10	11	11		
Sports	-	44	24	21	18	18	22	18	19		
Jeunesse et loisirs	-	3	23	10	3	1	11	3	6		
<b>Santé, action sociale</b>	-	97	61	35	24	15	38	23	28		
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	1	0	0	0	0	0	0		
Santé	-	0	2	1	1	0	1	1	1		
Action sociale (hors APA et RSA)	-	97	58	34	23	15	37	22	27		
dont : services communs action sociale	-	7	5	4	3	2	4	3	3		
: famille et enfance	-	86	46	25	13	8	27	12	18		
: personnes âgées	-	1	2	1	3	1	1	3	2		
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	0	0	0	0		
: autres interventions sociales	-	3	5	5	4	4	5	4	4		
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	46	10	15	14	19	15	15	15		
Services communs et sécurité	-	0	0	1	0	0	1	0	0		
Aménagement des territoires	-	39	6	11	11	16	10	11	11		
dont : espaces verts urbains	-	15	2	4	2	8	3	3	3		
: éclairage public	-	12	1	2	2	8	2	3	2		
: autres aménagements urbains et ruraux	-	12	4	5	6	0	5	5	5		
Habitat	-	7	4	4	3	2	4	3	3		
<b>Environnement</b>	-	117	105	97	106	104	98	106	103		
Services communs et actions transversales	-	2	11	4	3	2	4	3	4		
Collecte et traitement des déchets	-	87	81	77	86	80	77	85	82		
Propreté urbaine	-	7	0	2	3	5	2	3	3		
Actions en matière de gestion des eaux	-	20	8	9	12	16	9	12	11		
Autres actions environnementales	-	0	4	5	2	2	5	2	3		
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	33	39	35	40	37	36	40	38		
Services communs (transports)	-	18	5	6	6	6	6	6	6		
Transports scolaires	-	2	7	4	4	0	4	4	4		
Transports publics (hors scolaire)	-	1	9	17	20	22	16	20	19		
Routes et voiries	-	10	15	6	5	7	7	5	6		
Infrastructures	-	3	4	3	4	3	3	4	4		
<b>Action économique</b>	-	37	26	25	25	16	25	24	24		
Services communs (y compris R & D)	-	18	14	15	18	13	15	17	16		
Foires et marchés	-	2	0	0	0	0	0	0	0		
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	0	0	1	0	0	0		
Industrie, commerce et artisanat	-	2	1	1	1	0	1	1	1		
Développement touristique	-	15	10	10	6	2	10	6	7		
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	-	712	529	399	396	308	412	386	396		
Charges financières	-	13	9	6	8	10	6	8	7		

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.5 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.5.a – Montants des dépenses d'investissement hors remboursements en 2021 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement							en millions d'euro		
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	1	9	145	306	36	155	343	498
Opérations non ventilables	-	0	0	31	68	7	31	75	107
Administration générale	-	1	9	113	238	29	124	267	391
Conseils, assemblée locale	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	0	0	4	20	6	4	26	30
Services communs (sécurité)	-	0	0	1	7	6	1	13	14
Police, sécurité, justice	-	0	0	1	4	0	1	4	5
Incendie et secours	-	0	0	2	5	0	2	5	6
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	0	2	0	0	2	2
Autres interventions de protection civile	-	0	0	0	3	0	0	3	3
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	1	3	24	58	18	28	76	104
Services communs (enseignement)	-	0	0	0	1	1	0	2	2
Enseignement du premier degré	-	1	1	13	14	3	14	17	31
Enseignement du second degré	-	0	0	1	4	0	1	4	5
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	2	8	36	14	10	50	60
Hébergement et restauration scolaires	-	0	0	0	2	0	1	3	3
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	0	2	0	0	2	0	3
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	4	22	164	274	40	190	314	504
Services communs et vie sociale	-	0	1	1	2	0	2	2	4
Culture	-	3	8	38	95	18	49	113	161
dont : expression et action culturelles	-	1	7	12	69	16	20	85	105
: conservation et diffusion du patrimoine	-	1	1	26	25	2	29	27	56
Sports	-	2	10	111	175	22	123	197	320
Jeunesse et loisirs	-	0	2	13	3	0	15	3	18
<b>Santé, action sociale</b>	-	0	5	37	34	7	42	41	82
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé	-	0	2	9	4	3	11	6	17
Action sociale (hors APA et RSA)	-	0	3	27	31	4	30	35	65
dont : services communs action sociale	-	0	1	4	2	0	5	2	6
: famille et enfance	-	0	2	16	13	1	18	14	32
: personnes âgées	-	0	0	1	4	0	1	4	5
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	1	0	1	1
: autres interventions sociales	-	0	0	6	12	2	7	14	20
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	1	4	57	232	16	61	248	309
Services communs et sécurité	-	0	0	4	1	0	4	1	5
Aménagement des territoires	-	1	1	18	98	10	19	109	128
dont : espaces verts urbains	-	0	0	2	9	2	7	11	12
: éclairage public	-	0	0	7	23	9	7	32	39
: autres aménagements urbains et ruraux	-	0	0	10	66	0	10	66	77
Habitat	-	0	3	35	133	5	38	139	177
<b>Environnement</b>	-	1	13	136	239	20	150	259	409
Services communs et actions transversales	-	0	2	10	17	2	12	19	31
Collecte et traitement des déchets	-	0	4	48	102	1	53	103	156
Propreté urbaine	-	0	0	1	1	1	1	2	3
Actions en matière de gestion des eaux	-	1	5	48	77	15	53	92	145
Autres actions environnementales	-	0	2	29	42	1	31	43	74
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	8	19	223	436	53	250	489	739
Services communs (transports)	-	2	1	14	46	7	17	53	70
Transports scolaires	-	0	0	1	0	0	1	0	1
Transports publics (hors scolaire)	-	0	1	27	126	6	27	132	159
Routes et voiries	-	4	16	108	164	25	128	189	317
Infrastructures	-	2	2	74	101	14	77	115	192
<b>Action économique</b>	-	1	9	135	247	16	145	263	408
Services communs (y compris R & D)	-	1	7	94	184	13	101	197	288
Foires et marchés	-	0	0	2	0	0	2	0	2
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	3	3	2	3	5	8
Industrie, commerce et artisanat	-	0	0	2	21	0	2	21	24
Développement touristique	-	0	1	35	39	0	36	40	76
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	1	0	0	1	1
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	17	83	925	1 849	211	1 025	2 061	3 086

(a) Y compris la métropole de Lyon, la métropole du Grand Paris et ses établissements publics territoriaux (EPT).

(b) Il n'y a pas de métropole, ni de communauté urbaine (CU) de moins de 50 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.5.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2021 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	<b>6,1%</b>	<b>11,3%</b>	<b>15,7%</b>	<b>16,6%</b>	<b>17,3%</b>	<b>15,2%</b>	<b>16,6%</b>	<b>16,1%</b>
Opérations non ventilables	-	0,1%	0,2%	3,4%	3,7%	3,4%	3,1%	3,7%	3,5%
Administration générale	-	6,0%	11,0%	12,3%	12,9%	13,9%	12,1%	13,0%	12,7%
Conseils, assemblée locale	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	<b>0,2%</b>	<b>0,2%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,0%</b>
Services communs (sécurité)	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,4%	2,7%	0,1%	0,6%	0,4%
Police, sécurité, justice	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%
Incendie et secours	-	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,0%	0,2%	0,2%	0,2%
Hygiène et salubrité publique	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Autres interventions de protection civile	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	<b>4,0%</b>	<b>3,7%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,1%</b>	<b>8,6%</b>	<b>2,7%</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,4%</b>
Services communs (enseignement)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,3%	0,0%	0,1%	0,1%
Enseignement du premier degré	-	3,9%	0,8%	1,4%	0,7%	1,5%	1,4%	0,8%	1,0%
Enseignement du second degré	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0,0%	2,6%	0,8%	2,0%	6,7%	1,0%	2,4%	2,0%
Hébergement et restauration scolaires	-	0,1%	0,4%	0,0%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%
Autres services annexes de l'enseignement	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,1%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	<b>26,3%</b>	<b>26,1%</b>	<b>17,7%</b>	<b>14,8%</b>	<b>19,0%</b>	<b>18,5%</b>	<b>15,2%</b>	<b>16,3%</b>
Services communs et vie sociale	-	0,0%	1,7%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%
Culture	-	15,6%	9,4%	4,1%	5,1%	8,4%	4,7%	5,5%	5,2%
dont : expression et action culturelles	-	8,5%	7,8%	1,3%	3,8%	7,5%	1,9%	4,1%	3,4%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	7,1%	1,6%	2,9%	1,4%	0,9%	2,8%	1,3%	1,8%
Sports	-	10,4%	12,2%	12,1%	9,5%	10,4%	12,0%	9,6%	10,4%
Jeunesse et loisirs	-	0,2%	2,6%	1,4%	0,1%	0,1%	1,5%	0,1%	0,6%
<b>Santé, action sociale</b>	-	<b>0,8%</b>	<b>5,7%</b>	<b>4,0%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,1%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,7%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	0,0%	2,3%	1,0%	0,2%	1,3%	1,1%	0,3%	0,6%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	0,8%	3,4%	2,9%	1,7%	1,8%	2,9%	1,7%	2,1%
dont : services communs action sociale	-	0,0%	1,1%	0,4%	0,1%	0,0%	0,4%	0,1%	0,2%
: famille et enfance	-	0,7%	2,1%	1,8%	0,7%	0,4%	1,8%	0,7%	1,0%
: personnes âgées	-	0,0%	0,1%	0,1%	0,2%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%
: personnes handicapées	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	-	0,1%	0,2%	0,7%	0,6%	1,0%	0,6%	0,7%	0,7%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	<b>4,2%</b>	<b>4,4%</b>	<b>6,2%</b>	<b>12,6%</b>	<b>7,4%</b>	<b>6,0%</b>	<b>12,0%</b>	<b>10,0%</b>
Services communs et sécurité	-	0,0%	0,0%	0,4%	0,1%	0,0%	0,4%	0,0%	0,2%
Aménagement des territoires	-	3,9%	0,9%	1,9%	5,3%	4,9%	1,9%	5,3%	4,1%
dont : espaces verts urbains	-	0,1%	0,0%	0,2%	0,5%	0,8%	0,2%	0,5%	0,4%
: éclairage public	-	2,4%	0,3%	0,7%	1,2%	4,1%	0,7%	1,5%	1,3%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1,5%	0,5%	1,1%	3,6%	0,0%	1,0%	3,2%	2,5%
Habitat	-	0,3%	3,5%	3,8%	7,2%	2,6%	3,7%	6,7%	5,7%
<b>Environnement</b>	-	<b>4,7%</b>	<b>15,8%</b>	<b>14,7%</b>	<b>12,9%</b>	<b>9,4%</b>	<b>14,6%</b>	<b>12,6%</b>	<b>13,2%</b>
Services communs et actions transversales	-	0,1%	2,7%	1,1%	0,9%	0,7%	1,2%	0,9%	1,0%
Collecte et traitement des déchets	-	0,3%	5,2%	5,2%	5,5%	0,6%	5,1%	5,0%	5,1%
Propreté urbaine	-	0,4%	0,0%	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%
Actions en matière de gestion des eaux	-	3,8%	5,7%	5,2%	4,2%	7,1%	5,2%	4,5%	4,7%
Autres actions environnementales	-	0,0%	2,1%	3,2%	2,2%	0,6%	3,0%	2,1%	2,4%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	<b>48,9%</b>	<b>22,5%</b>	<b>24,1%</b>	<b>23,6%</b>	<b>25,0%</b>	<b>24,4%</b>	<b>23,7%</b>	<b>24,0%</b>
Services communs (transports)	-	10,9%	1,4%	1,5%	2,5%	3,4%	1,6%	2,6%	2,3%
Transports scolaires	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Transports publics (hors scolaire)	-	0,0%	0,6%	2,9%	6,8%	3,0%	2,6%	6,4%	5,2%
Routes et voiries	-	24,5%	18,7%	11,7%	8,9%	12,0%	12,5%	9,2%	10,3%
Infrastructures	-	13,5%	1,8%	7,9%	5,4%	6,6%	7,5%	5,6%	6,2%
<b>Action économique</b>	-	<b>5,0%</b>	<b>10,4%</b>	<b>14,6%</b>	<b>13,4%</b>	<b>7,5%</b>	<b>14,1%</b>	<b>12,8%</b>	<b>13,2%</b>
Services communs (y compris R & D)	-	3,2%	8,4%	10,1%	9,9%	6,3%	9,9%	9,6%	9,7%
Foires et marchés	-	0,3%	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0,0%	0,0%	0,3%	0,2%	1,1%	0,3%	0,2%	0,3%
Industrie, commerce et artisanat	-	0,0%	0,4%	0,2%	1,2%	0,0%	0,2%	1,0%	0,8%
Développement touristique	-	1,5%	1,6%	3,7%	2,1%	0,2%	3,5%	1,9%	2,5%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.5.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2021 (communauté d'agglomération)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en €/habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 15 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	17	13	18	23	22	18	23	21
Opérations non ventilables	-	0	0	4	5	4	4	5	5
Administration générale	-	17	13	14	18	17	14	18	17
Conseils, assemblée locale	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	0	0	1	2	3	0	2	1
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	1	3	0	1	1
Police, sécurité, justice	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Incendie et secours	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres interventions de protection civile	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	11	4	3	4	11	3	5	4
Services communs (enseignement)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement du premier degré	-	11	1	2	1	2	2	1	1
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	3	1	3	8	1	3	3
Hébergement et restauration scolaires	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	74	30	21	21	24	22	21	21
Services communs et vie sociale	-	0	2	0	0	0	0	0	0
Culture	-	44	11	5	7	11	6	8	7
dont : expression et action culturelles	-	24	9	1	5	9	2	6	4
: conservation et diffusion du patrimoine	-	20	2	3	2	1	3	2	2
Sports	-	29	14	14	13	13	14	13	14
Jeunesse et loisirs	-	1	3	2	0	0	2	0	1
<b>Santé, action sociale</b>	-	2	7	5	3	4	5	3	4
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Santé	-	0	3	1	0	2	1	0	1
Action sociale (hors APA et RSA)	-	2	4	3	2	2	3	2	3
dont : services communs action sociale	-	0	1	0	0	0	1	0	0
: famille et enfance	-	2	2	2	1	0	2	1	1
: personnes âgées	-	0	0	0	0	0	0	0	0
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	1	0	0	0
: autres interventions sociales	-	0	0	1	1	1	1	1	1
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	12	5	7	18	9	7	17	13
Services communs et sécurité	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Aménagement des territoires	-	11	1	2	8	6	2	7	5
dont : espaces verts urbains	-	0	0	0	1	1	0	1	1
: éclairage public	-	7	0	1	2	5	1	2	2
: autres aménagements urbains et ruraux	-	4	1	1	5	0	1	4	3
Habitat	-	1	4	4	10	3	4	9	8
<b>Environnement</b>	-	13	18	17	18	12	17	18	17
Services communs et actions transversales	-	0	3	1	1	1	1	1	1
Collecte et traitement des déchets	-	1	6	6	8	1	6	7	7
Propreté urbaine	-	1	0	0	0	0	0	0	0
Actions en matière de gestion des eaux	-	11	7	6	6	9	6	6	6
Autres actions environnementales	-	0	2	4	3	1	4	3	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	138	26	28	33	31	29	33	31
Services communs (transports)	-	31	2	2	4	4	2	4	3
Transports scolaires	-	0	0	0	0	0	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	-	0	1	3	10	4	3	9	7
Routes et voiries	-	69	21	14	13	15	15	13	14
Infrastructures	-	38	2	9	8	8	9	8	8
<b>Action économique</b>	-	14	12	17	19	9	17	18	17
Services communs (y compris R & D)	-	9	10	12	14	8	12	13	13
Foires et marchés	-	1	0	0	0	0	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	0	0	1	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	-	0	0	0	2	0	0	1	1
Développement touristique	-	4	2	4	3	0	4	3	3
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	-	282	114	117	141	125	118	139	131

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et moins le crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## T 5.6 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés d'agglomération par strate de population des groupements : dépenses totales

## T 5.6.a – Montants des dépenses totales en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	<i>en millions d'euros</i>									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	12	114	945	1 578	118	1 071	1 696	2 767	
Opérations non ventilables	-	3	15	74	116	16	92	132	224	
Administration générale	-	8	96	837	1 405	96	941	1 501	2 443	
Conseils, assemblée locale	-	1	3	34	56	5	38	61	99	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	1	0	0	1	1	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	1	16	159	305	21	176	326	502	
Services communs (sécurité)	-	0	0	2	12	9	2	21	23	
Police, sécurité, justice	-	0	0	8	26	2	8	29	37	
Incendie et secours	-	1	15	144	252	9	160	261	422	
Hygiène et salubrité publique	-	0	0	2	8	0	2	9	10	
Autres interventions de protection civile	-	0	0	3	7	0	3	7	9	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	5	26	112	185	28	143	213	356	
Services communs (enseignement)	-	0	1	26	3	1	27	4	31	
Enseignement du premier degré	-	3	10	40	36	3	53	39	92	
Enseignement du second degré	-	0	0	1	4	1	1	5	7	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	3	17	68	19	20	87	107	
Hébergement et restauration scolaires	-	1	12	13	61	4	26	65	91	
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	14	13	0	15	13	28	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	11	89	631	1 047	134	731	1 181	1 912	
Services communs et vie sociale	-	0	5	18	51	2	24	54	77	
Culture	-	6	37	244	536	77	287	613	900	
dont : expression et action culturelles	-	3	25	142	359	59	171	418	589	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	3	12	102	176	18	116	195	311	
Sports	-	4	27	281	412	53	313	464	777	
Jeunesse et loisirs	-	0	19	88	48	2	107	51	158	
<b>Santé, action sociale</b>	-	6	49	315	343	32	370	374	744	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	0	2	1	0	2	1	3	
Santé	-	0	3	17	14	3	20	18	37	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	6	46	297	328	29	348	356	704	
dont : services communs action sociale	-	0	5	33	46	4	38	50	88	
: famille et enfance	-	5	35	212	180	14	253	194	447	
: personnes âgées	-	0	2	8	41	1	9	42	52	
: personnes handicapées	-	0	0	1	0	1	1	1	2	
: autres interventions sociales	-	0	4	43	60	9	47	69	115	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	3	11	174	417	47	188	464	652	
Services communs et sécurité	-	0	0	9	4	0	9	4	13	
Aménagement des territoires	-	3	5	102	241	38	110	279	389	
dont : espaces verts urbains	-	1	1	30	41	15	32	55	87	
: éclairage public	-	1	1	19	53	23	21	76	97	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1	3	53	147	0	57	148	205	
Habitat	-	0	6	63	172	9	70	181	251	
<b>Environnement</b>	-	8	90	905	1 629	196	1 002	1 824	2 827	
Services communs et actions transversales	-	0	10	38	63	5	49	67	116	
Collecte et traitement des déchets	-	5	64	657	1 222	137	726	1 359	2 085	
Propreté urbaine	-	1	0	16	43	9	16	52	68	
Actions en matière de gestion des eaux	-	2	11	121	229	42	134	271	405	
Autres actions environnementales	-	0	5	72	72	4	77	76	152	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	10	47	504	959	115	562	1 074	1 635	
Services communs (transports)	-	3	5	60	126	17	68	143	211	
Transports scolaires	-	0	5	32	56	0	37	56	92	
Transports publics (hors scolaire)	-	0	7	162	390	43	169	433	601	
Routes et voiries	-	5	27	154	232	37	185	269	454	
Infrastructures	-	2	4	96	155	18	103	174	277	
<b>Action économique</b>	-	3	28	336	574	43	366	616	983	
Services communs (y compris R & D)	-	2	18	211	413	36	230	449	679	
Foires et marchés	-	0	0	3	5	0	3	5	8	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	6	8	3	6	11	17	
Industrie, commerce et artisanat	-	0	1	6	30	0	8	30	37	
Développement touristique	-	1	9	110	119	4	120	122	242	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	1	2	0	1	2	3	
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	58	470	4 081	7 038	733	4 610	7 771	12 381	
Charges financières	-	1	6	45	104	16	52	120	172	

*Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.*

*Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.*

*CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.*

*Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).*

## T 5.6.b – Répartition des dépenses totales par fonction en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA
<b>Services généraux</b>	-	<b>20,3%</b>	<b>24,3%</b>	<b>23,2%</b>	<b>22,4%</b>	<b>16,1%</b>	<b>23,2%</b>	<b>21,8%</b>	<b>22,4%</b>
Opérations non ventilables	-	4,9%	3,2%	1,8%	1,6%	2,2%	2,0%	1,7%	1,8%
Administration générale	-	14,4%	20,5%	20,5%	20,0%	13,1%	20,4%	19,3%	19,7%
Conseils, assemblée locale	-	1,0%	0,7%	0,8%	0,8%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	<b>2,3%</b>	<b>3,3%</b>	<b>3,9%</b>	<b>4,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,1%</b>
Services communs (sécurité)	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,2%	1,2%	0,1%	0,3%	0,2%
Police, sécurité, justice	-	0,2%	0,0%	0,2%	0,4%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%
Incendie et secours	-	1,8%	3,3%	3,5%	3,6%	1,3%	3,5%	3,4%	3,4%
Hygiène et salubrité publique	-	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Autres interventions de protection civile	-	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	<b>8,0%</b>	<b>5,5%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,9%</b>
Services communs (enseignement)	-	0,5%	0,2%	0,6%	0,0%	0,1%	0,6%	0,0%	0,3%
Enseignement du premier degré	-	5,7%	2,0%	1,0%	0,5%	0,4%	1,2%	0,5%	0,7%
Enseignement du second degré	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0,0%	0,6%	0,4%	1,0%	2,6%	0,4%	1,1%	0,9%
Hébergement et restauration scolaires	-	1,7%	2,5%	0,3%	0,9%	0,5%	0,6%	0,8%	0,7%
Autres services annexes de l'enseignement	-	0,0%	0,1%	0,3%	0,2%	0,0%	0,3%	0,2%	0,2%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	<b>18,2%</b>	<b>18,9%</b>	<b>15,5%</b>	<b>14,9%</b>	<b>18,3%</b>	<b>15,9%</b>	<b>15,2%</b>	<b>15,4%</b>
Services communs et vie sociale	-	0,3%	1,1%	0,4%	0,7%	0,3%	0,5%	0,7%	0,6%
Culture	-	10,1%	7,9%	6,0%	7,6%	10,5%	6,2%	7,9%	7,3%
dont : expression et action culturelles	-	5,5%	5,4%	3,5%	5,1%	8,0%	3,7%	5,4%	4,8%
: conservation et diffusion du patrimoine	-	4,6%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Sports	-	7,4%	5,8%	6,9%	5,9%	7,2%	6,8%	6,0%	6,3%
Jeunesse et loisirs	-	0,4%	4,0%	2,2%	0,7%	0,3%	2,3%	0,7%	1,3%
<b>Santé, action sociale</b>	-	<b>9,9%</b>	<b>10,4%</b>	<b>7,7%</b>	<b>4,9%</b>	<b>4,3%</b>	<b>8,0%</b>	<b>4,8%</b>	<b>6,0%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Santé	-	0,0%	0,7%	0,4%	0,2%	0,4%	0,4%	0,2%	0,3%
Action sociale (hors APA et RSA)	-	9,9%	9,7%	7,3%	4,7%	3,9%	7,6%	4,6%	5,7%
dont : services communs action sociale	-	0,7%	1,0%	0,8%	0,7%	0,5%	0,8%	0,6%	0,7%
: famille et enfance	-	8,8%	7,5%	5,2%	2,6%	1,9%	5,5%	2,5%	3,6%
: personnes âgées	-	0,1%	0,4%	0,2%	0,6%	0,2%	0,2%	0,5%	0,4%
: personnes handicapées	-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	-	0,3%	0,8%	1,0%	0,8%	1,2%	1,0%	0,9%	0,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	<b>5,8%</b>	<b>2,4%</b>	<b>4,3%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,5%</b>	<b>4,1%</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,3%</b>
Services communs et sécurité	-	0,0%	0,0%	0,2%	0,1%	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%
Aménagement des territoires	-	5,0%	1,1%	2,5%	3,4%	5,2%	2,4%	3,6%	3,1%
dont : espaces verts urbains	-	1,5%	0,3%	0,7%	0,6%	2,0%	0,7%	0,7%	0,7%
: éclairage public	-	1,9%	0,2%	0,5%	0,7%	3,1%	0,5%	1,0%	0,8%
: autres aménagements urbains et ruraux	-	1,7%	0,7%	1,3%	2,1%	0,1%	1,2%	1,9%	1,7%
Habitat	-	0,8%	1,3%	1,5%	2,4%	1,3%	1,5%	2,3%	2,0%
<b>Environnement</b>	-	<b>13,1%</b>	<b>19,1%</b>	<b>22,2%</b>	<b>23,1%</b>	<b>26,7%</b>	<b>21,7%</b>	<b>23,5%</b>	<b>22,8%</b>
Services communs et actions transversales	-	0,3%	2,2%	0,9%	0,9%	0,6%	1,1%	0,9%	0,9%
Collecte et traitement des déchets	-	8,8%	13,6%	16,1%	17,4%	18,6%	15,8%	17,5%	16,8%
Propreté urbaine	-	0,9%	0,0%	0,4%	0,6%	1,2%	0,4%	0,7%	0,6%
Actions en matière de gestion des eaux	-	3,1%	2,3%	3,0%	3,3%	5,7%	2,9%	3,5%	3,3%
Autres actions environnementales	-	0,0%	1,0%	1,8%	1,0%	0,6%	1,7%	1,0%	1,2%
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	<b>17,2%</b>	<b>10,1%</b>	<b>12,3%</b>	<b>13,6%</b>	<b>15,6%</b>	<b>12,2%</b>	<b>13,8%</b>	<b>13,2%</b>
Services communs (transports)	-	4,9%	1,0%	1,5%	1,8%	2,3%	1,5%	1,8%	1,7%
Transports scolaires	-	0,2%	1,0%	0,8%	0,8%	0,0%	0,8%	0,7%	0,7%
Transports publics (hors scolaire)	-	0,1%	1,5%	4,0%	5,5%	5,9%	3,7%	5,6%	4,9%
Routes et voiries	-	7,9%	5,6%	3,8%	3,3%	5,0%	4,0%	3,5%	3,7%
Infrastructures	-	4,1%	0,9%	2,4%	2,2%	2,5%	2,2%	2,2%	2,2%
<b>Action économique</b>	-	<b>5,1%</b>	<b>5,9%</b>	<b>8,2%</b>	<b>8,2%</b>	<b>5,8%</b>	<b>7,9%</b>	<b>7,9%</b>	<b>7,9%</b>
Services communs (y compris R & D)	-	2,7%	3,7%	5,2%	5,9%	4,9%	5,0%	5,8%	5,5%
Foires et marchés	-	0,3%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,1%
Industrie, commerce et artisanat	-	0,2%	0,3%	0,2%	0,4%	0,0%	0,2%	0,4%	0,3%
Développement touristique	-	1,9%	1,9%	2,7%	1,7%	0,5%	2,6%	1,6%	2,0%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.6.c – Dépenses totales par habitant en 2021 (communautés d'agglomération)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en €/habitant									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CA de 30 000 à moins de 100 000 hab.	CA de 100 000 hab. et plus	Ensemble des CA	
<b>Services généraux</b>	-	201	156	119	121	70	123	115	118	
Opérations non ventilables	-	48	20	9	9	9	11	9	10	
Administration générale	-	143	132	106	107	57	108	102	104	
Conseils, assemblée locale	-	10	4	4	4	3	4	4	4	
Coopération décentralisée et actions internationales	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	-	23	22	20	23	12	20	22	21	
Services communs (sécurité)	-	0	0	0	1	5	0	1	1	
Police, sécurité, justice	-	2	0	1	2	1	1	2	2	
Incendie et secours	-	18	21	18	19	6	18	18	18	
Hygiène et salubrité publique	-	1	0	0	1	0	0	1	0	
Autres interventions de protection civile	-	1	0	0	1	0	0	0	0	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	-	80	35	14	14	17	16	14	15	
Services communs (enseignement)	-	5	1	3	0	1	3	0	1	
Enseignement du premier degré	-	57	13	5	3	2	6	3	4	
Enseignement du second degré	-	0	0	0	0	1	0	0	0	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	-	0	4	2	5	11	2	6	5	
Hébergement et restauration scolaires	-	17	16	2	5	2	3	4	4	
Autres services annexes de l'enseignement	-	0	1	2	1	0	2	1	1	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	-	181	121	80	80	79	84	80	81	
Services communs et vie sociale	-	3	7	2	4	1	3	4	3	
Culture	-	100	51	31	41	45	33	41	38	
dont : expression et action culturelles	-	55	35	18	27	35	20	28	25	
: conservation et diffusion du patrimoine	-	46	16	13	13	11	13	13	13	
Sports	-	74	38	35	31	31	36	31	33	
Jeunesse et loisirs	-	4	26	11	4	1	12	3	7	
<b>Santé, action sociale</b>	-	99	67	40	26	19	43	25	32	
Services communs (y compris APA et RSA)	-	0	1	0	0	0	0	0	0	
Santé	-	0	4	2	1	2	2	1	2	
Action sociale (hors APA et RSA)	-	99	62	38	25	17	40	24	30	
dont : services communs action sociale	-	7	6	4	4	2	4	3	4	
: famille et enfance	-	88	48	27	14	8	29	13	19	
: personnes âgées	-	1	2	1	3	1	1	3	2	
: personnes handicapées	-	0	0	0	0	1	0	0	0	
: autres interventions sociales	-	3	5	5	5	5	5	5	5	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	-	58	15	22	32	28	22	31	28	
Services communs et sécurité	-	0	0	1	0	0	1	0	1	
Aménagement des territoires	-	50	7	13	18	22	13	19	17	
dont : espaces verts urbains	-	15	2	4	3	9	4	4	4	
: éclairage public	-	19	1	2	4	14	2	5	4	
: autres aménagements urbains et ruraux	-	16	4	7	11	0	7	10	9	
Habitat	-	8	8	8	13	6	8	12	11	
<b>Environnement</b>	-	130	123	114	124	116	115	123	120	
Services communs et actions transversales	-	3	14	5	5	3	6	5	5	
Collecte et traitement des déchets	-	88	87	83	93	81	83	92	89	
Propreté urbaine	-	9	0	2	3	5	2	4	3	
Actions en matière de gestion des eaux	-	31	15	15	17	25	15	17	17	
Autres actions environnementales	-	0	6	9	5	3	9	5	6	
<b>Transports, routes et voiries</b>	-	171	65	64	73	68	64	73	70	
Services communs (transports)	-	49	6	8	10	10	8	10	9	
Transports scolaires	-	2	7	4	4	0	4	4	4	
Transports publics (hors scolaire)	-	1	10	20	30	25	19	29	26	
Routes et voiries	-	79	36	19	18	22	21	18	19	
Infrastructures	-	41	6	12	12	11	12	12	12	
<b>Action économique</b>	-	51	38	42	44	25	42	42	42	
Services communs (y compris R & D)	-	27	24	27	32	21	26	30	29	
Foires et marchés	-	2	0	0	0	0	0	0	0	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	-	0	0	1	1	2	1	1	1	
Industrie, commerce et artisanat	-	2	2	1	2	0	1	2	1	
Développement touristique	-	19	12	14	9	2	14	8	10	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	-	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	-	994	643	515	538	433	529	526	527	
Charges financières	-	13	9	6	8	10	6	8	7	

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut porter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.7 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses de fonctionnement

## T 5.7.a – Montants des dépenses de fonctionnement en 2021 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en millions d'euros									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC	
<b>Services généraux</b>	115	666	537	188	21	-	780	746	1 526	
Opérations non ventilables	20	58	66	24	5	-	77	95	172	
Administration générale	93	590	455	158	16	-	684	629	1 313	
Conseils, assemblée locale	2	18	15	6	0	-	20	21	41	
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	4	68	68	28	0	-	72	96	168	
Services communs (sécurité)	0	2	5	0	0	-	2	5	7	
Police, sécurité, justice	0	7	2	0	0	-	7	2	9	
Incendie et secours	3	55	60	25	0	-	59	85	144	
Hygiène et salubrité publique	0	1	1	2	0	-	1	2	3	
Autres interventions de protection civile	0	4	1	1	0	-	4	1	5	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	21	127	67	16	0	-	148	83	231	
Services communs (enseignement)	5	10	4	1	0	-	15	5	21	
Enseignement du premier degré	11	54	33	7	0	-	65	40	104	
Enseignement du second degré	0	1	1	1	0	-	1	2	3	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	1	1	2	0	-	1	3	4	
Hébergement et restauration scolaires	4	53	23	4	0	-	56	27	84	
Autres services annexes de l'enseignement	1	9	4	2	0	-	9	6	15	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	46	409	313	109	7	-	456	429	884	
Services communs et vie sociale	4	22	21	5	0	-	26	26	52	
Culture	16	119	98	37	3	-	135	138	273	
dont : expression et action culturelles	9	77	62	27	3	-	86	92	178	
: conservation et diffusion du patrimoine	7	42	36	10	0	-	49	46	95	
Sports	18	128	99	35	4	-	146	137	284	
Jeunesse et loisirs	8	141	95	32	0	-	149	127	276	
<b>Santé, action sociale</b>	23	275	227	62	13	-	298	302	600	
Services communs (y compris APA et RSA)	1	5	4	1	0	-	6	5	11	
Santé	0	9	7	1	0	-	9	8	17	
Action sociale (hors APA et RSA)	22	261	215	61	13	-	283	289	572	
dont : services communs action sociale	1	20	19	6	0	-	22	25	47	
: famille et enfance	17	204	163	44	12	-	221	219	440	
: personnes âgées	2	13	14	3	0	-	15	17	32	
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
: autres interventions sociales	1	24	20	8	0	-	25	28	53	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	5	54	45	26	1	-	59	72	132	
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	1	1	
Aménagement des territoires	3	39	31	19	1	-	42	51	93	
dont : espaces verts urbains	0	10	7	9	0	-	10	15	25	
: éclairage public	0	6	6	5	0	-	6	10	16	
: autres aménagements urbains et ruraux	3	23	19	6	1	-	26	25	51	
Habitat	2	15	14	7	0	-	17	21	38	
<b>Environnement</b>	68	590	434	219	15	-	657	668	1 325	
Services communs et actions transversales	8	50	44	16	0	-	57	61	118	
Collecte et traitement des déchets	54	465	333	177	13	-	519	522	1 041	
Propreté urbaine	1	5	3	1	0	-	6	4	10	
Actions en matière de gestion des eaux	3	42	33	18	1	-	45	52	97	
Autres actions environnementales	3	27	21	7	1	-	30	29	59	
<b>Transports, routes et voiries</b>	19	126	103	55	5	-	145	164	309	
Services communs (transports)	3	26	25	22	1	-	29	48	77	
Transports scolaires	1	15	12	3	0	-	16	15	31	
Transports publics (hors scolaire)	5	10	15	6	0	-	15	21	36	
Routes et voiries	9	65	42	21	4	-	74	67	140	
Infrastructures	1	10	9	4	0	-	11	13	24	
<b>Action économique</b>	20	145	124	50	9	-	165	183	348	
Services communs (y compris R & D)	7	76	67	30	4	-	83	101	184	
Foires et marchés	0	1	1	0	0	-	1	1	2	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	2	4	1	0	-	2	5	7	
Industrie, commerce et artisanat	0	4	4	2	0	-	4	6	9	
Développement touristique	12	63	48	17	5	-	75	70	146	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	0	0	0	0	0	-	0	0	1	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>322</b>	<b>2 459</b>	<b>1 917</b>	<b>754</b>	<b>72</b>	-	<b>2 781</b>	<b>2 743</b>	<b>5 524</b>	
Charges financières	5	33	23	11	1	-	37	34	72	

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous). Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion / budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.7.b – Répartition des dépenses de fonctionnement par fonction en 2021 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en %									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC	
<b>Services généraux</b>	<b>35,6%</b>	<b>27,1%</b>	<b>28,0%</b>	<b>24,9%</b>	<b>29,7%</b>	-	<b>28,1%</b>	<b>27,2%</b>	<b>27,6%</b>	
Opérations non ventilables	6,1%	2,4%	3,5%	3,1%	6,9%	-	2,8%	3,5%	3,1%	
Administration générale	29,0%	24,0%	23,7%	21,0%	22,2%	-	24,6%	22,9%	23,8%	
Conseils, assemblée locale	0,5%	0,7%	0,8%	0,7%	0,6%	-	0,7%	0,8%	0,7%	
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,8%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>2,6%</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,1%</b>	
Services communs (sécurité)	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,2%	0,1%	
Police, sécurité, justice	0,0%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%	
Incendie et secours	1,0%	2,3%	3,1%	3,3%	0,0%	-	2,1%	3,1%	2,6%	
Hygiène et salubrité publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%	
Autres interventions de protection civile	0,1%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>6,6%</b>	<b>5,1%</b>	<b>3,5%</b>	<b>2,2%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,3%</b>	<b>3,0%</b>	<b>4,2%</b>	
Services communs (enseignement)	1,6%	0,4%	0,2%	0,2%	0,0%	-	0,6%	0,2%	0,4%	
Enseignement du premier degré	3,4%	2,2%	1,7%	0,9%	0,0%	-	2,3%	1,5%	1,9%	
Enseignement du second degré	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%	
Hébergement et restauration scolaires	1,2%	2,1%	1,2%	0,5%	0,0%	-	2,0%	1,0%	1,5%	
Autres services annexes de l'enseignement	0,2%	0,4%	0,2%	0,2%	0,0%	-	0,3%	0,2%	0,3%	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>14,4%</b>	<b>16,7%</b>	<b>16,3%</b>	<b>14,4%</b>	<b>10,5%</b>	-	<b>16,4%</b>	<b>15,6%</b>	<b>16,0%</b>	
Services communs et vie sociale	1,2%	0,9%	1,1%	0,7%	0,1%	-	0,9%	0,9%	0,9%	
Culture	5,0%	4,8%	5,1%	4,9%	4,8%	-	4,8%	5,0%	4,9%	
dont : expression et action culturelles	2,7%	3,1%	3,2%	3,5%	4,8%	-	3,1%	3,4%	3,2%	
: conservation et diffusion du patrimoine	2,3%	1,7%	1,9%	1,4%	0,0%	-	1,8%	1,7%	1,7%	
Sports	5,7%	5,2%	5,2%	4,6%	5,3%	-	5,3%	5,0%	5,1%	
Jeunesse et loisirs	2,5%	5,7%	5,0%	4,2%	0,4%	-	5,4%	4,6%	5,0%	
<b>Santé, action sociale</b>	<b>7,3%</b>	<b>11,2%</b>	<b>11,8%</b>	<b>8,3%</b>	<b>17,7%</b>	-	<b>10,7%</b>	<b>11,0%</b>	<b>10,9%</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,2%	0,2%	
Santé	0,1%	0,4%	0,4%	0,1%	0,0%	-	0,3%	0,3%	0,3%	
Action sociale (hors APA et RSA)	6,8%	10,6%	11,2%	8,0%	17,7%	-	10,2%	10,5%	10,4%	
dont : services communs action sociale	0,3%	0,8%	1,0%	0,8%	0,6%	-	0,8%	0,9%	0,8%	
: famille et enfance	5,4%	8,3%	8,5%	5,8%	16,7%	-	8,0%	8,0%	8,0%	
: personnes âgées	0,7%	0,5%	0,7%	0,4%	0,2%	-	0,5%	0,6%	0,6%	
: personnes handicapées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
: autres interventions sociales	0,4%	1,0%	1,0%	1,0%	0,1%	-	0,9%	1,0%	1,0%	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>1,7%</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,4%</b>	<b>3,5%</b>	<b>1,2%</b>	-	<b>2,1%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,4%</b>	
Services communs et sécurité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
Aménagement des territoires	1,0%	1,6%	1,6%	2,5%	0,8%	-	1,5%	1,8%	1,7%	
dont : espaces verts urbains	0,1%	0,4%	0,3%	1,2%	0,0%	-	0,4%	0,6%	0,5%	
: éclairage public	0,1%	0,2%	0,3%	0,6%	0,0%	-	0,2%	0,4%	0,3%	
: autres aménagements urbains et ruraux	0,8%	0,9%	1,0%	0,8%	0,7%	-	0,9%	0,9%	0,9%	
Habitat	0,7%	0,6%	0,7%	0,9%	0,4%	-	0,6%	0,8%	0,7%	
<b>Environnement</b>	<b>21,1%</b>	<b>24,0%</b>	<b>22,6%</b>	<b>29,0%</b>	<b>21,3%</b>	-	<b>23,6%</b>	<b>24,3%</b>	<b>24,0%</b>	
Services communs et actions transversales	2,4%	2,0%	2,3%	2,1%	0,3%	-	2,1%	2,2%	2,1%	
Collecte et traitement des déchets	16,7%	18,9%	17,4%	23,4%	17,9%	-	18,7%	19,0%	18,9%	
Propreté urbaine	0,3%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%	
Actions en matière de gestion des eaux	0,8%	1,7%	1,7%	2,4%	1,9%	-	1,6%	1,9%	1,8%	
Autres actions environnementales	1,0%	1,1%	1,1%	1,0%	1,2%	-	1,1%	1,1%	1,1%	
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>5,9%</b>	<b>5,1%</b>	<b>5,4%</b>	<b>7,4%</b>	<b>7,5%</b>	-	<b>5,2%</b>	<b>6,0%</b>	<b>5,6%</b>	
Services communs (transports)	0,9%	1,1%	1,3%	2,9%	1,9%	-	1,0%	1,8%	1,4%	
Transports scolaires	0,3%	0,6%	0,6%	0,4%	0,0%	-	0,6%	0,5%	0,6%	
Transports publics (hors scolaire)	1,5%	0,4%	0,8%	0,7%	0,2%	-	0,5%	0,8%	0,7%	
Routes et voiries	2,8%	2,6%	2,2%	2,7%	5,4%	-	2,7%	2,4%	2,5%	
Infrastructures	0,3%	0,4%	0,5%	0,6%	0,0%	-	0,4%	0,5%	0,4%	
<b>Action économique</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,9%</b>	<b>6,5%</b>	<b>6,7%</b>	<b>12,1%</b>	-	<b>5,9%</b>	<b>6,7%</b>	<b>6,3%</b>	
Services communs (y compris R & D)	2,1%	3,1%	3,5%	4,0%	5,3%	-	3,0%	3,7%	3,3%	
Foires et marchés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%	-	0,1%	0,2%	0,1%	
Industrie, commerce et artisanat	0,1%	0,1%	0,2%	0,3%	0,1%	-	0,1%	0,2%	0,2%	
Développement touristique	3,9%	2,6%	2,5%	2,3%	6,5%	-	2,7%	2,6%	2,6%	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.7.c – Dépenses de fonctionnement par habitant en 2021 (communautés de communes)

Dépenses de fonctionnement (hors charges financières)	en € / habitant									
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC	
<b>Services généraux</b>	<b>148</b>	<b>90</b>	<b>83</b>	<b>74</b>	<b>102</b>	-	<b>95</b>	<b>81</b>	<b>88</b>	
Opérations non ventilables	25	8	10	9	24	-	9	10	10	
Administration générale	120	79	71	62	76	-	83	68	75	
Conseils, assemblée locale	2	2	2	2	2	-	2	2	2	
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	-	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	
Services communs (sécurité)	0	0	1	0	0	-	0	1	0	
Police, sécurité, justice	0	1	0	0	0	-	1	0	1	
Incendie et secours	4	7	9	10	0	-	7	9	8	
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	1	0	-	0	0	0	
Autres interventions de protection civile	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>27</b>	<b>17</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	-	<b>18</b>	<b>9</b>	<b>13</b>	
Services communs (enseignement)	7	1	1	0	0	-	2	1	1	
Enseignement du premier degré	14	7	5	3	0	-	8	4	6	
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	0	1	0	-	0	0	0	
Hébergement et restauration scolaires	5	7	4	1	0	-	7	3	5	
Autres services annexes de l'enseignement	1	1	1	1	0	-	1	1	1	
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>60</b>	<b>55</b>	<b>49</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	-	<b>56</b>	<b>47</b>	<b>51</b>	
Services communs et vie sociale	5	3	3	2	0	-	3	3	3	
Culture	21	16	15	14	16	-	16	15	16	
dont : expression et action culturelles	11	10	10	10	16	-	10	10	10	
: conservation et diffusion du patrimoine	9	6	6	4	0	-	6	5	5	
Sports	24	17	15	14	18	-	18	15	16	
Jeunesse et loisirs	10	19	15	12	1	-	18	14	16	
<b>Santé, action sociale</b>	<b>30</b>	<b>37</b>	<b>35</b>	<b>24</b>	<b>61</b>	-	<b>36</b>	<b>33</b>	<b>34</b>	
Services communs (y compris APA et RSA)	1	1	1	0	0	-	1	1	1	
Santé	1	1	1	0	0	-	1	1	1	
Action sociale (hors APA et RSA)	28	35	33	24	61	-	35	31	33	
dont : services communs action sociale	1	3	3	2	2	-	3	3	3	
: famille et enfance	22	27	25	17	57	-	27	24	25	
: personnes âgées	3	2	2	1	1	-	2	2	2	
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
: autres interventions sociales	2	3	3	3	0	-	3	3	3	
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	-	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Aménagement des territoires	4	5	5	7	3	-	5	6	5	
dont : espaces verts urbains	0	1	1	3	0	-	1	2	1	
: éclairage public	0	1	1	2	0	-	1	1	1	
: autres aménagements urbains et ruraux	4	3	3	2	3	-	3	3	3	
Habitat	3	2	2	3	1	-	2	2	2	
<b>Environnement</b>	<b>87</b>	<b>79</b>	<b>67</b>	<b>86</b>	<b>73</b>	-	<b>80</b>	<b>73</b>	<b>76</b>	
Services communs et actions transversales	10	7	7	6	1	-	7	7	7	
Collecte et traitement des déchets	69	63	52	69	61	-	63	57	60	
Propreté urbaine	1	1	0	0	0	-	1	0	1	
Actions en matière de gestion des eaux	3	6	5	7	7	-	5	6	6	
Autres actions environnementales	4	4	3	3	4	-	4	3	3	
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>24</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>22</b>	<b>26</b>	-	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	
Services communs (transports)	4	4	4	8	7	-	4	5	4	
Transports scolaires	1	2	2	1	0	-	2	2	2	
Transports publics (hors scolaire)	6	1	2	2	1	-	2	2	2	
Routes et voiries	12	9	7	8	19	-	9	7	8	
Infrastructures	1	1	1	2	0	-	1	1	1	
<b>Action économique</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>20</b>	<b>41</b>	-	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>20</b>	
Services communs (y compris R & D)	9	10	10	12	18	-	10	11	11	
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0	
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	0	1	0	1	-	0	1	0	
Industrie, commerce et artisanat	0	0	1	1	0	-	0	1	1	
Développement touristique	16	8	8	7	22	-	9	8	8	
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>TOTAL (hors charges financières)</b>	<b>415</b>	<b>331</b>	<b>298</b>	<b>295</b>	<b>342</b>	-	<b>339</b>	<b>298</b>	<b>317</b>	
Charges financières	6	4	4	4	3	-	5	4	4	

Dépenses de fonctionnement : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68. Charges financières : débit net du compte 66.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération, CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.8 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses d'investissement hors remboursements

## T 5.8.a – Montants des dépenses d'investissement hors remboursements en 2021 (communautés de communes)

en millions d'euros

Dépenses d'investissement hors remboursement	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>17</b>	<b>152</b>	<b>141</b>	<b>54</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>168</b>	<b>197</b>	<b>365</b>
Opérations non ventilables	5	26	33	16	0	-	31	49	80
Administration générale	12	125	108	38	1	-	137	148	284
Conseils, assemblée locale	0	0	0	0	0	-	0	0	1
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>14</b>
Services communs (sécurité)	0	1	0	0	0	-	1	0	1
Police, sécurité, justice	0	1	1	0	0	-	1	1	2
Incendie et secours	0	2	2	0	0	-	2	2	4
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Autres interventions de protection civile	0	5	2	0	0	-	5	2	7
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>4</b>	<b>39</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>42</b>	<b>13</b>	<b>55</b>
Services communs (enseignement)	1	2	2	0	0	-	3	2	5
Enseignement du premier degré	2	26	5	1	0	-	29	7	35
Enseignement du second degré	0	1	0	0	0	-	1	0	1
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	1	0	0	-	0	1	1
Hébergement et restauration scolaires	0	6	4	0	0	-	6	4	9
Autres services annexes de l'enseignement	0	3	0	0	0	-	4	0	4
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>20</b>	<b>164</b>	<b>128</b>	<b>62</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>184</b>	<b>195</b>	<b>379</b>
Services communs et vie sociale	0	11	4	0	0	-	11	5	16
Culture	3	48	29	7	1	-	51	37	88
dont : expression et action culturelles	1	27	15	4	1	-	28	21	49
: conservation et diffusion du patrimoine	2	21	14	3	0	-	23	17	40
Sports	13	92	89	53	3	-	105	145	251
Jeunesse et loisirs	3	13	5	2	0	-	17	8	24
<b>Santé, action sociale</b>	<b>8</b>	<b>48</b>	<b>36</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>56</b>	<b>47</b>	<b>102</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0	2	1	0	0	-	2	1	3
Santé	4	17	6	1	1	-	21	8	29
Action sociale (hors APA et RSA)	4	29	29	7	2	-	33	38	71
dont : services communs action sociale	0	4	1	0	0	-	4	1	5
: famille et enfance	3	17	23	6	1	-	19	30	49
: personnes âgées	1	1	1	0	0	-	2	1	3
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	0	7	5	1	0	-	8	6	14
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2</b>	<b>31</b>	<b>26</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>33</b>	<b>40</b>	<b>72</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Aménagement des territoires	1	18	12	3	0	-	19	16	34
dont : espaces verts urbains	0	2	1	0	0	-	2	1	3
: éclairage public	1	10	5	1	0	-	10	6	16
: autres aménagements urbains et ruraux	0	7	6	1	0	-	7	8	15
Habitat	1	13	14	7	3	-	14	24	38
<b>Environnement</b>	<b>14</b>	<b>82</b>	<b>72</b>	<b>33</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>96</b>	<b>107</b>	<b>204</b>
Services communs et actions transversales	3	16	19	5	0	-	19	24	44
Collecte et traitement des déchets	5	33	24	16	0	-	38	40	78
Propreté urbaine	0	0	2	0	0	-	0	2	2
Actions en matière de gestion des eaux	2	14	13	5	0	-	15	19	34
Autres actions environnementales	4	19	14	6	2	-	24	22	46
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>11</b>	<b>117</b>	<b>106</b>	<b>73</b>	<b>12</b>	<b>-</b>	<b>128</b>	<b>191</b>	<b>319</b>
Services communs (transports)	0	8	10	14	1	-	8	24	32
Transports scolaires	0	0	0	0	0	-	0	0	1
Transports publics (hors scolaire)	0	2	4	7	6	-	2	17	19
Routes et voiries	10	92	75	39	6	-	101	120	221
Infrastructures	0	15	17	13	0	-	16	30	46
<b>Action économique</b>	<b>11</b>	<b>109</b>	<b>97</b>	<b>35</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>120</b>	<b>142</b>	<b>263</b>
Services communs (y compris R & D)	7	81	77	26	9	-	88	112	200
Foires et marchés	0	1	0	0	0	-	1	0	2
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	4	1	1	0	-	4	2	6
Industrie, commerce et artisanat	0	2	1	5	0	-	2	6	8
Développement touristique	4	20	18	2	1	-	25	21	46
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>87</b>	<b>750</b>	<b>623</b>	<b>279</b>	<b>35</b>	<b>-</b>	<b>837</b>	<b>936</b>	<b>1 774</b>

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous). Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération, CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.8.b – Répartition des dépenses d'investissement hors remboursements par fonction en 2021 (communautés de communes)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>19,4%</b>	<b>20,2%</b>	<b>22,7%</b>	<b>19,4%</b>	<b>3,8%</b>	-	<b>20,1%</b>	<b>21,0%</b>	<b>20,6%</b>
Opérations non ventilables	5,7%	3,5%	5,3%	5,7%	0,0%	-	3,7%	5,2%	4,5%
Administration générale	13,5%	16,7%	17,3%	13,7%	3,8%	-	16,3%	15,8%	16,0%
Conseils, assemblée locale	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,0%
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>0,3%</b>	<b>1,1%</b>	<b>0,7%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>1,0%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,8%</b>
Services communs (sécurité)	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Police, sécurité, justice	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Incendie et secours	0,2%	0,2%	0,3%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,2%	0,2%
Hygiène et salubrité publique	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
Autres interventions de protection civile	0,0%	0,7%	0,3%	0,0%	0,0%	-	0,6%	0,2%	0,4%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>4,1%</b>	<b>5,2%</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,6%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,1%</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,1%</b>
Services communs (enseignement)	1,2%	0,3%	0,3%	0,0%	0,0%	-	0,4%	0,2%	0,3%
Enseignement du premier degré	2,6%	3,5%	0,8%	0,5%	0,0%	-	3,4%	0,7%	2,0%
Enseignement du second degré	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,0%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,0%
Hébergement et restauration scolaires	0,1%	0,7%	0,6%	0,0%	0,0%	-	0,7%	0,4%	0,5%
Autres services annexes de l'enseignement	0,1%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,4%	0,0%	0,2%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>22,8%</b>	<b>21,9%</b>	<b>20,6%</b>	<b>22,4%</b>	<b>12,1%</b>	-	<b>22,0%</b>	<b>20,8%</b>	<b>21,4%</b>
Services communs et vie sociale	0,3%	1,5%	0,7%	0,1%	0,0%	-	1,3%	0,5%	0,9%
Culture	3,3%	6,4%	4,7%	2,5%	3,7%	-	6,1%	4,0%	5,0%
dont : expression et action culturelles	1,0%	3,6%	2,4%	1,6%	3,7%	-	3,3%	2,2%	2,7%
: conservation et diffusion du patrimoine	2,3%	2,8%	2,3%	0,9%	0,0%	-	2,7%	1,8%	2,2%
Sports	15,4%	12,3%	14,3%	19,0%	8,4%	-	12,6%	15,5%	14,1%
Jeunesse et loisirs	3,8%	1,8%	0,9%	0,8%	0,0%	-	2,0%	0,8%	1,4%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>9,2%</b>	<b>6,3%</b>	<b>5,8%</b>	<b>3,0%</b>	<b>6,0%</b>	-	<b>6,6%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,8%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0,1%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
Santé	4,1%	2,3%	1,0%	0,5%	1,7%	-	2,5%	0,9%	1,6%
Action sociale (hors APA et RSA)	5,0%	3,9%	4,7%	2,4%	4,3%	-	4,0%	4,0%	4,0%
dont : services communs action sociale	0,2%	0,5%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,5%	0,1%	0,3%
: famille et enfance	2,9%	2,2%	3,6%	2,0%	4,2%	-	2,3%	3,2%	2,8%
: personnes âgées	1,3%	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
: personnes handicapées	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	0,5%	1,0%	0,8%	0,3%	0,0%	-	0,9%	0,6%	0,8%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,1%</b>	<b>4,2%</b>	<b>3,6%</b>	<b>10,0%</b>	-	<b>3,9%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,1%</b>
Services communs et sécurité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
Aménagement des territoires	0,8%	2,4%	2,0%	1,1%	0,9%	-	2,2%	1,7%	1,9%
dont : espaces verts urbains	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
: éclairage public	0,7%	1,3%	0,8%	0,5%	0,0%	-	1,2%	0,6%	0,9%
: autres aménagements urbains et ruraux	0,1%	0,9%	1,0%	0,5%	0,9%	-	0,8%	0,9%	0,9%
Habitat	1,6%	1,7%	2,2%	2,5%	9,1%	-	1,7%	2,5%	2,1%
<b>Environnement</b>	<b>16,6%</b>	<b>10,9%</b>	<b>11,6%</b>	<b>12,0%</b>	<b>5,8%</b>	-	<b>11,5%</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,5%</b>
Services communs et actions transversales	3,8%	2,1%	3,1%	1,9%	0,0%	-	2,3%	2,6%	2,5%
Collecte et traitement des déchets	5,8%	4,4%	3,8%	5,8%	0,2%	-	4,6%	4,3%	4,4%
Propreté urbaine	0,0%	0,0%	0,3%	0,1%	0,0%	-	0,0%	0,2%	0,1%
Actions en matière de gestion des eaux	1,9%	1,8%	2,1%	2,0%	0,5%	-	1,8%	2,0%	1,9%
Autres actions environnementales	5,0%	2,6%	2,3%	2,2%	5,1%	-	2,8%	2,4%	2,6%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>12,1%</b>	<b>15,7%</b>	<b>17,0%</b>	<b>26,2%</b>	<b>34,3%</b>	-	<b>15,3%</b>	<b>20,4%</b>	<b>18,0%</b>
Services communs (transports)	0,6%	1,0%	1,5%	4,9%	2,0%	-	1,0%	2,5%	1,8%
Transports scolaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
Transports publics (hors scolaire)	0,1%	0,3%	0,6%	2,5%	16,3%	-	0,3%	1,8%	1,1%
Routes et voiries	10,9%	12,3%	12,1%	13,9%	16,0%	-	12,1%	12,8%	12,5%
Infrastructures	0,5%	2,0%	2,7%	4,8%	0,1%	-	1,9%	3,2%	2,6%
<b>Action économique</b>	<b>13,1%</b>	<b>14,5%</b>	<b>15,6%</b>	<b>12,6%</b>	<b>27,9%</b>	-	<b>14,4%</b>	<b>15,2%</b>	<b>14,8%</b>
Services communs (y compris R & D)	7,8%	10,8%	12,4%	9,4%	25,2%	-	10,5%	12,0%	11,3%
Foires et marchés	0,0%	0,2%	0,0%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,0%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,1%	0,5%	0,2%	0,4%	0,1%	-	0,4%	0,3%	0,3%
Industrie, commerce et artisanat	0,1%	0,3%	0,1%	1,8%	0,0%	-	0,3%	0,5%	0,5%
Développement touristique	5,1%	2,7%	2,9%	0,9%	2,6%	-	3,0%	2,3%	2,6%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.8.c – Dépenses d'investissement hors remboursements par habitant en 2021 (communautés de communes)

Dépenses d'investissement hors remboursement	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>6</b>	-	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>21</b>
Opérations non ventilables	6	4	5	6	0	-	4	5	5
Administration générale	15	17	17	15	6	-	17	16	16
Conseils, assemblée locale	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>
Services communs (sécurité)	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Police, sécurité, justice	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Incendie et secours	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Autres interventions de protection civile	0	1	0	0	0	-	1	0	0
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	-	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Services communs (enseignement)	1	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement du premier degré	3	4	1	1	0	-	3	1	2
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Hébergement et restauration scolaires	0	1	1	0	0	-	1	0	1
Autres services annexes de l'enseignement	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>26</b>	<b>22</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>20</b>	-	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>22</b>
Services communs et vie sociale	0	1	1	0	0	-	1	1	1
Culture	4	6	5	3	6	-	6	4	5
dont : expression et action culturelles	1	4	2	2	6	-	3	2	3
: conservation et diffusion du patrimoine	3	3	2	1	0	-	3	2	2
Sports	17	12	14	21	14	-	13	16	14
Jeunesse et loisirs	4	2	1	1	0	-	2	1	1
<b>Santé, action sociale</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	-	<b>7</b>	<b>5</b>	<b>6</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Santé	5	2	1	1	3	-	3	1	2
Action sociale (hors APA et RSA)	6	4	5	3	7	-	4	4	4
dont : services communs action sociale	0	1	0	0	0	-	0	0	0
: famille et enfance	3	2	4	2	7	-	2	3	3
: personnes âgées	1	0	0	0	0	-	0	0	0
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	1	1	1	0	0	-	1	1	1
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>17</b>	-	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Aménagement des territoires	1	2	2	1	1	-	2	2	2
dont : espaces verts urbains	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: éclairage public	1	1	1	1	0	-	1	1	1
: autres aménagements urbains et ruraux	0	1	1	1	1	-	1	1	1
Habitat	2	2	2	3	15	-	2	2	2
<b>Environnement</b>	<b>19</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	-	<b>12</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
Services communs et actions transversales	4	2	3	2	0	-	2	3	3
Collecte et traitement des déchets	7	4	4	6	0	-	5	4	5
Propreté urbaine	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Actions en matière de gestion des eaux	2	2	2	2	1	-	2	2	2
Autres actions environnementales	6	3	2	2	9	-	3	2	3
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>29</b>	<b>58</b>	-	<b>16</b>	<b>21</b>	<b>18</b>
Services communs (transports)	1	1	1	5	3	-	1	3	2
Transports scolaires	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Transports publics (hors scolaire)	0	0	1	3	27	-	0	2	1
Routes et voiries	12	12	12	15	27	-	12	13	13
Infrastructures	1	2	3	5	0	-	2	3	3
<b>Action économique</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>14</b>	<b>47</b>	-	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
Services communs (y compris R & D)	9	11	12	10	42	-	11	12	11
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Industrie, commerce et artisanat	0	0	0	2	0	-	0	1	0
Développement touristique	6	3	3	1	4	-	3	2	3
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors remboursements)</b>	<b>113</b>	<b>101</b>	<b>97</b>	<b>109</b>	<b>169</b>	-	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>102</b>

Dépenses réelles d'investissement hors remboursement : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 et diminué du crédit des comptes 236 (en M57), 237 et 238.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Nota: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

T 5.9 - Présentation fonctionnelle des comptes des communautés de communes <sup>(a)</sup> par strate de population des groupements <sup>(b)</sup> : dépenses totales

## T 5.9.a – Montants des dépenses totales en 2021 (communautés de communes)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en millions d'euros								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>131</b>	<b>817</b>	<b>678</b>	<b>242</b>	<b>23</b>	-	<b>949</b>	<b>942</b>	<b>1 891</b>
Opérations non ventilables	25	84	99	40	5	-	108	144	252
Administration générale	105	715	563	197	17	-	820	777	1 597
Conseils, assemblée locale	2	18	15	6	0	-	20	21	41
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	1
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>4</b>	<b>76</b>	<b>72</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	-	<b>81</b>	<b>102</b>	<b>183</b>
Services communs (sécurité)	0	3	5	1	0	-	3	6	9
Police, sécurité, justice	0	7	2	1	0	-	7	3	11
Incendie et secours	3	57	61	25	0	-	61	87	148
Hygiène et salubrité publique	0	1	1	2	0	-	1	3	4
Autres interventions de protection civile	0	8	3	1	0	-	9	3	12
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>25</b>	<b>165</b>	<b>78</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	-	<b>190</b>	<b>96</b>	<b>286</b>
Services communs (enseignement)	6	12	6	1	0	-	18	7	26
Enseignement du premier degré	13	80	38	9	0	-	93	46	140
Enseignement du second degré	0	2	1	1	0	-	2	2	5
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0	1	2	2	0	-	1	3	4
Hébergement et restauration scolaires	4	58	27	4	0	-	62	31	93
Autres services annexes de l'enseignement	1	12	4	2	0	-	13	6	19
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>66</b>	<b>574</b>	<b>441</b>	<b>171</b>	<b>12</b>	-	<b>640</b>	<b>623</b>	<b>1 263</b>
Services communs et vie sociale	4	33	25	5	0	-	37	30	68
Culture	19	167	127	44	5	-	186	176	361
dont : expression et action culturelles	10	104	77	31	5	-	114	113	227
: conservation et diffusion du patrimoine	9	62	50	13	0	-	72	63	135
Sports	32	220	188	88	7	-	252	283	534
Jeunesse et loisirs	11	154	100	34	0	-	166	135	300
<b>Santé, action sociale</b>	<b>31</b>	<b>322</b>	<b>263</b>	<b>71</b>	<b>15</b>	-	<b>354</b>	<b>349</b>	<b>702</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	1	6	5	1	0	-	7	6	14
Santé	4	26	13	2	1	-	30	16	46
Action sociale (hors APA et RSA)	26	290	245	67	14	-	316	326	643
dont : services communs action sociale	1	24	19	6	0	-	26	26	52
: famille et enfance	20	220	186	49	13	-	240	249	489
: personnes âgées	3	14	14	3	0	-	17	18	35
: personnes handicapées	0	1	0	0	0	-	1	0	1
: autres interventions sociales	2	31	25	9	0	-	33	34	67
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>8</b>	<b>84</b>	<b>71</b>	<b>36</b>	<b>4</b>	-	<b>92</b>	<b>112</b>	<b>204</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	1	1
Aménagement des territoires	4	57	43	22	1	-	61	66	127
dont : espaces verts urbains	0	11	8	9	0	-	12	17	28
: éclairage public	1	15	11	6	0	-	16	16	33
: autres aménagements urbains et ruraux	3	30	25	7	1	-	33	33	66
Habitat	4	27	28	14	3	-	31	45	76
<b>Environnement</b>	<b>82</b>	<b>671</b>	<b>506</b>	<b>252</b>	<b>17</b>	-	<b>754</b>	<b>775</b>	<b>1 529</b>
Services communs et actions transversales	11	65	64	21	0	-	76	85	162
Collecte et traitement des déchets	59	499	357	193	13	-	557	562	1 120
Propreté urbaine	1	5	5	1	0	-	6	6	12
Actions en matière de gestion des eaux	4	56	46	23	2	-	60	71	130
Autres actions environnementales	7	46	35	13	3	-	54	51	105
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>30</b>	<b>243</b>	<b>209</b>	<b>128</b>	<b>17</b>	-	<b>273</b>	<b>354</b>	<b>627</b>
Services communs (transports)	3	34	35	35	2	-	37	72	109
Transports scolaires	1	15	12	3	0	-	16	15	31
Transports publics (hors scolaire)	5	12	19	13	6	-	17	38	55
Routes et voiries	19	156	117	59	10	-	175	186	361
Infrastructures	1	25	25	18	0	-	27	43	70
<b>Action économique</b>	<b>31</b>	<b>254</b>	<b>221</b>	<b>86</b>	<b>18</b>	-	<b>285</b>	<b>325</b>	<b>610</b>
Services communs (y compris R & D)	14	157	144	56	13	-	171	213	384
Foires et marchés	0	2	1	1	0	-	2	2	4
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	5	5	2	0	-	5	7	13
Industrie, commerce et artisanat	0	6	5	7	0	-	6	12	18
Développement touristique	17	83	66	19	6	-	100	92	192
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>409</b>	<b>3 208</b>	<b>2 540</b>	<b>1 033</b>	<b>107</b>	-	<b>3 618</b>	<b>3 679</b>	<b>7 297</b>
Charges financières	5	33	23	11	1	-	37	34	72

(a) cf. Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales (ci-dessous). Champ : communautés de communes ayant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

(b) Il n'y a pas de communautés de communes de plus de 300 000 habitants.

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.9.b – Répartition des dépenses totales par fonction en 2021 (communautés de communes)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en %								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>32,1%</b>	<b>25,5%</b>	<b>26,7%</b>	<b>23,4%</b>	<b>21,2%</b>	-	<b>26,2%</b>	<b>25,6%</b>	<b>25,9%</b>
Opérations non ventilables	6,0%	2,6%	3,9%	3,8%	4,6%	-	3,0%	3,9%	3,5%
Administration générale	25,7%	22,3%	22,2%	19,0%	16,1%	-	22,7%	21,1%	21,9%
Conseils, assemblée locale	0,4%	0,6%	0,6%	0,5%	0,4%	-	0,6%	0,6%	0,6%
Coopération décentralisée et actions internationales	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>2,9%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>2,2%</b>	<b>2,8%</b>	<b>2,5%</b>
Services communs (sécurité)	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,2%	0,1%
Police, sécurité, justice	0,0%	0,2%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,1%
Incendie et secours	0,8%	1,8%	2,4%	2,5%	0,0%	-	1,7%	2,4%	2,0%
Hygiène et salubrité publique	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,0%
Autres interventions de protection civile	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,1%	0,2%
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>6,1%</b>	<b>5,2%</b>	<b>3,1%</b>	<b>1,8%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>5,3%</b>	<b>2,6%</b>	<b>3,9%</b>
Services communs (enseignement)	1,5%	0,4%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,5%	0,2%	0,4%
Enseignement du premier degré	3,2%	2,5%	1,5%	0,8%	0,0%	-	2,6%	1,3%	1,9%
Enseignement du second degré	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,1%	0,1%
Enseignement supérieur, professionnel et continu	0,1%	0,0%	0,1%	0,2%	0,0%	-	0,0%	0,1%	0,1%
Hébergement et restauration scolaires	1,0%	1,8%	1,1%	0,4%	0,0%	-	1,7%	0,8%	1,3%
Autres services annexes de l'enseignement	0,1%	0,4%	0,2%	0,2%	0,0%	-	0,4%	0,2%	0,3%
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>16,2%</b>	<b>17,9%</b>	<b>17,4%</b>	<b>16,6%</b>	<b>11,0%</b>	-	<b>17,7%</b>	<b>16,9%</b>	<b>17,3%</b>
Services communs et vie sociale	1,0%	1,0%	1,0%	0,5%	0,0%	-	1,0%	0,8%	0,9%
Culture	4,6%	5,2%	5,0%	4,3%	4,4%	-	5,1%	4,8%	5,0%
dont : expression et action culturelles	2,4%	3,2%	3,0%	3,0%	4,4%	-	3,1%	3,1%	3,1%
: conservation et diffusion du patrimoine	2,3%	1,9%	2,0%	1,3%	0,0%	-	2,0%	1,7%	1,8%
Sports	7,8%	6,8%	7,4%	8,5%	6,3%	-	7,0%	7,7%	7,3%
Jeunesse et loisirs	2,8%	4,8%	4,0%	3,3%	0,3%	-	4,6%	3,7%	4,1%
<b>Santé, action sociale</b>	<b>7,7%</b>	<b>10,0%</b>	<b>10,4%</b>	<b>6,8%</b>	<b>13,8%</b>	-	<b>9,8%</b>	<b>9,5%</b>	<b>9,6%</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,2%	0,2%
Santé	1,0%	0,8%	0,5%	0,2%	0,6%	-	0,8%	0,4%	0,6%
Action sociale (hors APA et RSA)	6,4%	9,0%	9,6%	6,5%	13,3%	-	8,7%	8,9%	8,8%
dont : services communs action sociale	0,8%	0,8%	0,8%	0,6%	0,4%	-	0,7%	0,7%	0,7%
: famille et enfance	4,3%	6,9%	7,3%	4,8%	12,6%	-	6,6%	6,8%	6,7%
: personnes âgées	0,8%	0,4%	0,6%	0,3%	0,2%	-	0,5%	0,5%	0,5%
: personnes handicapées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
: autres interventions sociales	0,5%	1,0%	1,0%	0,8%	0,1%	-	0,9%	0,9%	0,9%
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>1,9%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,8%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,1%</b>	-	<b>2,5%</b>	<b>3,0%</b>	<b>2,8%</b>
Services communs et sécurité	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	0,0%	0,0%	0,0%
Aménagement des territoires	0,9%	1,8%	1,7%	2,1%	0,8%	-	1,7%	1,8%	1,7%
dont : espaces verts urbains	0,1%	0,4%	0,3%	0,9%	0,0%	-	0,3%	0,5%	0,4%
: éclairage public	0,2%	0,5%	0,4%	0,6%	0,0%	-	0,4%	0,4%	0,4%
: autres aménagements urbains et ruraux	0,7%	0,9%	1,0%	0,7%	0,8%	-	0,9%	0,9%	0,9%
Habitat	0,9%	0,9%	1,1%	1,3%	3,3%	-	0,9%	1,2%	1,0%
<b>Environnement</b>	<b>20,1%</b>	<b>20,9%</b>	<b>19,9%</b>	<b>24,4%</b>	<b>16,2%</b>	-	<b>20,8%</b>	<b>21,1%</b>	<b>21,0%</b>
Services communs et actions transversales	2,7%	2,0%	2,5%	2,1%	0,2%	-	2,1%	2,3%	2,2%
Collecte et traitement des déchets	14,4%	15,5%	14,0%	18,7%	12,1%	-	15,4%	15,3%	15,3%
Propreté urbaine	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	-	0,2%	0,2%	0,2%
Actions en matière de gestion des eaux	1,1%	1,7%	1,8%	2,3%	1,4%	-	1,7%	1,9%	1,8%
Autres actions environnementales	1,8%	1,4%	1,4%	1,3%	2,5%	-	1,5%	1,4%	1,4%
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>7,2%</b>	<b>7,6%</b>	<b>8,2%</b>	<b>12,4%</b>	<b>16,4%</b>	-	<b>7,5%</b>	<b>9,6%</b>	<b>8,6%</b>
Services communs (transports)	0,8%	1,1%	1,4%	3,4%	1,9%	-	1,0%	2,0%	1,5%
Transports scolaires	0,3%	0,5%	0,5%	0,3%	0,0%	-	0,4%	0,4%	0,4%
Transports publics (hors scolaire)	1,2%	0,4%	0,8%	1,2%	5,5%	-	0,5%	1,0%	0,8%
Routes et voiries	4,6%	4,9%	4,6%	5,7%	8,9%	-	4,8%	5,1%	5,0%
Infrastructures	0,3%	0,8%	1,0%	1,7%	0,1%	-	0,7%	1,2%	1,0%
<b>Action économique</b>	<b>7,6%</b>	<b>7,9%</b>	<b>8,7%</b>	<b>8,3%</b>	<b>17,3%</b>	-	<b>7,9%</b>	<b>8,8%</b>	<b>8,4%</b>
Services communs (y compris R & D)	3,3%	4,9%	5,7%	5,4%	11,9%	-	4,7%	5,8%	5,3%
Foires et marchés	0,0%	0,1%	0,0%	0,1%	0,0%	-	0,1%	0,0%	0,1%
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	-	0,2%	0,2%	0,2%
Industrie, commerce et artisanat	0,1%	0,2%	0,2%	0,7%	0,0%	-	0,2%	0,3%	0,2%
Développement touristique	4,1%	2,6%	2,6%	1,9%	5,2%	-	2,8%	2,5%	2,6%
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	-	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	-	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différentes nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessus.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

## T 5.9.c – Dépenses totales par habitant en 2021 (communautés de communes)

Dépenses totales (hors charges financières et hors remboursements)	en € / habitant								
	Moins de 15 000 habitants	De 15 000 à moins de 30 000 hab.	De 30 000 à moins de 50 000 hab.	De 50 000 à moins de 100 000 hab.	De 100 000 à moins de 300 000 hab.	300 000 habitants et plus	CC de moins de 30 000 hab.	CC de 30 000 hab. et plus	Ensemble des CC
<b>Services généraux</b>	<b>170</b>	<b>110</b>	<b>105</b>	<b>95</b>	<b>108</b>	-	<b>116</b>	<b>102</b>	<b>109</b>
Opérations non ventilables	32	11	15	15	24	-	13	16	14
Administration générale	135	96	87	77	82	-	100	84	92
Conseils, assemblée locale	2	2	2	2	2	-	2	2	2
Coopération décentralisée et actions internationales	0	0	0	0	0	-	0	0	0
<b>Sécurité et salubrité publiques</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	-	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>10</b>
Services communs (sécurité)	1	0	1	0	0	-	0	1	1
Police, sécurité, justice	0	1	0	0	0	-	1	0	1
Incendie et secours	4	8	10	10	0	-	7	9	8
Hygiène et salubrité publique	0	0	0	1	0	-	0	0	0
Autres interventions de protection civile	0	1	0	0	0	-	1	0	1
<b>Enseignement, formation et apprentissage</b>	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	-	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>16</b>
Services communs (enseignement)	8	2	1	1	0	-	2	1	1
Enseignement du premier degré	17	11	6	3	0	-	11	5	8
Enseignement du second degré	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Enseignement supérieur, professionnel et continu	1	0	0	1	0	-	0	0	0
Hébergement et restauration scolaires	5	8	4	1	0	-	8	3	5
Autres services annexes de l'enseignement	1	2	1	1	0	-	2	1	1
<b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>	<b>86</b>	<b>77</b>	<b>68</b>	<b>67</b>	<b>56</b>	-	<b>78</b>	<b>68</b>	<b>73</b>
Services communs et vie sociale	5	4	4	2	0	-	5	3	4
Culture	24	22	20	17	23	-	23	19	21
dont : expression et action culturelles	13	14	12	12	23	-	14	12	13
: conservation et diffusion du patrimoine	12	8	8	5	0	-	9	7	8
Sports	41	30	29	34	32	-	31	31	31
Jeunesse et loisirs	15	21	16	13	1	-	20	15	17
<b>Santé, action sociale</b>	<b>41</b>	<b>43</b>	<b>41</b>	<b>28</b>	<b>71</b>	-	<b>43</b>	<b>38</b>	<b>40</b>
Services communs (y compris APA et RSA)	1	1	1	0	0	-	1	1	1
Santé	5	3	2	1	3	-	4	2	3
Action sociale (hors APA et RSA)	34	39	38	26	68	-	39	35	37
dont : services communs action sociale	2	3	3	2	2	-	3	3	3
: famille et enfance	26	30	29	19	64	-	29	27	28
: personnes âgées	4	2	2	1	1	-	2	2	2
: personnes handicapées	0	0	0	0	0	-	0	0	0
: autres interventions sociales	2	4	4	3	0	-	4	4	4
<b>Aménagement des territoires et habitat</b>	<b>10</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	-	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>12</b>
Services communs et sécurité	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Aménagement des territoires	5	8	7	9	4	-	7	7	7
dont : espaces verts urbains	0	2	1	4	0	-	1	2	2
: éclairage public	1	2	2	2	0	-	2	2	2
: autres aménagements urbains et ruraux	4	4	4	3	4	-	4	4	4
Habitat	5	4	4	5	17	-	4	5	4
<b>Environnement</b>	<b>106</b>	<b>90</b>	<b>78</b>	<b>99</b>	<b>83</b>	-	<b>92</b>	<b>84</b>	<b>88</b>
Services communs et actions transversales	14	9	10	8	1	-	9	9	9
Collecte et traitement des déchets	76	67	55	75	62	-	68	61	64
Propreté urbaine	1	1	1	0	0	-	1	1	1
Actions en matière de gestion des eaux	6	7	7	9	7	-	7	8	7
Autres actions environnementales	10	6	5	5	13	-	7	6	6
<b>Transports, routes et voiries</b>	<b>38</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>50</b>	<b>84</b>	-	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>36</b>
Services communs (transports)	4	5	5	14	10	-	5	8	6
Transports scolaires	1	2	2	1	0	-	2	2	2
Transports publics (hors scolaire)	6	2	3	5	28	-	2	4	3
Routes et voiries	24	21	18	23	45	-	21	20	21
Infrastructures	2	3	4	7	0	-	3	5	4
<b>Action économique</b>	<b>40</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>33</b>	<b>88</b>	-	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>35</b>
Services communs (y compris R & D)	18	21	22	22	61	-	21	23	22
Foires et marchés	0	0	0	0	0	-	0	0	0
Agriculture, pêche et agro-alimentaire	0	1	1	1	1	-	1	1	1
Industrie, commerce et artisanat	0	1	1	3	0	-	1	1	1
Développement touristique	22	11	10	8	27	-	12	10	11
<b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	-	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL (hors charges financières et hors remboursements)</b>	<b>528</b>	<b>432</b>	<b>394</b>	<b>404</b>	<b>511</b>	-	<b>441</b>	<b>400</b>	<b>419</b>
Charges financières	6	4	4	4	3	-	5	4	4

Dépenses réelles totales hors charges financières et remboursement : Somme des dépenses réelles de fonctionnement hors charges financières et des dépenses réelles d'investissement hors remboursement.

Remarque : la ventilation fonctionnelle de cette année diffère de celle des années précédentes car une nouvelle codification permettant d'unifier les différents nomenclatures existantes a été élaborée et c'est cette nouvelle codification qui est retenue dorénavant.

CU : Communauté Urbaine ; CA : Communauté d'Agglomération ; CC : Communauté de Communes.

Champ : Communautés de communes soumises à la présentation fonctionnelle de leur compte, cf article R5211-14 du code général des collectivités locales ci dessous.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL. Montants calculés hors gestion active de la dette ; INSEE, Recensement de la population (population totale en 2021 - année de référence 2018).

**Article R5211-14 du Code général des collectivités territoriales** : Entrée en vigueur le 2005-12-29. Les chapitres et les articles du budget d'un établissement public de coopération intercommunale sont définis par le décret mentionné à l'article R. 2311-1. Les dispositions de l'article R. 2311-1 relatives à la présentation fonctionnelle et à la présentation par nature sont applicables au budget de l'établissement public de coopération intercommunale, compte tenu des modalités de vote retenues par l'assemblée délibérante et des dispositions ci-après. Le budget de l'établissement public de coopération intercommunale comprenant une commune de 10 000 habitants et plus est voté et présenté comme celui des communes de 10 000 habitants et plus dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il comprend une commune de 3 500 habitants à moins de 10 000 habitants, il est voté par nature avec une présentation fonctionnelle identique à celle des communes de 3 500 à moins de 10 000 habitants dans les conditions de l'article R. 2311-1. Lorsqu'il ne comprend aucune commune de 3 500 habitants et plus, il est voté par nature ; si l'assemblée délibérante en décide ainsi, il peut comporter une présentation fonctionnelle dans les conditions prévues au dernier alinéa du 1° du II de l'article R. 2311-1. La présentation fonctionnelle croisée n'est pas applicable à un service public intercommunal à activité unique érigé en établissement public ou faisant l'objet d'un budget annexe. Note: Les dispositions du décret 2005-1661 du 27 décembre 2005 entrent en vigueur à compter de l'exercice 2006.

## Annexe 1

### Sources et définitions des grandeurs comptables et de population utilisées

Ce document présente les résultats tirés de l'exploitation des comptes de gestion 2021 fournis par la Direction générale des finances publiques (DGFIP).

Les évolutions sont présentées en euros courants. Des **calculs à champ constant** (c'est-à-dire sur les groupements présents à la fois l'année N et l'année N+1) neutralisent les modifications de périmètre et les changements de strate de population.

La métropole du grand Paris (MGP) a été créée au 1er janvier 2016 ; elle regroupe 131 communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) prennent en 2016 la suite des groupements à fiscalité propre (GFP) qui existaient en 2015 et intègrent les communes qui étaient jusqu'à présent isolées ; la situation de Paris reste particulière puisque la commune joue le rôle d'EPT. Dans les comptes du présent document, la MGP et ses EPT sont intégrés dans les groupements à fiscalité propre, Paris restant dans le compte des communes. Des flux financiers importants apparaissent alors à partir de 2016 entre les communes, les EPT et la MGP. Le traitement retenu varie selon les flux.

a - La loi NOTRe garantit aux EPT le même niveau de ressources que les groupements à fiscalité propre préexistants. Selon les cas, c'est la MGP qui verse une dotation d'équilibre aux EPT, ou l'inverse ; les montants en jeu sont de l'ordre d'un milliard d'euros. Les montants sont déclarés en recettes ou moindres recettes par la MGP (comptes 74861 ou 74869 en M57) et par les EPT (comptes 7431 ou 7439 en M14). Il n'y a donc aucun traitement spécifique à faire puisque ces flux s'annulent au sein du même agrégat («Autres recettes de fonctionnement») dans le même niveau de collectivités (les GFP).

b - Une autre conséquence de la création de la MGP en 2016 est la création du «fonds de compensation des charges territoriales» (FCCT), pour compenser le fait que les communes perçoivent aujourd'hui des recettes fiscales qui étaient auparavant perçues par les GFP. Compte tenu de la nature comptable des opérations, le versement des communes est enregistrée dans leur compte 655 41 en M14 et 655 61 en M57, comme une contribution, et en recettes des GFP (en compte 747 52). Ce flux, de l'ordre d'un milliard d'euros, perturberait l'analyse de l'évolution des comptes si l'on considérait la contribution des communes comme une subvention versée, puisque cela augmenterait artificiellement leurs dépenses ; ce flux perturberait également les comparaisons entre communes, notamment par taille puisque ce flux concerne surtout des communes de plus de 20 000 habitants. Pour pouvoir mieux interpréter les comptes des communes et des GFP, on décide donc dans le document sur les communes de neutraliser la contribution des communes au FCCT en ne la considérant pas comme une dépense, mais en la déduisant des recettes fiscales des communes ; dans le compte des GFP, on intègre symétriquement ces recettes perçues par les GFP non pas dans les subventions reçues, mais dans l'agrégat « fiscalité reversée » afin de privilégier une approche économique plutôt que strictement comptable.

La population prise en compte pour déterminer les tranches de taille des communes en 2021 est la population totale tirée du recensement de population en vigueur au 1er janvier 2021 (population millésimée 2018).

**Population totale** : Dans le recensement de la population, la «population totale» est égale à la «population municipale» augmentée de la «population comptée à part», c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple les étudiants). La somme de toutes les populations totales dépasse donc la population réelle, du fait des personnes comptées à part, comptées une fois dans leur commune de résidence et une fois dans leur commune de rattachement occasionnel.

#### Définitions des grandeurs comptables à partir de la nomenclature M14 et M57 :

**Dépenses réelles totales hors gestion active de la dette** : somme des dépenses réelles de fonctionnement et des dépenses réelles d'investissement.

**Recettes réelles totales hors gestion active de la dette** : sommes des recettes de fonctionnement et des recettes réelles d'investissement.

**Dépenses réelles de fonctionnement** : en M14 et M57, débit net du compte 6 hormis les comptes 675, 676 et 68 .

**Achats et charges externes** : en M14 et M57, débit net des comptes 60, 61, 62, excepté les comptes 621, 6031.

**Frais de personnel** : en M14 et M57, débit net des comptes 621, 631, 633, 64.

**Dépenses d'intervention** : en M14, débit net des comptes 655 et 657.  
En M57, débit net des comptes 651, 652, 655, 656, 657.

**Charges financières** : en M14 et M57, débit net du compte 66.

**Recettes réelles de fonctionnement** : en M14 et M57, crédit net du compte 7 (excepté les comptes 775, 776, 777 et 78).

**Ventes de produits, prestations de services, marchandises** : en M14 et M57, crédit net du compte 70.

**Impôts et taxes** : en M14, crédit net des comptes 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 7391, 7392, 7394, 7396, 7398 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 731, 732, 733, 734, 735, 738, 7391, 7392, 7393, 7394, 7398 .

**Fiscalité reversée** : en M14, crédit net des comptes 7321, 7328, 73921, 73928 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 7321, 7328, 73921, 73928 exceptés les comptes 73214 et 739214.

**Impôts locaux** : en M14, crédit net des comptes 731, 732, 7391, 7392 et 74752 pour les EPT de la MGP. En M57, crédit net des comptes 7311, 732, 7392, 73911.

**Concours et dotations de l'Etat** : en M14, crédit net des comptes 741, 742, 744, 745, 746, 7483. En M57, crédit net des comptes 741, 742, 743, 744, 745, 746, 7483.

**Dotations globales de fonctionnement** : en M14 et M57, crédit net du compte 741.

**Epargne brute** : excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement.

**Dépenses réelles d'investissement** : en M14 et M57, débit des comptes 13, 20, 21, 23, 26, 27, 102, 454, 456 (455 en M57), 458, 481 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 diminuées des crédits des comptes 236, 237, 238 et augmenté des remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Dépenses d'équipement** : en M14 et M57, débit des comptes 20, 21, 23 excepté 204 et excepté le compte 2324 en M57 moins le crédit des comptes 236, 237, 238.

**Recettes réelles d'investissement** : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 20, 21, 26, 27, 102, 231, 232, 454, 456 (455 en M57), 458 excepté les comptes 139, 269, 279, 1027, 2768, 10229 augmenté du crédit net des comptes 103, 775 et des emprunts réalisés : crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Dotations et subventions d'équipement** : en M14 et M57, crédit des comptes 13, 102 excepté les comptes 139, 1027, 10222, 10229

**Emprunts réalisés** : en M14 et M57, crédit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 - GAD<sup>(a)</sup>.

**Encours de la dette** : en M14 et M57, solde créditeur du compte 16 excepté les comptes 1688 et 169.

**L'annuité de la dette** comprend, en M14 et M57, les remboursements de dettes, soit le débit du compte 16 excepté les comptes 169, 1645 et 1688 et les charges d'intérêts des emprunts et dettes (débit net du compte 6611).

(a) Gestion active de la dette :  $GAD = \min(\text{débit compte } 16449; \text{crédit compte } 16449) + \min(\text{débit compte } 166; \text{crédit compte } 166)$ .

## Annexe 2 : Zonages et classifications utilisés

**France entière** : ensemble constitué de la France métropolitaine et des départements d'Outre-mer y compris Mayotte.

### **Les EPCI classés en «zone de montagne» :**

Le seul aspect particulier lié à la **montagne** pour les EPCI à fiscalité propre est celui du seuil minimal de population, issu de l'article 33 de la loi NOTRe, et codifié au III de l'article L. 5210-1-1 du CGCT. 1° la constitution d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant au moins 15 000 habitants ; toutefois, ce seuil est adapté, sans pouvoir être inférieur à 5 000 habitants pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ainsi que pour les projets d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre : c) comprenant une moitié au moins de communes situées dans une zone de montagne délimitée en application de l'article 3 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne.

**Métropole** : Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1er janvier 2016. A noter que la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ouvre la possibilité à 7 nouveaux EPCI de se transformer en métropoles à l'avenir.

### **Métropole de Lyon :**

Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un établissement public de coopération intercommunale. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles.

### **Communauté urbaine (CU) :**

La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 ont des effectifs inférieurs à ce seuil et peuvent ne pas avoir adopté le régime de la fiscalité professionnelle unique (FPU). La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil à 250 000 habitants. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

**Communauté d'agglomération (CA) :** Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

### **Communauté de communes (CC) :**

Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

### **Le régime fiscal :**

#### **Le régime de fiscalité additionnelle sur les quatre taxes (FA) :**

Les communes continuent à voter des taux sur les taxes « ménages » et votent un taux de CFE à la place de l'ancien taux de TP. Le groupement vote aussi des taux « additionnels » et perçoit des produits « additionnels » des taxes « ménages » et de CFE en appliquant des taux uniformes sur l'ensemble du territoire intercommunal.

#### **Le régime à fiscalité professionnelle unique (FPU) :**

Les communes votent des taux et perçoivent des produits sur les trois taxes « ménages ». En revanche elles ne perçoivent aucun produit économique (CFE, CVAE, IFER, TASCOT) ni la taxe additionnelle au foncier non bâti. Le groupement perçoit d'office tous les impôts économiques, une part de la taxe d'habitation et une part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (qui correspondent à la part des impôts ménages qui ne sont plus perçus par les départements ou les régions du fait de la réforme). Il vote seul un taux unique de CFE sur l'ensemble des communes de l'intercommunalité et peut, dès 2011, voter des taux additionnels sur les trois taxes « ménages » : TH, TFNB hors taxe additionnelle et TFB. Si un EPCI souhaite renoncer à l'une de ces recettes, son conseil doit opter pour un taux nul. Parmi les EPCI à fiscalité propre, on distingue les EPCI à fiscalité professionnelle unique (FPU) (les métropoles, la plupart des communautés urbaines, les communautés d'agglomération) et les EPCI à fiscalité additionnelle (la plupart des communautés de communes appliquent, en principe, la fiscalité additionnelle mais peuvent opter pour la FPU).

## Annexe 3 : Les ratios financiers obligatoires

### Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opération budgétaire) sont exclues des DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** (recettes hors fiscalité reversée).
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement "brutes" / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238 et excepté le compte 2324 en M57), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72, en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul.
- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).
- **Ratio 6 = dotation globale de fonctionnement (DGF) / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.
- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.
- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement pour financer la charge de la dette. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont exclues des DRF.
- **Ratio 10 = dépenses d'équipement "brutes" / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses d'équipement "brutes".
- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.